

**NOTICES
BIOGRAPHIQUES**

ANTOINE GIMENEZ, DE SON VRAI NOM BRUNO SALVADORI

BRUNO SALVADORI est né le 14 décembre 1910 à Chianni, dans la province de Pise, en Italie, de l'union de Giuseppe Salvadori et d'Anna Montagnani (ou Montagnalli).

Son père était employé dans les travaux publics (Ponts et Chaussées). Soldat lors de la guerre de 14-18, il est sans doute mort à Lyon, sans qu'Antonio ait cherché à le revoir, semble-t-il.

Bruno avait deux sœurs, qu'il prénomme Brunetta et Lucienne dans sa correspondance. Brunetta avait une fille et les deux sœurs, en 1952, semblaient vivre en France depuis un certain nombre d'années.

À l'âge de 9 ans, il habite Livourne (Livorno) avec sa mère et ses sœurs. Son père travaille aux reconstructions d'après-guerre, près de San Donà di Piave, dans la province de Venise. Ils l'y rejoignent pour les vacances.

C'est vers l'âge de douze ou treize ans qu'il fait la connaissance des anarchistes de Livourne, lors d'échauffourées avec les Chemises noires. Il rencontre alors brièvement Malatesta et s'initie aux idées libertaires.

Écoutons-le raconter lui-même cet épisode de sa vie :

[Nous sommes en 1922 environ] Le fascisme monte et la misère se fait toujours plus grande en Italie. Un jour, en allant à l'école avec un groupe de copains, nous vîmes une des filles de notre classe entourée par trois ou quatre individus qui criaient : « La purge, huile de ricin ! »

La gosse était la fille d'un élu socialiste, les garçons étaient des Chemises noires. Ce ne fut ni par esprit chevaleresque, ni par conviction politique – j'avais 12 ans environ – mais tout simplement parce que la fille étudiait dans la même classe que nous. Je ne me souviens plus de ce que l'on s'est dit, on a posé contre le mur nos cartons à dessin, après en avoir sorti la règle, des règles plates en hêtre de 80 cm de long et 5 ou 6 de large, et l'on se jeta dans la bagarre. Ils ne nous attendaient pas.



Antoine, sa mère et l'une de ses sœurs.

Surpris, ils lâchèrent leur proie qui s'enfuit à toutes jambes. Mes amis en firent autant et moi, je me trouvai tout seul, accoudé contre un mur avec devant moi ce qui me parut alors une phalange entière d'avant-gardistes [fascistes] armés de *manganelli**. Des coups de feu, ma règle cassée par un coup de matraque, le vrombissement d'un moteur, encore des détonations, une douleur atroce à l'épaule...

Lorsque je repris connaissance, j'étais couché dans un lit de camp. Deux femmes me regardaient en souriant. Celle qui paraissait plus âgée m'embrassa en disant : « Tu nous as fait peur ! »

J'avais horriblement mal à la tête et mon épaule gauche était serrée dans une armure de bandages. Quelques instants après, un monsieur d'un certain âge avec une barbiche entra. Je le regardai surpris. C'était Errico Malatesta. Malatesta, l'apôtre de l'Anarchie. Je l'avais déjà vu quelques mois avant avec un groupe de grands de mon école. C'était des anarchistes qui m'avaient sorti des griffes des Chemises noires.

Il me rassura sur mon sort. À part une bosse que j'avais à la tête et un coup de matraque à l'épaule, pas grave mais douloureux, je n'avais rien d'autre. Pendant que l'on bavardait, Lucie arriva. Lucie était une très jeune femme du même village que ma mère, mariée à un représentant ; elle habitait Livourne. Depuis son mariage, lorsque son mari était absent, elle passait ses journées chez moi, où elle se trouvait lorsqu'on avait prévenu ma mère.

Entre Lucie et une jeune fille, escorté discrètement par quelques garçons et filles libertaires, je fus reconduit à la maison. Maman était très calme, je m'attendais à un savon monstre. J'avais très peur de la voir pleurer, ou seulement triste... Francesca, la jeune libertaire qui m'accompagnait, lui dit : « *Signora, più essere fiera di suo figlio.* »

– Je le sais ! dit ma mère, ses copains sont venus prendre de ses nouvelles ; ils m'ont tout dit juste après que vous soyez partis le chercher avec Lucie.

Depuis ce jour-là, ma vie changea. Je passais le temps libre que mes études me laissaient à lire des brochures, le jeudi et le dimanche, et à écouter les discussions de mes nouveaux copains, les anars : Malatesta, Gori, Kropotkine, Reclus, Bakounine, brochures, journaux, livres, tout y passa. Un idéal petit à petit se dégagea, fait d'aspirations intuitives, de préceptes acquis : Amour,

* Matraques faites d'un manche de marteau et d'une dragonne.

Liberté, Droit au bonheur, Produire pour avoir le droit de consommer, Fin de l'exploitation de l'homme par l'homme. Ma mère, pour me soustraire à une éventuelle expédition punitive, me faisait coucher chez Lucia lorsque son mari n'était pas chez lui. Pour justifier mon absence à l'école, elle avait écrit au directeur que j'avais fait une chute dans l'escalier, et fait porter le billet par un de mes copains d'école qui l'avait remis au professeur d'histoire, M^{me} Bellucci del Villa. Ce professeur avait une fille, professeur elle-même dans un autre lycée, et qui avait été témoin impuissant des échauffourées. Ce vieux professeur avait pour habitude de se faire apporter les cahiers d'histoire pour les corriger chez elle par un élève.

Un jour, ce fut mon tour. Sa fille vint m'ouvrir mais, après m'avoir regardé, au lieu de prendre le paquet et de me laisser partir, elle me dit de monter. M^{me} le professeur avait quelque chose à me dire. La vieille n'avait rien à me dire à ce moment-là, mais six minutes après elle avait surtout beaucoup de choses à me demander. Si c'était vrai que j'étais sur la place Cavour le 1^{er} avril ? Qui étaient ceux qui m'avaient enlevé ? Moi, je riais tout en répétant que j'étais tombé dans l'escalier. Mais j'avais tort de me méfier. En voyant que je m'en tenais à ma version, la fille – j'ai oublié son nom – se leva et dit : « C'est bien, tu as raison de te taire, mais moi et ma mère, on a confiance en toi, viens ! »

Elle me conduisit dans une chambre et me montra un portrait entouré de rubans noirs ; elle me dit : « C'est mon frère, il est mort ce jour-là à Milan, tué par les Chemises noires ; il était socialiste, moi aussi, voilà la carte du parti. »

Les larmes coulaient sur le visage du vieux professeur qui regardait la photo de son fils. On retourna dans son bureau. Troublé par les pleurs de cette vieille femme, je racontai mon exploit... Une fois certaine que sa fille ne s'était pas trompée en me reconnaissant, elle prit contact avec ma mère et il fut décidé que les jours où il n'y avait pas cours, le matin ou l'après-midi, j'irais passer deux heures chez elles pour rattraper le retard que j'avais dans le calcul et le dessin. Il faut que je reconnaisse que dans ces deux matières, j'étais vraiment nul. Sa fille me donnerait les leçons...

Bruno perdra sa mère, emportée par une maladie du foie, à une date inconnue, mais que l'on peut situer aux alentours de 1928, d'après un passage du manuscrit – chapitre « Perdiguera ». Cette disparition représentera un profond traumatisme pour lui, qui ne sera sans

doute pas pour rien dans le puissant attachement qui le liera à la *Madre* plus tard à Pina de Ebro.

Au tout début des années trente, il réside à Marseille où il a émigré. Il est expulsé de France une première fois le 7 octobre 1930.

Plus tard, à la suite d'un nouveau séjour en France, il sera rapatrié pour remplir ses « devoirs militaires » dans la division de Mantoue (Mantova). Il est titulaire d'un passeport émis le 1^{er} septembre 1933 pour la France, d'une durée d'un an, pour cause de convalescence (?) lors de son service militaire.

C'est lors de ses séjours à Marseille qu'il fera la connaissance de Jo et Fred, que l'on verra apparaître dans ses *Souvenirs*, avec qui il entamera une petite carrière de « monte-en-l'air ».

Il mènera également une vie de « chemineau-trimarqueur », ainsi qu'il aimait à se définir, qui le portera à effectuer plusieurs passages en Espagne. Encore une fois, il fera allusion à cette existence dans son manuscrit, quand il racontera avoir été contrebandier et passeur de publications et de brochures.

Il est arrêté le 22 décembre 1934 à Perpignan, pour violences et voies de fait, et condamné le 26 décembre à quatre mois de prison. Il est arrêté de nouveau au Boulou le 3 août 1935 et se voit condamné, le 22, à six mois de prison par le tribunal de Céret, pour infraction au décret d'expulsion.

Selon la police italienne qui le suit de près, il se déclare alors déserteur et antifasciste. Selon le tribunal de Perpignan, il a huit condamnations à son actif à ce moment-là, essentiellement pour des délits de franchissement illégal de la frontière ou de vagabondage, ce qui était à cette époque l'incrimination récurrente à l'endroit des membres des « classes dangereuses ».

Auparavant, il avait aussi été arrêté le 25 mai 1935 à Barcelone, alors qu'il tentait de monnayer son passeport, ce qui entraînera une ouverture de dossier par la police politique mussolinienne, en tant qu'« élément subversif ». C'est à cette ouverture de dossier que nous devons d'avoir retrouvé sa trace... et découvert sa bobine à l'âge de 25 ans.

Expulsé d'Espagne vers le Portugal le 13 juin 1935, par Valencia de Alcántara, il aura entre-temps fréquenté les « milieux subversifs » de Barcelone.

Il est arrêté de nouveau le 22 février 1936 et se retrouve incarcéré à la prison Modelo de Barcelone. Il entre alors en relation épistolaire avec Giuseppe Pasotti, de Perpignan, qui organise un réseau efficace de passage d'hommes et de propagande à travers la LIDU (Ligue italienne des

droits de l'homme), et soutient les militants emprisonnés en Espagne avec un certain succès. Un informateur de la police italienne, qui espionne Pasotti (et qui parviendra d'ailleurs à lui subtiliser son carnet d'adresses), s'exprime ainsi dans son rapport du 7 juin 1936 :

Depuis la prison Modelo proviennent souvent des lettres d'Italiens détenus qui s'adressent à la section locale de la LIDU [...] et cela surtout après le succès obtenu dans l'affaire Barbieri [cf. note n° 65]. Je crois interpréter votre souhait en cherchant à faire obstacle et saboter l'œuvre de la LIDU en faveur de ces personnes. [...] Je certifie qu'a été adressée de France au détenu BS [...] une lettre provenant de Pasotti [...]. Je ferai tout le nécessaire pour empêcher que parvienne la moindre aide à celui-là comme aux autres.

Ayant terminé sa peine, Bruno Salvadori sera expulsé vers la France par Puigcerdà.

C'est à partir de cette période qu'apparaît le personnage d'Antonio Gimenez – il possède une carte de la CNT à ce nom – et que la police italienne perd définitivement sa trace, sous son ancienne identité. Gimenez est rapidement retourné en Espagne, puisqu'il se trouve à Alcarràs, près de Lérida, à la veille du *pronunciamiento*. Il travaille avec des copains sur la propriété agricole de Vallmanya. C'est à Alcarràs qu'il va croiser la route de Josep Lladós, âgé de 16 ans, un futur milicien qui se souvient de lui sous le prénom de Tony.

Gimenez intègre ensuite la colonne Durruti, puis le Groupe international de la même colonne, qui se constitue à Pina de Ebro. Il prend notamment part aux batailles de Siétamo, Farlete et Perdiguera. Par recoupement, il semble qu'il a été délégué de groupe, avant la militarisation. Nous avons retrouvé une carte d'identité (non signée par l'intéressé) de l'AMRE (*Agrupación Militar de la República Española*) émise à Toulouse en avril 1945, lui attribuant le grade de lieutenant d'infanterie.

Il fera la connaissance d'Antonia Mateo Clavel et de sa fille Pilar à Peñalba, dans la province de Huesca. Elles deviendront sa femme et sa fille.



Antoine, Antonia, une inconnue et Pilar à Treignac, entre 1948 et 1951.

Démobilisé en octobre 1938, comme les autres volontaires étrangers, il habitera un temps à Barcelone puis à Montcada i Reixac, à quelques kilomètres au nord. Il travaillera à Barcelone jusqu'à la *retirada*. Il quitte l'Espagne par Port-Bou le 9 février 1939, la veille de la chute de toute la Catalogne.

Il est recensé par le ministère de l'Intérieur italien en août 1939, sous le nom de Gimene Antonio (sans que le rapport soit fait avec Salvadori), dans le camp de concentration d'Argelès-sur-Mer, comme faisant partie du groupe *Libertà o Morte*, constitué de cent dix-sept militants libertaires. Au sein de ce groupe s'organisaient la survie et la défense collective face à tous les dangers qui menaçaient : malnutrition, hostilité des communistes, mauvais traitements. Ils allèrent jusqu'à provoquer la mort d'un tirailleur sénégalais, pour se venger des brutalités des militaires qui gardaient le camp, en utilisant une grenade piégée :

L'effet fut immédiat : punitions, soit, mais surtout vieille pétoche de la part des militaires qui prirent certaines précautions par la suite avec certains de leurs « hôtes ». (Souvenir recueilli par Frédéric Alémany)

Il travaillera un temps sur le Mur de l'Atlantique, dans le secteur de Royan, où il participera à des sabotages et à des actions de Résistance. Il sera ensuite affecté au chantier du barrage de Treignac, en Corrèze. Pendant cette période, sa famille et lui seront domiciliés à Uzerche, une fois qu'ils auront quitté les baraquements du chantier.

Il sera libéré des Compagnies de travailleurs étrangers le 26 octobre 1944. La famille habitera Limoges au moins de 1948 à 1951.



Chantier à Manosque, Antoine au centre.

Le choix sera donné ensuite à la famille d'aller vivre à Paris ou à Marseille. Antonio ayant une proposition d'emploi dans le bâtiment, c'est Marseille qui sera choisie. Antonio sera embauché par la Société des travaux du Midi le 2 mars 1953 en tant que boiseur-coffreur. Il y travaillera jusqu'à sa retraite anticipée pour cause de maladie.

Dans une lettre adressée à sa sœur Brunetta en avril 1952, il donne à voir les tourments qui le travaillent :

Il y a une bataille que je voudrais bien gagner : c'est celle que je livre depuis bientôt un an contre la maladie de Pily [Pilar, morte le 13 mai 2006 à Périgueux]. J'accepterais bien de perdre toutes les autres à condition de revoir la gosse heureuse de vivre, et dans ses yeux briller la confiance et la raison.

Ta gosse et la mienne sont deux victimes : elles portent toutes les misères du monde, tous les désirs inassouvis, tous les rêves évanouis, tous les espoirs déçus, toutes les humiliations subies par leurs géniteurs.

Oui, je sais, nous avons fait pour elles tout ce qu'il était possible de faire : nous avons travaillé, nous avons aliéné notre liberté, nous avons refoulé nos désirs les plus chers. Nous avons, pour elles, bâillonné notre orgueil, renoncé à nos principes, enduré mille et une souffrances, accepté toutes espèces de privations [...]. Elles sont venues au monde sans l'avoir demandé. Fruits charmants d'un instant de plaisir, qui avaient déjà, avant d'éclore, les vers terribles, inexorables, qui les rongent, car ces vers étaient dans leurs parents. Ces vers sont cachés au fond de nous tous. Ils s'appellent : Peur, Lâcheté, Égoïsme. Ils nous ont dominés, commandés, dirigés à une époque quelconque de notre vie et, peut-être, encore aujourd'hui, ils nous commandent, nous dirigent sans que nous voulions le reconnaître. Nous sommes-nous libérés ? Avons-nous accompli cet effort gigantesque qui nous aurait permis de nous débarrasser de tous nos préjugés, de tous nos complexes et de tout notre égoïsme ? Avons-nous accompli cet effort pour nous permettre de juger cette jeunesse qui ne veut ni nous suivre ni nous écouter ? Non. Nous avons trouvé des excuses, forgé des raisons pour légitimer notre conduite devant nous-mêmes et devant le monde.

Notre jeunesse inexpérimentée, la perte d'un guide aimé, l'entraînement du milieu dans lequel on a vécu, la nécessité de survivre. Excuses, prétextes, manteau jeté par nous sur les véritables causes qui nous ont poussés à agir comme nous l'avons fait pendant toute notre vie... Seul notre Égoïsme nous a dirigés, forgeant notre existence selon la somme de notre courage et de nos

craintes. La peur des coups, de la prison, du qu'en-dira-t-on, de l'enfer... j'en oublie.

[...] Avant que tu me dises, dans ta prochaine lettre, que je ne sais pas ce que c'est que d'avoir des enfants, car j'ai fait tout le nécessaire pour ne pas procréer, je te dirai ceci : « Tous les enfants de la terre sont mes enfants, ceux d'aujourd'hui et ceux de demain. Pour eux, je me suis battu, je me bats, je me battrai toujours. » Ceci dit, je reviens à mon exposé : nos enfants, celle que tu as mise au monde et celle que j'ai prise chez moi, ont réagi différemment aux difficultés de la vie : la mienne a été submergée par la peur, d'abord par les chocs subis en Espagne pendant la guerre, puis par la vie de misère des camps de réfugiés. Plus faible psychiquement, elle a fui la réalité. [...] Nous crions à la dépravation, à la dégénérescence de la jeunesse moderne, en oubliant généreusement qu'elle n'a hérité que de ce que nous avons accepté de lui laisser : une société pourrie où seuls la cruauté et l'égoïsme les plus farouches, avec l'hypocrisie élevée au niveau d'art supérieur, sont à l'honneur.

Antoine n'est jamais retourné en Italie. Personnage désintéressé, il vivra souvent au jour le jour, sans porter grande attention aux questions matérielles. Il ne semble pas qu'il ait rejoint une quelconque organisation politique pendant toutes les années qui ont suivi la guerre.



Antoine bouquinant.

Amateur de littérature, il écrira nouvelles et poèmes, mêlant autobiographie et fiction. Il rédigera les *Souvenirs* entre 1974 et 1976, sans se documenter sur cette période, se fiant à sa seule mémoire. Ce choix provoquera quelques erreurs et approximations dans son récit, mais c'était peut-être le prix à payer pour une œuvre « authentique ». Dans ce document il nous entretient en permanence de son rapport aux autres, sans frime ni auto-satisfaction, y compris au cours des scènes intimes. Tout acte y est relatif à autrui, toute pensée s'y réfère, dans le combat comme dans l'amour.

De tous ses écrits se dégagent les traits marquants de sa personnalité, parmi lesquels en tout premier lieu un amour sans borne pour les femmes, qui trouve son origine dans son enfance. Il a grandi entouré de femmes, en grande partie à cause de la guerre de 14-18 et des absences fréquentes de son père. Antonio ne parlait d'ailleurs jamais de son géniteur. Et on peut noter qu'il ne parle pas non plus du mari de la *Madre* de Pina de Ebro, qui était pourtant présent tout le long de son séjour.

Il est intéressant de lire le petit texte plein d'humour et de tendresse qu'Antoine rédigea après la mise en circulation des quelques exemplaires des *Souvenirs*, et qui débute ainsi :

Pour les amateurs des théories freudiennes qui essayeront plus tard de chercher les raisons profondes de ma façon de concevoir la vie et les causes secrètes de mes actes, je me dois de leur donner quelques renseignements sur mes origines. Mon arrière-grand-père, un curé qui exerçait son mandat dans une petite paroisse italienne, remarqua entre ses ouailles une belle et jeune dévote ; il aurait pu, comme beaucoup d'autres, se contenter de lui donner le bon Dieu dans son presbytère et la marier avec un brave paysan qui aurait été fier d'être le père des enfants de son curé, comme Joseph fut le père du fils du Seigneur. Mais, poussé par le complexe atavique de la propriété, il l'a voulue pour lui tout seul. Il jeta la soutane aux orties, et emmena la fille. Comme il n'était pas complètement idiot, il s'était fait le raisonnement suivant : je suis prêtre, ma mère est l'Église, donc très très riche, moi je suis très très pauvre. Je ne sais comment il goupilla l'affaire, mais avant de quitter la paroisse avec sa dulcinée, lui était plein aux as et sa mère l'Église un tout petit peu plus pauvre. Ça ne la poussa pas à la faillite et lui permit, à lui, d'élever dix enfants.

Mon grand-père était un gros fermier ; comme il faisait travailler sa terre par les autres, il avait, pour passer son temps, deux occupations : jouer au baccara et courir les jupons. Si je dois croire les qu'en-dira-t-on du village où il habitait avec mes oncles et mes tantes de la main gauche, il fit tant et si bien que lorsqu'il rendit son âme, il avait fait fondre à la chaleur conjugquée des lustres du casino et des fesses de Vénus toute sa fortune, et ses enfants furent obligés de gagner leur pain à la sueur de leur front. Nantis d'une solide culture et de différents diplômes, les vicissitudes de la vie les séparèrent.

On peut penser que ces pages, intitulées *Enfance*, s'adressaient à ceux que les passages lestes des *Souvenirs* avaient choqués...

En 1976, répondant à la curiosité politique de Viviane, la fille de Pilar devenue sa petite-fille, il reprend contact avec le mouvement libertaire, en fréquentant le groupe de Marseille de la Fédération anarchiste, dont le local était alors situé au 72 du boulevard Eugène-Pierre. Le groupe FA déménagera un peu plus tard son local au 3 rue Fontaine de Caylus, dans le quartier du Panier, au pied de l'immeuble où la famille Gimenez possédait un modeste appartement.

Antoine mourra d'un cancer le 26 décembre 1982, très entouré de tous les copains gravitant autour du groupe. Son décès est enregistré à l'état-civil sous sa fausse identité, qu'il doit sans doute à Pasotti.



*Aux alentours de 1980,
à l'auberge du Panier,
montée des Accoules à Marseille.*

JUSTO BUENO PÉREZ

JUSTO BUENO, fils de Justo et Vicenta, naît en 1907 (entre avril et octobre) à Munébrega, à une dizaine de kilomètres au sud de Calatayud, province de Saragosse. Sa famille émigre à Barcelone quand il est encore enfant. Il travaille dans la métallurgie comme tourneur-mécanicien et adhère à la CNT en 1933. Il fait partie la même année des *Cuadros de Defensa*, en compagnie de son collègue de la métallurgie José Martínez Ripoll* et des Argentins Ruano et Vicente Tomé Martín** :

Bueno, en tant que *pistoler*, avait participé à des hold-up, à la pose de bombes, et à des actions de guérilla urbaine dans la capitale catalane. On disait de lui qu'au cours d'une grève des tramways à Barcelone, qui deviendra célèbre, il participa à l'évacuation des passagers d'un wagon puis, après l'avoir enflammé, le lança vers le bas de la rue Muntaner. (Benet, 2003.)

L'autre fait de guerre qui le rendra célèbre n'est autre que l'assassinat, le 28 avril 1936, des frères Badía : c'est Miguel Badía qui était visé, en tant que chef des *escamots* (groupes de partisans) d'État Català et ancien chef des services de l'Ordre public, puis de la police du gouvernement autonome catalan en 1933-1934, qui s'était illustré par sa férocité dans le combat contre les anarchistes***. Le fait a été repris dans le dossier d'accusation, dit *sumarísimo*, contre Bueno, constitué par les autorités militaires entre 1941 et 1943 :

Avant le début du soulèvement, en compagnie d'un Argentin, voleur à main armée dans son pays et en Espagne, fiché par la police

* Une entrée dans Iñiguez, 2001, au nom de Ripoll Martin, pourrait bien lui correspondre : Secrétaire du Métal à Barcelone en juillet 1936 ; donné pour mort à la fin de la guerre, il se fabrique des papiers au nom de José Parejas pour fuir la répression et se rend à Santander. Il meurt à Saragosse le 6 janvier 1983.

** Un certain Tomé est évoqué par García Oliver dans ses mémoires (p. 208) comme ayant participé aux combats devant Atarazanas. Iñiguez, 2001, mentionne un Vicente Tomé, militant de la *Madera* et incarcéré en janvier 1933, ce qui correspond à ce que dit García Oliver. Planes, 1990, évoque un Vicente Torné parmi les *atracadores* (voleurs à main armée) de la FAI (p. 21). Il parle plus loin, p. 33, d'un *atracadador* très célèbre, Vicenç Tomé Martín.

*** Le journaliste Planes avait publié le 5 avril 1934, dans *La Publicitat*, une information selon laquelle Miguel Badía avait été condamné à mort par des hommes de la FAI quelques jours plus tôt.

espagnole sous le nom de Lucio Ruano Segundez, mais qui en réalité s'appelait Rodolfo Prina, de Vicente Tomé Martin, venu d'Argentine également, et de José Martínez Ripoll, ils assassinèrent au moyen d'armes à feu les frères Badía, événement qui est resté dans la mémoire de la majorité des Barcelonais et qui motiva une procédure judiciaire scandaleuse, puisqu'il en résulta la détention et l'incarcération de plusieurs phalangistes auxquels on prétendait attribuer, tout en sachant qu'il s'agissait de calomnies, un tel délit. (Eduardo Quintela Bóveda, chef de la brigade politico-sociale de Barcelone, le 30 juin 1941, le lendemain de l'arrestation de Bueno.)

Dans sa déclaration devant Quintela le lendemain, Bueno ne nie pas sa participation :

Il est exact qu'il a exécuté Miguel Badía et que l'ont accompagné pour commettre ce délit Lucio Ruano Segundez, Vicente Tomé Martín et José Martínez Ripoll* ; c'est Ruano qui a donné la mort au second Badía, incidemment, car ils n'avaient rien projeté contre lui, mais il est tombé pour être sorti ce jour-là en compagnie de Miguel. [...] L'idée de le tuer venait du déclarant. [...] la rumeur circula à Barcelone que Miguel Badía allait se charger à nouveau de l'Ordre public en Catalogne, et comme durant cette période à la tête de la Police il avait persécuté avec acharnement les ouvriers et commis de multiples violences, il décida qu'il était préférable de l'assassiner, afin d'éviter la répétition d'une telle activité ; il en parla à Ruano, qui fut d'accord avec son plan [...] et se chargea de chercher le matériel et les moyens pour mettre en œuvre le « travail ». Le matériel (voiture et armes) leur fut fourni par Jaime Riera**, qui fut plus tard chef des Patrouilles de contrôle au local de la rue

* Nous avons appris par le milicien X (voir note n° 53) que faisait aussi partie de l'équipe un certain José Pla, que Bueno ne dénonce pas, pas plus que Martínez Ripoll dans sa déposition, et qui fut président du syndicat de la Métallurgie et secrétaire de la fédération locale des syndicats à Barcelone. Nous le retrouverons plus tard, évoqué dans la notice biographique de Ruano. On peut néanmoins déjà le rapprocher d'un certain José Pla Masana, exécuté au camp de la Bota le 8 juillet 1943, pour avoir fait partie d'une équipe qui tentait de reconstituer la CNT à Barcelone (Paz, 1991, p. 79). Ce dernier fut commissaire de la 119^e brigade de la 26^e division (IISG, *Asunto Belmonte*, CNT 94, E3).

** Il y a une entrée à ce nom dans Iñiguez, 2001, où il est signalé parmi les signataires d'un manifeste contre Pestaña, rédigé dans la prison de Barcelone en 1932. Il existe par ailleurs un Esteban Pallarols, qui sera en 1939 le premier secrétaire national de la clandestinité, dont le pseudonyme était Riera (cf. Telléz, 2004). Ce dernier est signalé comme exécuté au camp de la Bota le 8 juillet 1943 (Paz, 1991, p. 79). Il s'agit sans doute de la même personne.

de Balmes, Ruano et le déclarant ayant cherché deux collaborateurs, Tomé et Martínez Ripoll. [...] le déclarant et Ruano se postèrent sur le trottoir, et à une distance prudente, Martínez Ripoll, armé d'un fusil-mitrailleur, était chargé de protéger la retraite quand le tir serait déclenché; quant à Tomé, il conduisait la voiture avec laquelle ils étaient venus et s'enfuirent ensuite [...]. Les deux frères sortirent, et quand ils parvinrent à la hauteur de ceux qui les attendaient, Bueno attrapa Miguel par un bras et lui tira une balle dans la tête, une autre dans le foie et une autre encore quand l'agressé fut tombé à terre, sans doute déjà tué par le premier tir. Devant cette agression, le frère du mort fondit, ou essaya de le faire, sur celui qui avait tiré, mais Ruano interrompit cette tentative en le tuant également à coups de feu. Martínez Ripoll, pendant ce temps, restait au milieu de la rue un fusil-mitrailleur en main, protégeant les arrières de ceux qui opéraient. Les deux frères abattus, les trois montèrent dans la voiture et ils furent vers Sans, où ils l'abandonnèrent, dans un lieu convenu avec celui qui la leur avait fournie, chacun partant à pied dans une direction différente; celui qui parle prit le métro et arriva au bar «Rosales» quinze minutes après avoir effectué la *faena* [mise à mort].

Josep Benet, dans un ouvrage récent, précise :

Ce double assassinat causa une très forte émotion en Catalogne. Les journalistes José Maria Planes* et Avel·li Artís-Gener (Tísner), respectivement des journaux *La Publicitat* et *La Rambla*, dénoncèrent courageusement la participation de Bueno et d'autres éléments de la FAI à ce crime, en divulguant de nombreuses informations. Bueno, José Villagrasa, Ignacio de la Fuente et Manuel Costas furent arrêtés par ordre du juge Emili Vilalta, mais, plus tard, le 25 juin, ils furent remis en liberté par le juge Márquez Caballero. (Benet, 2003.)

Dans le journal *La Rambla* du 1^{er} juillet 1936, Tísner proteste contre ces libérations et Planes le relaie les jours suivants. Tous deux fustigent la *Generalitat* pour sa pusillanimité et l'encouragent à dénoncer le rôle joué par les anarchistes. Et puis un jour, c'est carrément Bueno qui s'invite dans le bureau de Tísner. D'abord très patelin, il s'adresse au journaliste pour parler de choses et d'autres; puis le ton

* Bien connu de l'organisation anarchiste pour sa série d'articles publiée en avril et mai 1934 dans son journal *La Publicitat*, intitulée : «Les gangsters de Barcelone. L'organisation de l'anarchisme en Catalogne et en Espagne», qui visait à mettre en évidence la collusion entre les libertaires et le banditisme.

devient plus dur : en résumé, Bueno aurait donné tous les détails permettant à Tísner de confirmer ses accusations publiées, concernant la « liquidation » des Badía, mais il lui propose de garder cela pour lui et de s'en tenir à la version selon laquelle Bueno a un alibi en béton. Sinon, il est un homme mort, car de toutes façons personne ne les soutiendra, Planes et lui, tout le monde étant mort de peur. Mais, malgré l'avis de ses collègues, Tísner publiera les jours suivants le compte rendu de cette entrevue avec Bueno, présentée avec tous les détails sur sa participation au crime. *Solidaridad Obrera* aurait répondu à cet article de manière menaçante, et tout le monde pense que le journaliste va prendre une balle. Le 11 juillet, Tísner avertit ses lecteurs que s'il lui arrive quelque chose, l'éditorial de la *Soli* y sera pour quelque chose.

Ce que nous pouvons ajouter sur cette affaire, c'est qu'il ne s'agissait pas d'une simple vengeance dont l'initiative aurait été prise au niveau du groupe de Bueno et Ruano : en fait, l'éventuel retour au pouvoir de Miguel Badía représentait un danger certain, y compris pour Companys, qui ne pleura pas sa mort. Une décision politique fut donc prise par la CNT, au moins au niveau du CR de Catalogne, avec l'accord de Santillán (CP de la FAI), qui n'était pas toujours opposé aux mesures violentes*.

Il est à noter, pour finir, que Bueno tentera, afin de diminuer sa responsabilité aux yeux des autorités franquistes, de présenter cet assassinat sous un jour qui pût leur plaire :

Les véritables motifs qui le poussèrent à tuer Badía furent les activités de celui-ci comme ennemi de l'Espagne, et ce fut quand se produisit la rébellion d'octobre [1934] qu'il considéra qu'il méritait la mort.

Ce type d'argument ne suffira évidemment pas à le sauver.

Quand survinrent le *pronunciamiento* et la réaction de la population ouvrière de Barcelone, Bueno prit part aux affrontements :

[Devant la caserne d'Atarazanas,] un groupe composé d'Ascaso, García Oliver, Ortiz, Vivancos, Lucio Gómez, Justo Bueno, Barón, etc. s'était lancé dans une course contre la mort qui les

* César M. Lorenzo nous a appris que Santillán était venu en 1935 demander à Horacio Prieto (alors secrétaire national de la CNT) de l'argent pour organiser une campagne d'attentats à Barcelone.

conduisit en zigzags jusqu'aux stands des bouquinistes [du centre des Ramblas]... (Paz, *Paradigma de una Revolución*, Toulouse, Ediciones AIT, 1967. Réédition Flor del viento, Barcelone, 2005.)

C'est alors que se produisit, si l'on en croit la déposition de Caridad Martínez Hernandez (*Sumarísimo*), un épisode caractéristique de ces heures de feu et de sang :

Le jour où fut prise par la foule la caserne d'Atarazanas, dans laquelle se défendirent assez longtemps les militaires qui l'occupaient, on y fit prisonniers une dizaine d'officiers, ou chefs et officiers, car on ne faisait pas attention au grade qu'ils affichaient, et ils furent conduits au syndicat de la Métallurgie, où on avait de même convoqué la déclarante, en tant qu'infirmière, pour le soin des blessés qui surviendraient, car l'intention première était d'aménager ce syndicat en hôpital de campagne. Elle-même se trouvant dans un des couloirs, défilèrent dans celui-ci ces prisonniers, entraînés par des miliciens en armes jusqu'à une dépendance à l'intérieur, où elle crut qu'on allait les détenir ou les juger, mais derrière eux pénétrèrent Justo Bueno, Lucio Ruano et je ne me souviens plus s'il y en avait d'autres, qui achevèrent à coups de feu ces prisonniers. D'où elle était, elle ne vit pas comment ils les tuèrent, mais elle entendit les coups de feu et vit comment Ruano et Bueno sortaient, les pistolets encore en main, disant avec satisfaction : « C'est ainsi que se rend la justice du peuple. »

Rappelons que ce témoignage est sujet à caution, d'abord parce qu'il est obtenu par la police en 1941, et ensuite parce que cette femme pourrait avoir eu des raisons de nuire à Justo Bueno, selon ce dernier (voir note n° 21).

Le 24 juillet, Bueno s'engage dans la colonne Durruti, qui quitte Barcelone pour aller prendre Saragosse et libérer l'Aragon.

Entre-temps, les deux journalistes qui avaient dénoncé les activités des hommes d'action de la CNT se sentirent rapidement en danger :

Menacé directement par Bueno lui-même, le journaliste Avel·li Artís-Gener (Tísner), réussit à s'enfuir à Paris, d'où il ne revint que le 29 septembre suivant, quand sa classe, celle de 1934, fut mobilisée, pour aller immédiatement au front s'incorporer à l'unité du PSUC où il pensait être plus en sécurité qu'à l'arrière. Tísner parviendra à être un des chefs de la 60^e division républicaine. Par contre, José Maria Planes, caché dans un appartement à Barcelone,

fut découvert et assassiné le 24 août. Une autre victime des gens de la FAI, en relation avec le cas des frères Badía, fut l'agent de police Jaume Vizern i Salabert. Celui-ci, chargé de l'enquête sur l'affaire, avait accusé Bueno et ses compagnons faïstes d'être les auteurs du double assassinat. Le 18 septembre de cette année 1936, tandis que Jaume Vizern soupait au bar-restaurant Velòdrom, situé rue Muntaner, proche de la Diagonal, un individu s'approcha de lui et lui dit qu'on le réclamait d'urgence à la Capitanía General. Et que s'il voulait, il se proposait de l'y conduire avec sa voiture. Vizern accepta. Dans la voiture, il se trouva face à d'autres personnes. Et juste quelques rues plus loin, à la rue París, Vizern fut abattu, et son corps jeté hors de la voiture. Un des projectiles blessa un des *pistoleros*, Vicente Ferrer Cruzado. Une personne qui se trouvait à l'intérieur du Velòdrom déclara que l'individu qui avait parlé à Vizern était Martínez Ripoll, un des membres de la bande de Bueno. Il est presque certain que ce dernier faisait partie de l'*escamot* d'assassins. En raison des circonstances chaotiques du moment, il n'y eut naturellement pas d'enquête sur le crime. (Benet, 2003.)

Justo Bueno nie sa participation à cette exécution :

Il déclare ne pas avoir été tenu au courant, mais il sait que ceux qui l'ont effectuée sont José Martínez Ripoll, Rafael Ginestà, Vicente Ferrer Cruzado*, Rafael Selles et Antonio Moreno López. [...] Quelques jours après la mort de l'agent, il rencontra par hasard dans la rue Aurelio Fernández, une des figures les plus prestigieuses de la révolution, qui lui demanda sur un ton accusatoire si c'était lui qui avait tué le policier. Il lui répondit comme il répond aujourd'hui, c'est-à-dire qu'il nia être l'auteur et qu'il indiqua à son interlocuteur le nom des véritables assassins.

Nous avons dit plus haut que Tísner se croyait en sécurité au front dans une unité du PSUC, mais l'histoire réserve toujours des surprises. C'est lui-même qui raconte :

Je sortais d'un virage et empruntais une courte ligne droite [Tísner était parti chercher de l'eau, et il était au volant d'un camion, sans

* Pepita Carpena dit avoir rencontré Vicente Ferrer à Perpignan lors de la *retirada*, fin janvier ou en février 1939, en compagnie de Bueno. Cf. Carpena, 2000, pp. 32 et 37.

doute à l'automne 1936], quand je vis un tank, incontestablement des nôtres, qui venait droit sur moi. Nous freinâmes et nous immobilisâmes à vingt mètres l'un de l'autre. Sur cette route étroite, les deux véhicules ne pouvaient se croiser, et il était évident qu'il ne lui coûterait pas grand-chose de la quitter et de se garer dans les vignes, alors que pour moi, en revanche, la marche arrière avec cette grosse baleinière était extrêmement difficile. [...] Le silence dura encore un moment, et un grand bruit de ferraille le rompit : on manœuvra la tourelle et elle s'ouvrit. C'est alors que dépassa la tête de Justo Bueno Fernández [*sic*], le chauffeur de la voiture avec laquelle on avait commis l'assassinat des frères Badía ! Je le reconnus instantanément – de la même façon qu'il m'avait déjà reconnu depuis quelques instants, après m'avoir regardé à travers la grille – et je pensai : « Quelle manière idiote de terminer la guerre ! » convaincu qu'il allait me tuer et se régaler à l'avance du jeu du chat et de la souris auquel il allait se livrer. Il descendit, souriant, de sa machine et, parvenu à terre, ouvrit grand les bras et vint à moi débordant de cordialité. Il m'étreignit dans une ferme accolade et nous nous mîmes à parler sans plus de souci de sécurité, vu la grande effusion qu'il avait manifestée.

– Couillon d'Artís-Gener ! Quelle surprise ! s'exclama-t-il, passant de l'étonnement aux rires. Qui aurait dit qu'on se retrouverait ici ! Qu'est-ce qu'il y a ? Tu n'as pas l'air très heureux !

Je lui répondis avec sincérité :

– Je ne me suis pas encore remis de la surprise ! Je pensais qu'après notre dernière entrevue, si nous nous retrouvions, ce ne serait pas dans ce climat d'euphorie.

– C'est pour ça ? N'aie pas peur, homme ! maintenant, nous luttons tous pour la même cause ! Tu convoies un camion et moi un tank, c'est la seule différence. À l'époque d'avant la guerre, c'était une autre question, et si je t'avais rencontré alors, je t'aurais collé une bonne rafale, parce que tu le méritais ! Mais aujourd'hui, tout est différent et maintenant nous sommes amis. Je veux te dire une chose, c'est qu'il y a quelque chose que mon organisation a toujours admiré : ce sont les couilles ! Et tu dois en avoir !

– Homme ! je te remercie beaucoup ! Maintenant : si nous sommes tant amis, pourquoi ne me fais-tu pas la faveur de sortir cette merde de tank de la route ? Je vais chercher de l'eau dans la montagne – les compagnons n'en ont plus depuis quatre jours – et avec ce con de camion, je ne peux pas reculer. Toi, à l'inverse, ça ne te coûte rien de te foutre dans la vigne.

– Effectivement ! On reconnaît les amis dans ces occasions. *Apa*, salut, et que tout se passe bien pour toi !

Il sauta joyeusement dans le tank, démarra et se rangea dans la vigne. Quand je passai à sa hauteur avec le camion-citerne, il me fit un cordial « *nas de barraca* » avec l'accélérateur et l'embrayage à fond, et je lui répondis avec le klaxon. (Artís-Gener, 1989, pp. 215 et 216.)

C'est à peu près à la même époque que, devant les besoins de la colonne Durruti en matière de fournitures automobiles et de réparations des véhicules et des camions, Justo Bueno et José Martínez Ripoll furent chargés de réquisitionner un garage : c'est ainsi que naquit le « garage Durruti » de Barcelone, connu aussi sous le nom de « garage Ripoll » :

Le syndicat de la Métallurgie réquisitionna le garage Casanovas [*sic* ; en fait Casanova, près de la Gran Vía de las Corts], sis au numéro 29 de la rue du même nom, établissement qui fut ensuite mis à la disposition de la colonne Durruti [...], et y entrèrent en qualité d'employés Luis Latorre Mestres, Vicente Ferrer Cruzado, Antonio Moreno López, Rafael Ginestá, Rafael Selles, José Martínez Ripoll, José Pares* et le déclarant ; ils étaient chargés de garder et de réparer les véhicules de la colonne qui arrivaient du front, en bon état ou avec des avaries. (*Sumarísimo*.)

Par ailleurs, on trouve dans le dossier de Bueno des considérations concernant sa vie privée et ses supposés penchants sexuels :

* On le surnommait l'*Abisinio* et il s'appelait en fait Jaime Parés Adán. Né à Barcelone en 1910, il s'affilia très jeune à la CNT et faisait déjà partie en 1926 des groupes de défense clandestins de la Confédération. Il combattit dans la colonne Durruti, fera partie de l'escorte d'Eugenio Vallejo (secrétaire à l'Armement de Catalogne) et interviendra dans des actions engagées afin de libérer des anarchistes emprisonnés par les stalinien. Quand la guerre sera finie, il s'engagera dans des groupes de guérilleros, dont celui du fameux Sabaté, participant à de nombreuses opérations de libération de prisonniers, de sabotages et d'expropriations. Il mourra lors d'une incursion au cours d'un affrontement avec la police le 9 mai 1946. Nous sommes certains que José Pares et Jaime Parés Adán sont une seule et même personne, car nous avons trouvé aux Archives nationales de Catalogne une note du juge spécial Bertrán de Quintana, en date du 5 octobre 1937, qui ordonne le maintien en détention de Justo Bueno Pérez et de Jaime Parés Adana [*sic*]. Il est aussi mentionné comme faisant partie des prisonniers transférés à Manresa le 2 décembre, mais nous ne savons pas s'il fit partie des onze évadés de ce jour, des dix-huit du 3 janvier 1938 ou d'une autre échappée. (Cf. Iñiguez, 2001 ; Téllez, 1990.)

Il s'agit en outre d'un pervers sexuel, ou qui se prêtait à cela pour de l'argent, en même temps qu'il exploitait des femmes, parmi lesquelles la sienne, leur extorquant l'argent qu'elles gagnaient en pratiquant la prostitution. L'inverti connu à Barcelone sous le surnom de « la Joconde », au cours d'une détention, piqué par la jalousie, déclara que Bueno lui soutirait de l'argent en échange de ses caresses...

Sur ce point, le milicien X nous a fait savoir que Bueno était marié, sans enfant, que sa femme n'était pas une militante, et qu'il était un grand ami du militant cénétiste joaillier que l'on surnommait « la Joconde ». Il a précisé par ailleurs que « la Joconde » faisait bien partie en 1934 du même groupe affinitaire constitué d'une quinzaine de métallos proches ou membres de la FAI, que son homosexualité était bien connue de tous, et que personne ne lui faisait de remarques désobligeantes à ce sujet.

D'après plusieurs témoignages, il semble que Bueno soit resté sur le front pendant environ six mois à partir de juillet, c'est-à-dire jusqu'en décembre 1936 ou janvier 1937. Il est possible qu'il ait suivi le mouvement, quand Ruano s'est vu prié de quitter le secteur... À partir de ce moment-là, il va rester à Barcelone et il fera de nombreuses apparitions au « garage Durruti » :

De retour à Barcelone, je me présentai au syndicat de la Métallurgie pour qu'on me fixe un lieu de travail ; je fus chargé de monter des ateliers métallurgiques dans la rue Abadal (Sans) – les ateliers Labora. Quatre mois plus tard, approximativement, je fus appelé au syndicat de la Métallurgie pour être relevé de mon travail, et être envoyé au montage et à l'assemblage de deux moteurs d'aviation sur un canot, une embarcation réalisée dans les ateliers Cardona, Paseo Nacional (Barceloneta). [...]

C'est alors que se produisirent certains événements dans la colonne Durruti. Quand la colonne était sous le commandement de Campón, Manzana et les frères Ruano, du fait de la mort de Durruti, lors d'une attaque effectuée par les forces nationales, ils [les miliciens] se virent obligés de céder du terrain devant l'élan de celles-ci ; Campón et les frères Ruano, pour que cela « serve d'exemple », firent fusiller un certain nombre de miliciens, afin qu'à l'avenir ils ne cèdent du terrain sous aucun prétexte.

Cette façon de procéder causa beaucoup de mécontentement parmi les miliciens de la colonne, et pour calmer l'animosité qui

se faisait jour en leur sein, ils se virent contraints de quitter la colonne et de revenir à Barcelone*. (*ibidem*)

C'est dans cette période que va se produire un fait où l'activité politique cède franchement le pas devant l'activité criminelle. Après les événements de mai 1937 à Barcelone, les autorités de l'État vont mettre les bouchées doubles pour reconstituer l'appareil judiciaire, principalement dans le but de se débarrasser des éléments révolutionnaires. C'est dans ce cadre que va se mettre en place une vaste enquête dite des « cimetières clandestins », confiée à Bertrán de Quintana, visant à incarcérer tous les responsables d'exécutions sommaires, effectuées le plus souvent par les éléments révolutionnaires dans les premiers jours de la révolution. C'est ainsi que ce tribunal spécial aura à connaître l'affaire en question, qui impliquait notre Bueno, associé à Ruano.

Don Francisco Tenorio Mariscal, secrétaire du juge spécial numéro un du Tribunal central d'Espionnage et Haute Trahison :

En vertu de l'ordre de ce Tribunal en date du 23 août dernier [1937], nous transmettons le dossier d'instruction pour assassinat du sous-nommé Français Jean Marie Moreau, qu'ouvrit le Tribunal d'Instruction de Garde numéro quatre de cette capitale avec le numéro 293 de cette année, lequel se dessaisit en faveur du Tribunal Central d'Espionnage qui désigna comme juge spécial pour sa poursuite le numéro quatre du même, D. Angel Romero del Castillo ; l'instruction mentionnée fait apparaître la plainte et les dossiers de teneur littérale suivante :

Plainte – au Tribunal de Garde – Le ministère public [...] dépose une plainte criminelle [...] pour le délit complexe de vol et d'assassinat sur la personne du sous-nommé Français D. Jean Marie Moreau ; plainte qui se fonde sur les considérations suivantes : – Faits –

1. Le sous-nommé Français D. Jean Marie Moreau, pilote, constructeur et inventeur d'un prototype d'avion, qu'il avait lui-même fabriqué, entra en relation pour la vente de l'appareil mentionné avec José Martínez Ripoll, Justo Bueno Pérez et un individu nommé Roanno [*sic*], qui se disaient autorisés, en tant que membres du syndicat de la Métallurgie de Barcelone, à procéder à l'achat de matériel de guerre pour le compte de la République espagnole. Ces relations commerciales, qui débutèrent le 25 février

* Ici, Bueno évoque des événements survenus en décembre 1936, ce qui indique combien il a étiré les périodes de travail évoquées plus haut, afin de remplir son CV...

1937, par l'intermédiaire du pilote français Raymond de Larvre, amenèrent les sujets mentionnés Martin [*sic*], Bueno et Roanno à faire l'acquisition de l'avion en question pour la somme de trois cent mille francs, dont soixante-cinq mille seraient payés immédiatement. Contrat qui fut signé au cours d'une réunion de tous les individus cités au syndicat de la Métallurgie, le 21 mars et après que l'appareil en question eut été transporté par voie aérienne depuis la France jusqu'à cette ville et gardé dans le garage Durruti ou Ripoll, situé au 29 de la rue Casanova.

2. Don Jean Marie Moreau, après être demeuré toute la matinée du 23 mars 1937 dans le garage Ripoll où l'on gardait l'avion, rentra après le déjeuner avec des amis aux environs de trois heures de l'après-midi en compagnie d'un certain Coustaing, un de ses compatriotes semble-t-il, à l'hôtel Majestic où il se logeait, et quand ils arrivèrent [...] Bueno et Roanno se présentèrent dans une automobile et invitèrent Monsieur Moreau à monter dans le véhicule pour l'amener au garage, où on lui donnerait la somme convenue. [...] depuis ce moment, on n'a plus eu aucune nouvelle de lui. Il y a des faits suffisants et de forts éléments de preuve pour arriver à la conclusion qu'ils le transportèrent rapidement au garage et, à seule fin de ne pas régler la somme convenue et de s'approprier l'avion qu'ils n'avaient pas encore payé, lui donnèrent la mort, José Martínez Ripoll ayant donné son accord; ils enterrèrent son cadavre dans le garage même près de l'entrée ouest à cinquante mètres à droite en entrant, juste contre le mur. L'avion qui, jusqu'à maintenant, était dans le local de référence, fut indiscutablement démonté, et seuls restèrent sur place le moteur et deux selles, où ils se trouvent encore semble-t-il.

Ces accusations semblent assez solides, mais Bueno les conteste, dans sa lettre en défense écrite en octobre 1942 :

Dans cette ville [Auch, en France, fin 1937], nous apprîmes [Martínez Ripoll, Latorre et Bueno] que le gouvernement rouge demandait notre extradition pour le délit supposé d'assassinat d'un aviateur français, dont le cadavre aurait été découvert dans le garage Durruti, mais qui appartenait à Ruano l'aîné; comme un aviateur français, qui était venu vendre un petit avion au gouvernement rouge de la Catalogne, avait disparu, et pour faire pression sur la demande d'extradition et obtenir notre arrestation et notre livraison aux autorités de Negrín, ils la firent sous le prétexte signalé.

Pourtant, il était de notoriété publique, comme on put ensuite le prouver, que personne n'ignorait que les cadavres trouvés dans ledit garage étaient ceux des frères Ruano et de leurs femmes, mais le gouvernement rouge tenait à l'occulter afin de ne pas dire la vérité sur ce qui était survenu.

Il y a peu de chances qu'on doive suivre Bueno dans son argumentation, mais il faut tout de même signaler que le corps de Jean-Marie Moreau ne semble pas avoir été retrouvé parmi les cadavres enterrés dans le garage :

Après enquête par téléphone auprès de D. Eudaldo Clotet, aide-soignant et ambulancier, dont le bureau dépend de la mairie de Barcelone, qui dirigea les travaux d'exhumation des cadavres du garage Casanovas, à la question de savoir quel était le nombre de cadavres trouvés dans le garage Casanovas, et de quel sexe ils étaient, celui-ci répondit qu'il y en avait quatre, deux masculins et deux féminins. (Eduardo Quintela, 2 juillet 1941.)

La déclaration de José Martínez Ripoll va dans le même sens :

Il est très peu certain que le cadavre de Monsieur Moreau ait pu apparaître dans le garage de la rue de Casanovas, car il a la conviction que ce monsieur a passé la frontière française, conviction partagée par les policiers français qui ont parlé avec le déclarant, qui fut toujours interrogé en qualité de témoin. (Déposition de José Martínez Ripoll devant la brigade politico-sociale de Madrid le 18 avril 1940.)

Elle est encore corroborée par celle de Luis Latorre :

Interrogé sur la disparition d'un aviateur français, il dit que c'est précisément pour ce fait que le gouvernement rouge espagnol demanda et obtint du gouvernement français son extradition, mais qu'il ne sait rien des circonstances dans lesquelles eut lieu cette disparition. Il se rappelle qu'un certain jour il trouva un petit avion dans le garage et demanda à Martínez Ripoll pourquoi il se trouvait là et si on allait transformer le garage en hangar, à quoi ce dernier répondit qu'il appartenait à un Français qui l'avait apporté pour le vendre à l'Espagne et qu'il n'apporterait que celui-là. Cet aviateur s'appelait Moreau. Il pense que sa demande d'extradition fut motivée par sa fuite clandestine en France le lendemain de la mort des Ruano, en compagnie de Bueno et de Martínez Ripoll. Ses accusateurs ont peut-être mis cette fuite sur

le compte de la disparition de l'aviateur français, mais c'était à cause de celle des Ruano qu'ils avaient fui une possible offensive de la Police rouge. (Eduardo Quintela, 10 juillet 1941.)

Dernier détail troublant :

La veuve [de Moreau] [...] s'en retourna en France, où des mois plus tard elle rencontra Bueno à Marseille et le fit arrêter, renouvelant contre lui des accusations d'assassinat de son époux qui motivèrent la demande d'extradition formulée par le gouvernement Negrín. (Enquête de Quintela, le 1^{er} juillet 1941.)

Or Bueno dit, dans sa lettre en défense d'octobre 1942, ceci :

Je travaillai au chargement et déchargement du port [de Marseille] [...] jusqu'à ce que je fusse arrêté, moi à Marseille, et José Martínez à Aix-en-Provence, le 9 mars 1939, à cause d'une dénonciation de deux ex-policiers de la Généralité – Gómez Emperador et Llaneras.

Toujours est-il que Bueno lui-même est sans doute le plus proche de la vérité quand il écrit plus haut qu'il a été « accusé d'intelligence avec la cinquième colonne pour les événements de mai », ce qui, dans la langue des communistes lancés dans une véritable chasse aux sorcières, désignait les membres des comités de défense de la CNT qui n'avaient pas accepté leur dissolution.

Pendant les mois suivants, entre avril et juillet 1937, nous ne connaissons rien des activités de Bueno. Nous ne savons pas, par exemple, ce qu'il fera pendant les événements de mai à Barcelone : il y a fort à parier qu'il participa aux combats, en tant que membre des comités de défense, d'autant que l'on sait que son ami Ruano y joua un rôle éminent.

L'épisode suivant, sur lequel nous sommes renseignés, concerne une triste affaire qui verra Bueno tenir une place importante dans l'élimination de ce même ami Lucio Ruano, le 15 juillet 1937. Nous renvoyons pour les détails à la notice biographique de ce dernier.

Le lendemain, il quitte l'Espagne en compagnie de Luis Latorre et de José Martínez Ripoll :

Nous arrivâmes à Tremes Aiguas [Tramezaigues] (France) le 19 du même mois, où nous nous présentâmes aux autorités françaises, et on nous indiqua de nous présenter à Tarbes, où lesdites autorités nous désignèrent la ville d'Auch comme lieu de résidence. [...]

[Le 31 août 1937, une enquête est ouverte au sujet du meurtre de Jean-Marie Moreau.] En septembre de la même année, je retournai

clandestinement en Espagne, et je fus arrêté le jour de mon arrivée par la *Tcheka* communiste. Je fus amené à une *Jefatura* située dans le port de Barcelone, et grâce à l'intervention d'un cousin germain – Domingo Bueno – auquel j'avais pu faire parvenir un billet, je pus déjouer les intentions des communistes qui voulaient m'éliminer. J'étais enfermé à la disposition de l'Ambassade russe ; comme ils ne purent assurer ma détention dans toute la discrétion souhaitée, je fus transféré à la *Jefatura Superior* au bout de dix-sept jours, puis incarcéré à la prison de Barcelone deux jours plus tard [le 20] [...]. (Lettre de Bueno au juge, 21 octobre 1942.)

Il va rester trois mois et demi à la prison Modelo de Barcelone, où il va retrouver de nombreux compagnons de combat (environ cinq cents), puisque nous sommes à l'apogée de la répression pilotée par les communistes contre les anarchistes radicaux. On peut soupçonner l'existence de certains conflits au sein de la magistrature, car on trouve aux Archives nationales de Catalogne un dossier sur Bueno dans lequel se succèdent des notices exigeant son maintien en détention à la disposition du DEDIDE, et d'autres qui demandent sa mise en liberté. Le 30 octobre cependant, Don Angel Romero del Castillo, juge spécial du TEAT de Valence, prend en charge le *sumario* n° 293 concernant l'assassinat de Moreau. Ordre est donné d'arrêter Ripoll et Roano [*sic*], dont il ne connaît visiblement pas encore le sort.

En octobre, des mutineries éclatent, car les prisonniers constatent avec amertume l'inactivité des instances confédérales. L'une d'elles placera au premier plan Domingo Justo Prada, à ne pas confondre avec Justo Bueno Pérez, qui prendra néanmoins sa plus belle plume pour rédiger une lettre de doléances adressée, le 24 novembre, au nom des prisonniers de la Métallurgie, à la junta administrative du syndicat dont ils relèvent :

Nous proposons ce qui suit : que soient nommés des camarades du syndicat, afin qu'ils s'emparent des dossiers au Palais de justice et qu'ils les ramènent à la lumière, en accord avec les compagnons de la *Jurídica*, et qu'en même temps on recherche un avocat qui viendra s'occuper des enquêtes ouvertes contre les prisonniers métallurgistes. Nous nous sommes vus dans l'obligation de prendre cette décision, parce qu'il y a des camarades qui se trouvent détenus depuis cinq mois, et qu'il faut encore réclamer un avocat à l'Organisation qui puisse leur dire pourquoi ils le sont. Nous ne doutons pas que vous serez d'accord avec ce que nous proposons, car c'est une question de logique. Les compagnons

qui seront nommés, s'ils ont quelque chose à objecter ou un détail à demander, devront s'adresser au compagnon Justo Bueno, nommé à cet effet par les métallurgistes prisonniers. (Document transmis par François Godicheau.)

Devant la multiplication des désordres dans la Modelo, les autorités entreprennent le transfert d'importants contingents de prisonniers, et cela sera la chance d'un certain nombre d'entre eux, qui pourront mettre à profit de nombreuses complicités pour s'évader, onze le 2 décembre, jour du transfert à Manresa, et dix-huit, dont Justo Bueno, le 3 janvier 1938 à la prison de Manresa, dont les responsables à la municipalité étaient restés proches de la CNT.

Bueno passe de nouveau en France et s'installe à Marseille. Il semble qu'il développe alors ses activités d'agent au service d'Escorza et du réseau d'espionnage de la CNT en France :

Durant la guerre, il fut souvent envoyé en France en qualité d'agent de l'assassin Escroza [*sic*]*, que la CNT-FAI chargea d'espionner l'Espagne Nationale. Mais il rencontra ensuite des difficultés et des altercations se produisirent avec [Escorza], qui lui retira sa charge, c'est-à-dire qu'il cessa de lui envoyer de l'argent, ce pourquoi il dut venir à Barcelone. Une fois là, en usant de menaces à l'encontre de la CNT, dont il connaissait nombre de secrets inavouables, il obtint de cette organisation des subsides ; suivirent de nouvelles missions en France ; mais il gaspilla de telle façon les fonds dont il disposait que la CNT se fatigua également et lui retira sa confiance, qu'il ne parvint pas à recouvrer en dépit d'un retour à Barcelone pour la réclamer, en employant pour cela des menaces et des tentatives de justifications. À Paris, on l'appelait « le Millionnaire », pour la vie ostentatoire qu'il menait. C'est pour cela qu'à l'heure de le placer en détention il ne possédait plus le moindre centime des milliers de pesetas qu'il avait manipulés, et il ne lui restait plus que quelques habits en souvenir de ses heures de « millionnaire ».

Il n'avait rien non plus au moment de la déroute de l'armée rouge, avec laquelle il passa en France par Bourg-Madame ; mais là, il entendit dire que les chefs de colonnes Ascaso et Ortiz étaient aussi passés avec un trésor important, qu'il pensa *ipso facto* s'approprier. Pour cela, usant de son influence et de sa sympathie, il fit en sorte que les deux le rencontrent dans un café de cette

* Il s'agit de Manuel Escorza del Val.

ville française, où il leur fit boire un cocktail qu'il avait préalablement empoisonné. Son plan était de se présenter à leur habitation, au moment de leur mort, et de fuir avec les valises dans lesquelles était placé le trésor. Mais il calcula mal la dose toxique qui ne fit que rendre malades, bien que gravement, ceux qui l'ingérèrent, ce qui provoqua la perte du butin qu'ils s'étaient approprié, sans que Justo Bueno ne se l'emporte. C'est le propriétaire de l'habitation où ils demeuraient qui le fit, qui se rendit avec celui-ci à Londres et le déposa à son nom dans une banque anglaise. (*Sumarísimo*, août 1941.)

Nous ne savons rien des ostentations de Bueno à Paris, mais ce que nous savons en revanche, c'est que l'épisode répugnant concernant Ortiz et Ascaso se situa en août 1938, et non en 1939 lors de la *retirada*. L'ouvrage de Gallardo et Márquez a fait le point sur cette affaire, et nous ne ferons que le résumer.

Pour des raisons qui ne sont pas tout à fait éclaircies, Antonio Ortiz, ancien chef de la 25^e division, Joaquín Ascaso, ancien président du Conseil d'Aragon, et quelques autres combattants estimèrent qu'il valait mieux pour eux quitter l'Espagne le plus rapidement et discrètement possible à l'été 1938. Ortiz, pour sa part, sentait qu'il en allait de sa vie. Cette « désertion » fut très mal perçue au sommet de la CNT, et il se tint une réunion au cours de laquelle on décida l'exécution des deux premiers, ceci en présence de leur ancien complice García Oliver. Et l'homme qui fut chargé de la basse besogne ne fut autre que Justo Bueno, aidé en cela d'une fine équipe dont faisait également partie son frère José*. Il semble que Bueno fût assez appâté par l'existence supposée d'un « trésor du Conseil d'Aragon », qu'Ortiz et Ascaso auraient été capables de traîner avec eux en quittant l'Espagne à travers les montagnes ! Paradoxalement, c'est aussi ce trésor fantasmé qui leur a sauvé la vie, car les exécuteurs ont différé leur dernier instant dans l'espoir d'en apprendre plus sur lui, tant et si bien que certains comme Justo se sont plus ou moins pris d'amitié pour les victimes désignées et que les tueurs n'arrivaient plus à tuer ; il semble

* « Je vous recommande de les localiser, et d'introduire auprès des fugitifs, et tout spécialement Ortiz et Ascaso, José comme agent provocateur, car il a toujours été considéré comme un élément aventurier et sans scrupules, qualités qui favoriseront l'organisation dans l'affaire que nous vous avons indiquée et que nous considérons comme indispensable de mener à bien. » (Dossier de la *Red de Espionaje*, IISG, archives CNT, cité in Gallardo & Márquez, 1999.)

qu'ils se soient retrouvés pris entre le feu des directives confédérales, avec toute la menace que faisait peser sur eux l'éventuelle non-exécution de la mission, et le feu, certes plus vacillant, de leur conscience. Il s'ensuivit une scène tragi-comique d'empoisonnement, où le dosage de l'arsenic* fut délibérément trop faible, ce qui envoya les pauvres Ortiz et Ascaso à l'hôpital pendant quelques jours, mais leur sauva la vie. La CNT, dans cette affaire, dépensa une fortune, et on ne sait pas ce qu'en pensèrent alors les cotisants, pour la simple raison qu'ils ne le surent jamais. Encore aujourd'hui, presque personne ne connaît cette triste parodie des méthodes stalinienues, et l'on préfère encore faire une affreuse réputation à Ortiz, à seule fin sans doute d'effacer les traces derrière soi**.

Malheureusement, cet épisode ne suffit pas à guérir Bueno de son goût pour la chasse au trésor, sans que l'on sache bien s'il était principalement mû par des considérations personnelles ou par un fort sentiment de responsabilité militante... Toujours est-il qu'Ortiz se souvient qu'à Paris,

en mai ou juin 1939, Battle*** nous rencontra tout effrayé, sur le boulevard Montmartre. Je dis qu'il nous rencontra parce que je marchais en compagnie d'el Valencia. Battle nous raconta qu'il avait échappé à Justo Bueno et les autres qui le séquestraient. Nous l'accueillîmes dans notre refuge, et c'est là qu'il nous raconta toute son odyssée et l'intention qui était la sienne de retourner en Espagne. Battle n'avait plus un sou, et nous non plus. Nous l'amenâmes voir Andreu i Abelló (qui fut président du tribunal de Barcelone) et celui-ci, par l'intermédiaire de l'Esquerra, lui transmit 4 000 francs, avec ceci de curieux que ce sont Joaquín et moi qui avons signé le reçu, afin d'éviter des soupçons... je sus plus tard qu'il avait été arrêté à Barcelone (Lettre à Téllez, le 14 mai 1978, citée in Gallardo & Márquez, 1999.)

* Fourni par Émilienne Morin, la compagne de Durruti... qui ne savait évidemment pas à quoi, ni à qui, on le destinait! C'est le délégué de la CNT en France Facundo Roca qui le lui avait demandé.

** García Oliver ne sera pas le dernier instrument de cet ostracisme organisé, ainsi que nous l'a confié Octavio Alberola.

*** José Battle Salvat, militant très connu du syndicat du Bois, avait joué un rôle éminent à la tête des *comités pro-presos* de la CNT en 1934. Il sera arrêté en juillet 1941 à Barcelone, condamné à mort, puis sa peine sera commuée en trente ans de réclusion, et il sera enfin libéré en 1951.

Après avoir signalé que la date avancée par Ortiz n'est peut-être pas juste, puisque Bueno fut placé en détention à Aix-en-Provence le 9 mars 1939 (sous le coup d'une demande d'extradition qui sera accordée le 11 août 1939 et exécutée le 12 mars 1940), nous pouvons suivre maintenant le récit du retour de Battle en Espagne, tel que Vásquez Osuna nous le livre, dans son ouvrage publié en 2005 :

Battle se trouvait à Barcelone dès le début de 1941, quand la police franquiste l'avait repéré suite à des informations parvenues de France indiquant qu'il revenait en Espagne pour recouvrer un « trésor ». Le *sumarísimo* va débiter le 30 juin de la même année, quand le cénétiste Justo Bueno Pérez va être arrêté par la police et va lui révéler qu'en juillet 1939, « le déclarant étant alors détenu, en raison d'une demande d'extradition formulée par le gouvernement espagnol rouge, que le gouvernement français avait accordée, dans la prison d'Aix-en-Provence, José Battle Salvat, qu'il connaissait depuis longtemps pour son activité dans l'organisation extrémiste CNT, vint à être enfermé également dans la même, pour absence de papiers d'identité. Que Battle lui demanda s'il connaissait quelqu'un qui pût lui fournir un moyen d'entrer en Espagne, alors entièrement au pouvoir des nationaux, car il détenait là-bas un butin considérable, résultant de son activité au sein du Comité de justice, avec Barriobero et Devesa. Que "la mère de ses enfants", une ex-amante appelée Dolores Mir, mariée, le gardait en dépôt ; il le lui avait confié en raison du procès engagé contre Barriobero pour évasion de capitaux... »

La police arrêta Battle à Barcelone le 11 juillet 1941. Dans sa déposition, il consigna que des membres de la CNT, comme lui réfugiés en France, « eurent vent des valeurs qu'il avait laissées en Espagne et le persécutèrent de mille façons jusqu'à lui faire la vie impossible, dans le seul but de le pousser à repartir les chercher, accompagné de ses persécuteurs avec lesquels il faudrait les partager. Qu'il fut ainsi contraint de rentrer en Espagne en compagnie d'un certain Roche*, auquel, arrivés dans notre pays, il faussa compagnie, pour retourner quelques semaines plus tard en France pourvu d'argent, qu'il n'allait pas tarder à dilapider. Que ceux qui aspiraient à partager ces richesses revinrent à la charge, et qu'il leur expliqua alors que ce qu'il avait rapporté était une misère, et que s'ils voulaient retourner avec lui en

* Pourrait-il s'agir de Facundo Roca ?

Espagne, il leur en procurerait tant que tous ceux qui l'entouraient pourraient vivre bien sans travailler pendant des années, promesse qui attira les individus appelés Muñoz et Casterlinas (frère, celui-ci, d'un fameux braqueur barcelonais)*, qui repassèrent la frontière avec Battle et dont il parviendra également à se défaire une fois ici. »

Comme nous le verrons, il semble que le fait que Battle plantât là ses anciens compagnons ne fût rien d'autre qu'une dénonciation à la police franquiste, afin de ne pas partager avec eux le « butin ». Il est même possible que Battle ait fait en sorte qu'ils retournent en Espagne dans le but de les livrer à la police franquiste, tout en négociant son avenir avec le nouvel État dictatorial. À la différence d'Antonio Ortiz et Joaquín Ascaso, qui vont « faire confiance à ceux qui tenteront d'être leurs assassins, à savoir José et Justo Bueno, deux des principaux contacts du réseau d'espionnage de la CNT » en France, Battle ne s'y fia pas. Dans le cas des premiers, de ceux qui s'étaient exilés, le Réseau va planifier sans se presser « la façon de s'appropriier les quelques objets de valeur qu'ils disaient détenir [...] et, surtout, de les anéantir, ce qui était l'essentiel », une situation assez différente de celle de Battle. Battle devait coopérer avec le Réseau, et la preuve en est qu'il conduisit Bueno, Casterlinas et Muñoz à Barcelone pour leur livrer le trésor.

Vásquez Osuna ajoute alors que Battle craignait de finir comme Dionisio Eroles**, en se référant au propos suivant d'Ortiz :

À mon retour en France (après la fin de la Guerre mondiale), je tentai de rencontrer Castán***, pour savoir ce qui était arrivé et je ne parvins pas à le localiser. Quelque temps plus tard, je rencontrai l'un des membres du groupe cité et lui demandai qu'il me racontât ce qui s'était produit. Celui-ci me dit qu'ils avaient sorti Eroles [du camp du Vernet, où il était également détenu], parce qu'ils voulaient lui soutirer le *moniato* [le magot], et que celui-ci les avait

* La parenthèse est sans doute l'œuvre de Vásquez Osuna.

** Célèbre homme d'action de la CNT, qui dirigea l'Ordre public au sein de la Généralité jusqu'en mai 1937.

*** Coprisonnier d'Ortiz dans le camp du Vernet en 1940, qu'un groupe de militants de la CNT comportant Gregorio Muñoz vint sortir du camp, quelques jours avant d'en faire autant avec Eroles, sans doute en mars 1940. Victorio Castán Guillén est mort à Bayonne en mai 1983.

bien embrouillés et leur avait raconté beaucoup d'histoires, jusqu'à ce qu'il parvienne à leur échapper... mais que quelques semaines plus tard, ils parvinrent à trouver où il était caché et l'embarquèrent... comme ils ne purent lui soutirer le *moniato*, ils choisirent de l'enterrer dans un coin des Pyrénées. (Lettre à Téllez, citée in Gallardo & Márquez, 1999.)

Dans cette misérable opération, on retrouve le Munõz cité par Battle, mais Bueno ne pouvait, en revanche, faire partie du groupe, puisqu'il était alors détenu à Aix-en-Provence ou en cours de transfert dans les prisons espagnoles.

Par contre, si l'on en croit ce que rapporte Vásquez Osuna au sujet de Battle, Bueno a donc continué ses activités au sein du réseau d'espionnage de la CNT entre le 30 juillet 1940, date à laquelle il sera libéré des geôles franquistes à Madrid, et le 29 juin 1941, date à laquelle il sera de nouveau arrêté à Barcelone. Il est piquant de lire ce que Bueno lui-même dit de cette période :

Messieurs Costa et Quintana* me demandèrent d'intégrer la police de la Phalange pour agir contre le communisme et le séparatisme, ce que je ne refusai pas, étant donné que chaque fois que l'occasion s'était présentée, je l'avais fait** mais, devant la nécessité de me mettre quelque chose sur le dos, j'intégrai la Maquinista Terrestre y Marítima de San Andrés, où je travaillai jusqu'au jour du 29 juin 1941 où je fus arrêté à la sortie de mon domicile. (Lettre au juge du 21 octobre 1942.)

Si nous revenons un peu en arrière, nous pouvons encore lire Bueno dans la même lettre :

Nous fûmes [Martínez Ripoll et Bueno] livrés aux autorités nationales de Port-Bou le 12 mars 1940, en raison de la demande d'extradition déjà évoquée. Nous fûmes transférés à la prison de Figueras, et de celle-ci à Madrid, à disposition de la Direction générale de Sécurité, d'où nous fûmes transférés à une *Jefatura* située dans la rue Fomento, où nous demeurâmes un mois. Transférés au

* Bueno les qualifie dans sa déposition de juillet 1941 de chefs de police à Barcelone ; il dit même du premier qu'il l'avait hébergé peu avant la révolution, alors qu'il était poursuivi par des militants catalanistes (peut-être en représailles de l'assassinat de Badía ?)

** Cette possibilité que Bueno fût un agent double ne doit pas surprendre, surtout en Espagne où les infiltrations croisées étaient monnaie courante...

Palais de justice (Las Salesas), le juge ordonna notre incarcération à la prison Prince des Asturies, d'où nous fûmes transférés à la prison de Porlier et placés en liberté à la fin du mois de juillet 1940. Martínez resta à Madrid et je rentrai le même jour à Barcelone, où je me mis à travailler sur une machine à couper le marbre.

Pour quitter maintenant cet étrange militant, qui fut à la fois brillant, attachant, généreux, radical, et sombre, meurtrier, violent, exécuteur des basses œuvres, nous laissons la parole à Abel Paz :

Après ces exécutions, il nous fallut être témoins d'une autre, celle d'Esteban Pallarols. Esteban Pallarols se retrouva à la fin de la guerre à Valence et il put s'échapper. Il se cacha, et depuis sa cachette, il entreprit la réorganisation de la CNT, dont il sera le premier secrétaire dans la clandestinité. On falsifia une quantité de documents et on libéra ainsi une foule de militants enfermés dans les camps de concentration et les prisons. On fonda les premières bases de l'organisation clandestine, en coordonnant les compagnons de toute l'Espagne. Mais en fin de compte, au mois de février 1940, tout ou partie du Comité national tomba dans les mains de la police. Pallarols, qui avait adopté un nom d'emprunt, Riera, compliqua son dossier, dans l'intention de gagner du temps, en laissant planer le doute quant à sa possible qualité d'agent britannique. Il parvint ainsi à retarder son exécution, mais pas à l'éviter. Quand on découvrit sa véritable identité, il fut réclamé par un tribunal militaire de Vic (Barcelone) et on le transféra de Valence à Barcelone pour le juger pour faits de guerre, et, au bout du compte, il fut fusillé au camp de La Bota le 8 juillet 1943, en compagnie d'autres compagnons: Eduardo Cura Estiarto, Francisco Ferrer Vilella, José Pla Masana, Agustín Farré Casademunt et Juan Bernadés Pascual. [...]

Quelques jours après l'exécution d'Esteban Pallarols, ce fut le tour d'un autre bon militant, Justo Bueno Pérez, et de son ami proche Luis Latorre. Ils furent conduits tous les deux devant le Conseil de Guerre et condamnés à mort*. [...]

Quand Justo Bueno revint du Conseil de guerre et intégra la 4^e galerie pour être enfermé dans les cellules des condamnés à mort, un groupe de militants d'Estat Català, dans la 2^e galerie, organisa une fête pour célébrer la peine de mort de Justo. Mais le cocasse

* Au sujet de Latorre, Abel Paz se trompe, puisqu'il a été condamné à vingt ans de prison, peine dont on ne sait s'il l'a exécutée en totalité.

dans cette fête, c'est que Miguel Arenas Pons, un individu qui avait servi aux ordres de Badía, arriva en retard aux réjouissances et n'eut pas droit au cigare que fumaient les convives ; il dut se contenter d'un cigarillo blond. Jusque-là, il n'y a rien de cocasse, si ce n'est le mauvais goût de la part d'Estat Català. Mais le cocasse vient maintenant. Miguel Arenas passa également devant le Conseil de guerre et fut condamné à la peine de mort. Il se retrouva dans les mêmes cellules que Justo. Mais le diable voulut que le 11 février 1944 [le 10 en réalité] arrivât l'ordre d'exécution contre Justo Bueno, et que dans cette charrette figurât également, entre autres, Miguel Arenas. Luis Latorre, qui était en chapelle et prenait congé de Justo Bueno, raconta que lorsque celui-ci se retrouva avec Arenas comme compagnon du voyage sans retour qu'ils allaient entreprendre, il lui dit : « Amigo, à cette occasion tu n'as pu fumer un cigare pour fêter ma condamnation à mort, maintenant tu vas pouvoir en fumer un pour que nous fêtions ensemble notre fin. » Et il lui donna un des cigares purs qu'il avait mis de côté pour ce moment critique. À ce qu'il paraît, les mains d'Arenas lui tremblaient tellement qu'il ne parvenait pas à l'allumer, et Justo dut l'aider à lui faire prendre feu. Quelles coïncidences et surprises l'histoire ne nous réserve-t-elle pas !

Ce matin-là, tombèrent au camp de La Bota Justo Bueno, Miguel Arenas, Alfonso Palau Font, Feliciano Blaya Junta et José Guia Cruceta. (Paz, 1991, pp. 78-80.)

Et il ajoute, plus loin :

Le jour où on m'apporta les livres [Abel Paz est alors à l'isolement pour une durée de deux mois, jusqu'à février 1944], profitant d'un instant de distraction du surveillant, on me signala les w.-c. tout en faisant un O avec la bouche. Je compris rapidement ce que l'on voulait me dire : le téléphone.

L'utilisation de ce téléphone était facile. Six cellules étaient reliées par le même tuyau d'évacuation. Il suffisait de vider l'eau au fond du w.-c. et se mettre d'accord avec une autre cellule qui fit de même pour pouvoir parler tranquillement, sans crier. [...]

Après le coup bref demandant le silence, je vidai le w.-c. et me disposai à entamer la conférence téléphonique, mais sans savoir précisément avec qui j'allais parler. La voix que j'entendis fut celle de Justo Bueno. [...] Quant au « téléphone », nous l'utiliserions toutes les nuits à la même heure, et il conclut en disant « que s'il ne se produisait aucun tremblement de terre, nous étions en prison pour un moment ». Il était optimiste. [...]

J'avais droit à ma conférence toutes les nuits et j'étais au courant de tout ce qui se produisait dans la prison et dans la rue, car Justo était un excellent chroniqueur.

J'eus Justo comme correspondant pendant près d'un mois et demi, mais une nuit ce ne fut pas lui qui me répondit, mais un autre compagnon. Ils l'avaient fusillé ce matin même, le 11 février 1944. Pauvre Justo ! Il n'était pas en prison pour un moment. De nombreuses fois, j'ai envié son sort. Il mourut ferme dans son idéal et dans son espoir placé dans les nouvelles générations...

La nuit suivante, mon correspondant me donna des informations sur l'exécution de Justo. Il me dit que sa compagne Flora, quand elle se rendit à la prison pour récupérer ses affaires, se vit confier par sœur Josefa – la nonne qui accompagnait toujours les condamnés à mort – que « Justo était mort réconcilié avec le Seigneur, c'est-à-dire qu'il s'était confessé et avait communiqué ». Flora ne faisait pas cas de cela. Au contraire, puisque les familiers pouvaient donner une sépulture et voir une dernière fois ceux qui mouraient dans de telles conditions.

Flora sortit comme une flèche vers le tribunal pour qu'on lui indiquât qui devait disposer du cadavre, mais là on lui répondit que « son mari était mort comme un chien ». Elle retourna à la prison pour informer Luis Latorre des bobards que faisait circuler sœur Josefa. (*ibidem*, pp. 88 et 89.)



CHARLES CARPENTIER

FRANÇOIS-CHARLES CARPENTIER est né le 28 octobre 1904 à Reims. Son enfance se passe en vadrouilles dans le Pas-de-Calais car son père change souvent de travail. À la maison, la tonalité était déjà à l'anarchie :

On avait deux chats, racontait Carpentier, l'un s'appelait Bonnot, l'autre Valet. Aux élections de 1914, c'est moi qui ai rempli le bulletin de mon père. Il a voté Bonnot.

En janvier 1915, la famille se retrouve en zone occupée. Charles est déporté avec son père dans un camp en Allemagne. N'ayant que 10 ans, il est rapatrié par la Croix-Rouge. Retrouvé par un oncle, il regagne le Nord en 1916 et commence à travailler à l'âge de 12 ans dans les ateliers de tissage de la région. Son père revient de captivité et ils triment ensemble à déterrer les obus et reboucher les tranchées. Deux ans plus tard, Carpentier pousse des wagonnets au fond de la mine de Bruay-en-Artois. Puis il prend la route : docker à Rouen, manutentionnaire aux Halles. À Paris en 1924, Carpentier commence à militer et fréquente les anarchistes du *Libertaire*, qui vient de passer quotidien.

Appelé au service militaire, et incorporé le 10 novembre 1924 dans le 65^e régiment de tirailleurs à Avesnes, on l'envoie dans le Sud marocain face aux rebelles d'Abd-el-Krim. Il finit la campagne comme caporal mitrailleur. Démobilisé le 10 mai 1926, il revient à Paris et enchaîne divers petits métiers, devient secrétaire du groupe libertaire de Saint-Denis et milite dans le mouvement syndical.

Début 1928, il est domicilié à Aubervilliers. Il travaille comme livreur de charbon. Il rencontre Charles Ridel (Louis Mercier Vega) en 1930 :

Entre eux se nouera une indéfectible amitié, dans les organisations anarchistes et au combat. Elle durera plus d'un demi-siècle. [...] C'était [Carpentier] l'homme fidèle en amitié, qualité que cultivent les anars.

En février 1934, pendant les émeutes fascistes, Ridel et Carpentier passent la nuit du 11 à faire le guet à la Bourse du travail, revolver au poing. À l'époque du Front populaire, ils sympathisent avec Simone Weil, pendant la grève à l'usine Sauter et Harlé. Et puis l'été 1936 les voit partir en Aragon...

Après la bataille de Perdiguera, Ridel et Carpentier rentrent en France pour organiser la solidarité, puis Charlot, comme l'appellent ses amis, retourne à Barcelone fin 1936 comme délégué de l'UA auprès de la FAI. Il enverra au *Libertaire* des articles sur la situation. En compagnie de Scolari et Balart, il assiste à un grand meeting du nouvel an où les trois compères « refusent de chanter l'Internationale avec les bolchos ». Grâce à Berthe Ascaso, Carpentier loge dans la maison réquisitionnée d'un commissaire, située peut-être à la même adresse que celle du comité de liaison pour l'Espagne : 47 calle Rogeni, dans le quartier du Clot. Sa copine vient le rejoindre à l'occasion d'un voyage en camion d'Odéon. Carpentier fréquente aussi à Barcelone les frères Zarategui, anarchistes basques, et l'Italien Ernesto Bonomini, connu pour avoir exécuté un représentant fasciste à Paris.

En mai 1937, comme il l'a raconté à Phil Casoar, Charlot participe aux affrontements : sans doute en compagnie de Scolari et Balart, il installe une mitrailleuse sur le toit d'une usine de savon Myrurgia, près de la Sagrada familia. Il se souvient aussi d'avoir fait une petite sortie en voiture blindée pour aller mitrailler les locaux d'Etat Català pas loin. Découragé et écoeuré comme beaucoup d'autres après cette semaine sanglante, il rentre en France. Lui et Ridel ne se font pas beaucoup d'illusions sur la suite de l'expérience révolutionnaire en Espagne, mais ils continuent à collecter des armes qu'ils acheminent clandestinement à Barcelone. Ils prennent la parole au congrès de l'UA du 30 octobre 1937 à Paris, puis quittent cette organisation.



Carpentier à droite, Odéon à gauche.

Quand la guerre éclate en Europe, c'est aussi la débâcle chez les anars : chacun se débrouille comme il peut. Mobilisé en 1939, Carpentier et son régiment sont encerclés par les troupes allemandes, mais il parvient à s'échapper.

En 1943, il travaille au Comité ouvrier de secours immédiat, institution vichyste, avec son copain Guyard et ils sillonnent la France. Ce fait témoigne qu'il plaçait parfois devant l'analyse politique des réflexes de solidarité ouvrière.

Après la guerre, il continue les métiers divers et finit par monter une entreprise de transport. Il retrouve Ridel-Mercier en 1946.

Dans les années 1980, il répond volontiers aux questions de David Berry et de Phil Casoar, grâce auxquels nous avons appris des détails précieux sur sa participation aux combats en Espagne.

Charlot meurt le 21 mars 1988 :

Pour moi il y a eu la famille et les copains, et l'anarchie. Voilà tout.

Les citations sont extraites de la nécrologie de François-Charles Carpentier, publiée dans Le Monde libertaire, n° 708 du 19 mai 1988, et signée de Lucien Feuillade et Phil Casoar, ainsi que de l'entretien que ce dernier eut avec Carpentier dans les années 1980. Cf. Éphéméride anarchiste : [//perso.club-internet.fr/lytak](http://perso.club-internet.fr/lytak) ; notice Carpentier, Charles in Maitron.

LORENZO GIUA

LORENZO GIUA est né le 13 mars 1914 à Milan dans une famille sarde, qui s'est déplacée à Turin quand il avait 6 ans.

Dans cette ville, il a accompli toutes ses études, fut l'élève d'Augusto Monti au lycée d'Azeglio et entra rapidement, fidèle à la tradition familiale, en contact avec les milieux antifascistes de la capitale piémontaise – son père Michele, illustre chimiste, fut un des professeurs d'université qui refusèrent de prêter serment au régime fasciste, et il sera condamné en 1936 à quinze ans de prison.

En janvier 1932, alors qu'il était encore en terminale, poursuivi pour activités subversives, il fut acquitté pour absence de preuve par le Tribunal spécial pour la protection de l'État.

En 1934, étudiant à la faculté de lettres, il s'expatria en France pour échapper à une seconde arrestation. Là, il prit des contacts avec le mouvement socialiste *Giustizia e Libertà* et il en devint un actif propagandiste. Il jouit rapidement de la confiance de son fondateur, Carlo Rosselli, même si certaines informations laissent à penser que des difficultés et des désaccords se firent ensuite jour entre eux.

La police politique italienne crut savoir courant 1936 que Giua se rapprochait des idées anarchistes et donna en conséquence sa démission du mouvement, mais elle démentit ensuite cette information. Toujours est-il qu'à peine la guerre civile en Espagne avait-elle débuté qu'il s'y rendit (le 24 juillet, il était déjà à Barcelone, en compagnie de Francesco Barbieri) et se porta volontaire, sans doute dans les premiers jours d'août, dans la colonne Durruti (Groupe international), où il fut blessé une première fois en septembre 1936 devant Huesca. Peut-être s'agit-il de la fameuse bataille de Siétamo, que nous a contée Gimenez. Il semblerait qu'il se soit ensuite déplacé à l'étranger, sans doute pour soigner ses blessures.

Rentré en Espagne début novembre 1936, on ne connaît pas précisément son affectation. Il effectue un nouveau voyage à Genève fin décembre ou début janvier 1937.

De retour en Espagne en mars 1937 (sans que l'on sache s'il a effectué un aller-retour entre-temps), on l'envoya à Albacete à l'école pour les officiers d'état-major des Brigades internationales, où il devint lieutenant. La police italienne le signale par ailleurs dans la région de Teruel.

En mai 1937, après s'être trouvé à Barcelone en compagnie de Gimenez, il fut intégré dans la brigade Garibaldi. Gimenez mentionne

encore la présence de Lorenzo à Farlete en juillet. Le 16, il fut blessé une seconde fois. Il repartit, après une période de convalescence, pour le front et fut blessé une troisième fois devant Saragosse.

En octobre 1937, il fut promu capitaine de la 3^e compagnie du 2^e bataillon de la brigade Garibaldi.

Sur le front d'Estrémadure, au cours d'une attaque, la nuit du 16 au 17 février 1938, le commandant du bataillon étant tombé, il en assuma le commandement et tomba à son tour, frappé d'une balle à l'abdomen.

Cf. ACS-CPC; Poma, 1975.



GEORGETTE KOKOCZINSKI, DITE MIMOSA

NOUS EMPRUNTONS ces informations à Lola Iturbe :

Je ne la connaissais pas personnellement. Ceux qui l'ont fréquentée m'assurent qu'elle était très jolie et très instruite. Une Française cérébrale et de grand caractère.

Originaire d'une famille de la classe moyenne, elle ne s'entendait pas avec les siens et à 16 ans, elle abandonna la maison de ses parents. [...] En 1924, elle fut accueillie dans celle d'André Colomer, rédacteur du *Libertaire*. [...] Sa compagne [Magdalena] prit soin de Georgette et l'initia aux idées libertaires. Elle travailla et vécut librement. Montmartre fut son quartier préféré et elle fréquentait ses cabarets pour écouter des poésies et des chansons. [...] En 1925, elle s'unit librement à Fernand Fortin et collabora au groupe Éducation Sociale qu'il avait créé en Touraine. À partir de ce moment, elle intervint dans des meetings et festivals.

De retour à Paris en 1928, elle cultiva et affirma sa personnalité artistique. [...] Elle fit partie d'un groupe qui parcourait la région parisienne pour distraire son auditoire avec des poèmes, des chansons et des pièces de théâtre. [...] Mimosa se fit connaître et apprécier dans les milieux artistiques et libertaires. [...] Quand elle avait fini son récital, elle descendait dans la salle et vendait *La Revue Anarchiste*. À cette époque, elle étudia pour être infirmière et obtint son diplôme. (Iturbe, 1974, pp. 114-116.)

Georgette, dont nous ne connaissons pas le nom de famille, se maria probablement avec le socialiste français Kokoczinski, adhérent à la 14^e section parisienne de la SFIO. C'est une période où Mimosa fréquentait « les milieux socialistes d'extrême gauche, ce qui ne l'empêchait pas de maintenir des relations avec quelques-uns de ses anciens camarades », écrit Lola Iturbe dans un texte en hommage à Georgette-Mimosa, rédigé en 1937.

Georgette part en Espagne le 18 septembre 1936 et s'engage dans le Groupe international de la colonne Durruti. Lola Iturbe précise que l'on peut constater, en lisant son journal personnel, combien était ferme sa détermination à combattre au front, et non point servir à l'arrière. Nous n'avons malheureusement pas retrouvé ce journal à l'IISG d'Amsterdam, où il est censé se trouver.

Son séjour sur le front d'Aragon fut bref, puisqu'elle mourut le 16 octobre 1936 à Perdiguera.

Voici une version de sa mort, toujours sous la plume de Lola Iturbe, en 1937 :

Il circula plusieurs versions. Selon certains prisonniers [...] elle a été fusillée par les fascistes ainsi que trois autres compagnons de l'expédition. Selon la version du Conseil de santé de guerre, elle fut fusillée et son corps lancé dans une grange à laquelle les hommes de Franco mirent le feu. Nous ne connaissons jamais exactement les détails de sa mort, car les plus proches témoins étaient loin du lieu de la tragédie. Une chose est sûre : elle fut assassinée par les fascistes d'une manière atroce. Voilà comment finit Mimosa à l'âge de 28 ans. Les compagnons qui la connaissaient créèrent à Barcelone un groupe de la FAI qui porte son nom, et en même temps symbolise le sacrifice des femmes étrangères tombées pour l'Espagne antifasciste.

Cf. IISG, FAI Pe 50.



JOSEP LLADOS TARRAGO

JOSEP LLADOS vit actuellement dans le Périgord et rédige ses propres souvenirs qui, on l'espère, seront publiés bientôt. En voici un petit extrait [En 1935, il adhère à la CNT de son village. C'est à ce moment qu'il croise la route d'Antoine Gimenez]:

Au village, sans que je le sache, il existait un syndicat de la Confédération nationale du travail. Il était constitué d'un groupe de jeunes impatientes de 20 à 40 ans. Comme on se connaissait tous à Alcarràs à cette époque, l'un d'entre eux me contacta et m'invita à aller au syndicat. On y trouvait des livres, des revues et autres lectures, mais pas d'alcool, et les fumeurs étaient quasi inexistantes. Je me rendis compte que l'ambiance y était plus saine que dans une taverne ou un café. Je me rendis à ce syndicat un soir que je ne savais pas où aller sans que ça me coûte un centime. Ceux qui étaient présents m'accueillirent aimablement et me dirent: « Regarde! Sur la table il y a des journaux, des revues et des livres! » En les parcourant avec curiosité, je trouvai dans une revue un article qui traitait de sexualité. J'y appris combien de maladies on pouvait attraper en fréquentant les maisons closes. Cet article que je lus a compté pour toute ma vie, et je n'ai donc plus jamais eu de relations avec cette classe de personnes. À cette époque, il y avait beaucoup de cafés et encore plus de tavernes. Je n'ai jamais entendu parler de bibliothèque! Ce que j'ai appris au syndicat, sans que personne ne m'y oblige, m'a suivi toute ma vie. C'était l'action culturelle anarcho-syndicaliste partout où la CNT était présente. Ce qui n'empêchait pas ses adversaires de toujours la critiquer. Au contraire des tavernes et des cafés où la fumée et l'alcool produisaient une atmosphère irrespirable, au syndicat j'étais dans un lieu sain où je pouvais lire et apprendre ce que j'ignorais. Je pris alors la carte de la CNT et elle ne m'a plus jamais quitté.

Josep Lladós est né le 6 février 1920 à Alcarràs, près de Lérida. Il est le deuxième enfant sur les trois d'une famille de paysans petits propriétaires. À la fin de septembre 1936, à 16 ans et 7 mois, il rejoint la colonne Durruti, 11^e centurie, près d'Osera. Cantonné dans une *paridera* sous-équipée, il assure principalement des gardes. Après un passage au monte Alfajarín, sa centurie retourne à Osera, face à Villafraanca. Il quitte la colonne au moment de la militarisation et rentre à Alcarràs où il est nommé secrétaire des *JJ. LL.*

En avril 1938, il rejoint spontanément Barcelone à l'appel de sa classe. Incorporé dans la caserne Karl-Marx par manque d'information,

il est ensuite affecté à la 34^e division commandée par Trueba: 104^e brigade, 15^e bataillon, 2^e compagnie, 2^e section.

Le 25 août 1938, Josep Lladós participe à la bataille de San Cornelio en guise de baptême du feu, et fait partie des quatre survivants de son groupe [Antoine indique dans son récit comment les Jeunesses libertaires sous commandement communiste sont traitées comme chair à canon dans les batailles. D'ailleurs à l'arrière, les Jeunesses libertaires impriment des tracts pour encourager les militants à la discrétion quant à leur appartenance politique au moment de leur incorporation. Ils les avertissent que la plupart des officiers communistes envoient les anarchistes en première ligne]. Son unité est cantonnée longtemps à Tavescan dans les hauteurs des Pyrénées jusqu'à l'été 1939.

Après les mouvements désordonnés de la retraite générale de l'hiver 1939, il entre en France par Prats-de-Mollo. Interné au camp n° 1 d'Agde puis à Saint-Cyprien jusqu'en décembre 1939, il se retrouve affecté à la 684^e compagnie de travailleurs étrangers cantonnée en Haute-Vienne, jusqu'à la défaite française. Sa CTE se replie alors sur Bergerac, en Dordogne. On l'affecte entre autres au service de fermiers des alentours, puis des Allemands lorsque ces derniers ouvrent une école d'aviation sur l'aérodrome de Roumanières en 1942, jusqu'à leur départ en août 1944. Il rencontre alors le groupe «Alexandrie» de la Résistance et devient responsable de la garde de prisonniers russes, allemands et polonais.

Josep Lladós est libéré des CTE fin 1945. Après une formation professionnelle reçue en 1947, il s'installe définitivement en Dordogne. Il se mariera et élèvera six enfants. Ouvrier plâtrier jusqu'en 1967, il s'établira comme artisan jusqu'à sa retraite en 1985.

Cf. Lladós, 2005.



LOUIS MERCIER VEGA, ALIAS CHARLES RIDEL

LE 6 MAI 1914, Charles Cortvrint naît à Bruxelles. Il milite dès l'âge de 16 ans dans le mouvement anarchiste belge. Insoumis au service militaire, il s'installe à Paris et adhère à l'Union anarchiste dont il sera le délégué au congrès d'Orléans en 1933. Il exerce successivement les métiers de manœuvre aux Halles, d'ouvrier du cuir, de camelot et de correcteur. Après avoir donné des articles au *Libertaire* en 1933-1934 sous divers pseudonymes (Couramy, Liégeois), il y collaborera régulièrement, sous le nom de Charles Ridel, de juin 1936 à octobre 1937. Il écrit aussi quelques articles pour *La Révolution prolétarienne*, notamment un compte rendu du congrès de la CNT auquel il assiste en mai 1936 à Saragosse.



Les années parisiennes voient Ridel fréquenter une petite bande de copains anars qui s'étaient baptisés les «Moules-à-gaufres»; on y trouve Charles Carpentier, Félix Guyard, Robert Léger (qui ira faire le cuistot à Albacete) et Lucien Feuillade.

Dans l'UA [...] Ridel et ses amis des Jeunesses font partie de la fraction communiste-libertaire qui monte des groupes d'usine, ne se satisfait pas des déclarations antifascistes, propose un programme économique et politique en alternative au front populaire [...] La révolution? Cette année ou jamais, dit-il à Simone Weil [en 1936]*.

Dès juillet, avec son pote Charles Carpentier, il met le cap sur Barcelone. Il s'engage à fond au sein des milices anarchistes du front d'Aragon et met en place avec Berthomieu et Carpentier le Groupe international de la colonne Durruti.

Après la bataille de Perdiguera en octobre 1936, ses camarades le persuadent de revenir en France afin d'entreprendre une vaste campagne d'information en faveur de l'Espagne révolutionnaire. *Le Libertaire* du 9 octobre avait déjà annoncé une tournée de conférences avec des projections de films sur les événements d'Espagne, dont le bénéfice devait aller au centre de ravitaillement des milices antifascistes d'Espagne. Jusqu'en février 1937, Ridel va donc sillonner la France, et c'est au cours de cette tournée qu'il rencontre sa future femme, Sarah.

* Extrait de la préface de Marianne Enckell à la publication du texte de Mercier Vega: *La Chevauchée anonyme*, éditions Noir, Genève, 1978.

[En 1938] l'Espagne révolutionnaire n'en finit pas de mourir, et la foi anarchiste de se transformer en passion guerrière : plutôt en ce cas être traité de lâche et de déserteur et pouvoir crier sa vérité*.

Vérité négative, impuissante, pessimiste, mais vérité nue et cruelle que nous clamerons face à tous ceux qui vivent de la guerre « anti-fasciste » : associer le sacrifice des révolutionnaires à la défense de Negrín et de la démocratie bourgeoise serait briser l'espoir de leur résurrection dans les luttes qui viendront. Nous avons conscience de pouvoir dire au nom de ceux qui tombèrent en miliciens de la révolution sociale : ce n'est pas pour cela qu'ils sont morts, et d'interdire aux clowns de la sociale de détrousser leurs cadavres. (*Révision*, mai 1938.)

C'est Ridel qui rédige l'éditorial de cette petite revue au titre provocateur, qu'il anime avec Marie-Louise, la fille de Camillo Berneri, Lucien Feuillade, Jean Rabaut, Julien Coffinet et d'autres.

Dans *L'Espagne nouvelle* de l'été 1939, Ridel écrit un dernier article intitulé « Pour repartir », dans lequel il donne libre cours à toute sa colère froide :

Quand il sera possible de juger la conduite des militants et organisations espagnols de toutes tendances pendant les années 36 à 39, les observateurs auront peine à croire qu'un mouvement aussi vaste et aussi sanglant ait couvert tant de faiblesses, de trahisons et d'ignorance. [...] Même l'exil n'arrive pas à ouvrir la bouche de ceux qui savent, cette bouche qui s'est pourtant si souvent agrandie pour proférer des contre-vérités énormes dans un but de propagande. [...] Pourtant il y aurait tant de mystères à dévoiler, tant de situations à éclaircir, tant de contradictions à démonter. Mais avant toute chose, il faudrait pour cela que les principes moraux indispensables à toute action collective quelconque se réveillent chez ceux qui les oublièrent si bien en pleine mêlée révolutionnaire. Car c'est bien là qu'a failli la révolution ibérique [...]. Au-delà des étiquettes, des tendances et des phraséologies, le mouvement ouvrier espagnol a succombé à des vices communs : l'arrivisme, la combine, le mépris des masses et le dédain des idées qui les animent. Nous avons vu des individualistes anarchistes se faire les fidèles soutiens d'un gouvernement, des libertaires s'asseoir dans des fauteuils

* Enckell, *op. cit.*

ministériels, de farouches partisans de la lutte de classes chercher anxieusement l'appui des républicains bourgeois, des internationalistes vanter le génie propre aux Espagnols [...]. Encore ces étranges retournements pourraient-ils se discuter s'il s'agissait d'une évolution en présence de faits nouveaux, mais il est loin d'en être ainsi. Une malhonnêteté intellectuelle insigne couvrait chaque recul, chaque trahison était accompagnée d'éloquents rappels des principes traditionnels. Les dirigeants du mouvement libertaire n'eurent même pas l'avantage d'être de beaux aventuriers ou de former des équipes de coup d'État. Grisés par leurs propres discours, s'admirant devant les miroirs en costume de général, jouant les caïds dans les villages paysans, ils furent roulés par les vieux renards de l'enchufisme traditionnel et mis au pas par les tchékas stalinienne. García Oliver révisait le Code pendant que le Guépéou assassinait. Federica Montseny veillait sur l'Hygiène! Tous les sous-Oliver et les petites Montseny parlaient de «*trayectorias históricas*» cependant que l'or de la banque d'Espagne filait vers l'URSS ou les États-Unis [...] Et le malheureux milicien se faisait fusiller pour avoir barboté une bague trouvée dans un village [...]. Tout au long des mois de révolution et de guerre, le Comité national, les délégués des régions perdues, le Comité péninsulaire agirent, décidèrent sans contrôle ni publicité. Les Régionales vécurent sur elles-mêmes. À aucun moment il n'y eut de discussion large sur les problèmes les plus importants. [...] Les vieilles coutumes d'alliance avec les républicains de gauche, remontant au siècle dernier, l'habitude des contacts avec les éléments anti-gouvernementaux, régionalistes et pronunciamentistes, pesèrent sur le comportement ultérieur des leaders. [...] Au lieu de chercher les formules qui eussent pu permettre de faire face aux situations sans entraver la marche révolutionnaire, la propagande diffusait les slogans qui couvraient le plus démagogiquement possible l'opportunisme et la contre-révolution. [...] Des milliers de croyants de la base qui restaient farouchement accrochés à leur conception de socialisme libertaire et égalitaire se voyaient de jour en jour devenir les pions d'une partie dont la direction leur échappait de plus en plus.

Au moment de la crise de Munich, Ridel passe en Suisse avec Jean Bernier car, comme le proclamait un éditorial de *Révision*, «la seule trahison serait de marcher» (n° 3, avril 1938). En septembre 1939, il se rend à Marseille mais constate que la ville n'est pas le meilleur endroit pour quitter la France. Il repart vers l'Europe du Nord en octobre, en passant par la Belgique, chez Hem Day. Il embarque en novembre sur un cargo

grec à destination de l'Argentine, sous le nom de Carlo Manni. *La Chevauchée anonyme* retrace la période qui va de 1939 à 1941. Mercier y narre cet épisode crucial de sa vie à travers les personnages de Parrain et Danton. C'est alors que Ridel disparaît pour devenir désormais le Chilien Luis Mercier Vega. Il passe ensuite en Afrique, à Brazzaville, où il s'engage le 26 juin 1942 dans les forces françaises libres.

Démobilisé en octobre 1945, il est engagé comme rédacteur au *Dauphiné Libéré* de Grenoble. Il écrit des articles dans *La Révolution prolétarienne* (n° 32, novembre 1949), dans lesquels il constate « la presque totale inexistence du prolétariat [...] dans la candidature à la succession du capitalisme » et souhaite la naissance d'une « internationale de fait entre tous ceux qui ne désespèrent pas ».

Au début des années cinquante, Mercier Vega devient membre des Amis de la liberté, branche française militante du Congrès pour la liberté de la culture, organisation internationale regroupant des intellectuels antitotalitaires créée à Berlin en juin 1950. Certains anarchistes lui reprochèrent vivement sa collaboration à ce Congrès, et à sa publication, la revue *Preuves*, en arguant du fait que cette organisation était subventionnée par la CIA.

En 1958, rendu conscient, par la fréquence de ses contacts internationaux, de « l'urgente nécessité d'établir un réseau de relations permanentes entre les éléments libertaires et syndicalistes révolutionnaires de différents pays », il crée la Commission internationale de liaison ouvrière et participe activement à la rédaction de son bulletin en quatre langues, auquel succédera la revue internationale de recherches anarchistes *Interrogations*. Le premier numéro parut en décembre 1974 avec cette déclaration préliminaire : « L'anarchisme ne peut plus se contenter de répéter ce qui fut vrai hier. Il doit inventer ce qui correspond à sa mission d'aujourd'hui. »

Son livre *L'Increvable Anarchisme* était paru en 1971 avec en exergue* un salut à ses « compagnons de la chevauchée anonyme » du Groupe international. Il marquera son époque.

Après trois années d'intense activité, Ridel-Mercier met fin à ses jours à Collioure le 20 novembre 1977 (en souvenir du fatidique 20 novembre 1936 qui vit tomber Buenaventura Durruti?), et c'est Carpentier qui est chargé d'annoncer la « nouvelle » aux copains d'antan.

* *L'Increvable Anarchisme*, UGE, 1970 (réédition Analis, 1988, d'où l'exergue a été curieusement retiré).

LUCIO RUANO

APRÈS DES MOIS de recherches, nous avons reconstitué le parcours de cet homme à la personnalité complexe, qui occupa un poste de responsabilité dans le mouvement libertaire et fut pourtant en grande partie oublié par l'historiographie anarchiste. Mais comme dans bien d'autres aspects de la guerre civile espagnole, des questions restent encore sans réponse, à commencer par la véritable identité de Ruano, ainsi que celle de son frère.

Première époque : Argentine, 1931 – Barcelone, juillet 1936

Selon un rapport du juge Eduardo Quintela du 30 juin 1941 (*sumarísimo* Justo Bueno), le nom véritable de Lucio Ruano serait «Rodolfo Prina, Argentin, braqueur dans son pays et en Espagne, fiché par la police sous le nom de Lucio Ruano Segundez». Il y est aussi question de Julio, son frère*. Dans tous les cas, Lucio Ruano est bien argentin. Il fait partie en 1930 d'un groupe d'anarchistes expropriateurs qui commet des attaques à main armée contre des banques pour le compte du mouvement, et des attentats contre la police qui les persécute. En suivant la piste «Prina», nous trouvons des éléments intéressants dans le livre d'Osvaldo Bayer sur *Les Anarchistes expropriateurs*. Il y est question de Julio et Toni Prina. En voici des extraits (l'action se passe en 1931, à Avellaneda, en Argentine, à un moment où le groupe anarchiste de Morán, traqué par la police du major Rosasco, décide de réagir) :

Dans cet affrontement, la seule chose qui peut favoriser les anarchistes est l'effet de surprise. Les expropriateurs acceptent la proposition de Morán. Julio Prina, un étudiant en philosophie, viendra de La Plata. Le «bébé» Lacunza sera également au côté de Morán. Fils unique d'un paysan de San Pedro, il a fait ses premières armes avec Di Giovanni et Emilio Uriondo dans l'attaque de la compagnie d'omnibus La Central. Le troisième homme qui accompagnera Morán comme chauffeur sera l'Espagnol González dont la vie romanesque atteindra son apogée en 1944 quand il entrera sur un char de la division Leclerc dans Paris libéré. Enfin, il a le soutien de l'«ingénieur», un des personnages les plus intéressants du groupe. Il est en soi ennemi de la violence, parce qu'il soutient qu'il est possible de combattre la bourgeoisie par d'autres moyens plus

* En fonction des déclarations de Bueno, on peut penser que l'aîné, Lucio Ruano, est en fait Julio Prina (voir la photo, page suivante), et que Rodolfo est le cadet.

ingénieux. Mais, quand ses camarades le sollicitent, il est capable de participer à l'action la plus dangereuse et la plus risquée qui soit.

Le 12 juin 1931, au soir, le major Rosasco, accompagné du maire-adjoint de la commune d'Avellaneda, Eloy Prieto, quitte le commissariat pour aller dîner au restaurant Checchin situé à 150 mètres de là. Rosasco est très content, il vient de raffer 44 anarchistes, parmi lesquels des jeunes distribuant des tracts intitulés «À mort Rosasco!» À vrai dire, ces gars vont perdre l'envie d'imprimer, ne serait-ce que *Le Petit Chaperon rouge*. Rosasco a appelé les journalistes pour leur annoncer qu'il a déjoué un autre complot anarchiste. Ils pénètrent dans le restaurant et demandent l'entrée qu'ils mangent d'un très bon appétit. Alors qu'ils ont terminé le premier plat, «cinq individus correctement vêtus» descendent d'une voiture. L'un d'eux s'assied à une table à côté de la porte et les quatre autres vont jusqu'au fond, comme s'ils se dirigeaient vers la cour. Une plaisanterie vient de provoquer les éclats de rire du major Rosasco quand, soudain, les quatre individus s'arrêtent devant la table. L'un d'eux s'avance. Il a l'allure d'un Criollo et la corpulence d'un taureau. Il se dirige vers Rosasco et lui lance : «Sale porc!» Rosasco se lève lentement, les yeux exorbités. L'inconnu, qui n'est autre que Juan Antonio Morán, sort, avec la même lenteur, un Colt 45 et lui tire cinq balles, toutes mortelles. Les cinq hommes prennent aussitôt la fuite et, pour les couvrir, Julio Prina continue de tirer quelques balles qui blessent légèrement un jeune et Prieto. Ici commence un nouvel acte de ce drame. Dans sa fuite, un des anarchistes trébuche et passe à travers une vitrine. Ses camarades sont déjà dans la voiture et l'attendent, pensant qu'il s'agit d'un accident bénin. Mais ce n'est pas le cas : le jeune homme – Lacunza – ne se relèvera pas. Il est mort. Les anarchistes reviennent rapidement sur leurs pas pour prendre le corps de leur compagnon. Ils arrivent à le mettre dans la voiture et partent à toute allure. [...]



Julio Prina.

L'assassinat est un véritable défi des anarchistes subversifs contre le gouvernement, l'armée et la police. Et les policiers chargés de l'enquête auront carte blanche ; malheureux l'anarchiste tombé entre les mains des autorités ces jours-là ! [...] La police n'a jamais pu découvrir qui furent les assassins de Rosasco, bien qu'elle ait toujours suspecté le timonier Juan Antonio Morán. Il fut d'ailleurs condamné à mort par contumace. Nous publions pour la première fois, dans ce

livre, la version exacte de l'assassinat du major Rosasco et les noms des personnes impliquées. [...]

Malgré la répression et les pertes, le mouvement des anarchistes expropriateurs se montre encore fort dans les années 32 et 33, principalement à La Plata, à Avellaneda et dans la capitale. [...] Ils poursuivent au même rythme attaques à main armée et tentatives d'évasion de prisonniers. [...] Les frères Prina de La Plata (Julio et Toni) agissent avec Juan Antonio Morán, Daniel Ramón Molina (qui travaille au port), Julio Tarragona, Ángel Moure, Pedro Blanco et Víctor Muñoz Recio. Ce sont deux petits groupes, mais ils se battent jusqu'à la fin. Fin 1932, à l'initiative de Rafael Lavarello et avec l'aide de Morán, Prina, Molina et Gatti, un nouveau tunnel est creusé. Cette fois, il part d'un appartement proche du pénitencier, pour libérer Emilio Uriondo et d'autres anarchistes. Il est encore mieux conçu que celui de Punta Carretas. Il fait 58 mètres de long et atteint la buanderie de la prison. Mais après avoir creusé 23 mètres, ils doivent s'interrompre car tous les hommes impliqués sont surveillés de près par la police. [...] Ensuite se succèdent les coups de l'implacable commissaire Fernández Bazán [...] les frères Prina s'enfuient en Espagne. Le 28 juin [1933], une brigade de la police encercle une maison de l'avenue Mitre à Avellaneda et surprend Juan Antonio Morán endormi [...]. Tout est terminé. Il n'y a plus d'hommes dehors pour libérer ceux de dedans.

Beaucoup d'autres Argentins, Espagnols et Italiens fuient Buenos Aires et la plupart rejoignent l'Espagne. Quelle que soit son identité, Lucio Ruano a dû suivre un parcours similaire à celui de Julio Prina. Selon le cénétiste Jacinto Toryho, on remarque, parmi les jeunes anarchistes arrivés d'Argentine en 1933, et qui s'adonnent immédiatement aux activités à risques du braquage, deux frères qui, selon Paz, sont les Ruano (Paz, 1996, p. 425).

Lucio Ruano s'intègre assez vite dans les Cadres et Comités de défense des anarchistes catalans. Récemment constitués, ces groupes clandestins très offensifs et très mobiles entrent en action en cas de grève générale, d'insurrection ou de durcissement de la répression, quand ils ne font pas du renseignement. La CNT a le plus souvent vécu dans la clandestinité, et à certains moments de son existence, elle a dû faire face, seule, à une terrible répression. Des «groupes de défense» qui lui sont liés, spécialisés dans la lutte contre les *pistoleros* du patronat, existaient déjà dans les années vingt; et comme on l'a vu dans

la note n° 36*, des unités constituées d'hommes d'action pouvaient agir ponctuellement sous le contrôle plus ou moins masqué de la Confédération. Les Cadres et Comités de défense servaient de liaison entre la CNT et la FAI, et endossaient la responsabilité des actions offensives et défensives (insurrections, attentats, sabotages, soutiens de grèves, boycottages). Selon César M. Lorenzo, ils se mouvaient dans le plus grand secret, y compris à l'égard des organismes syndicaux officiels (Comité national et comités régionaux), et agissaient de manière autonome, ce qui n'était pas du goût de tout le monde dans l'Organisation. En 1933, pour García Oliver, grand amateur de « gymnastique révolutionnaire », aucune tâche ne paraît plus importante que le renforcement de ces groupes d'action, capables d'assumer l'inévitable affrontement avec la réaction.

En 1934, avec l'Argentin Tomé Martín ou les Espagnols Martínez Ripoll et Justo Bueno, Ruano fait partie de ces groupes d'action de la *militancia*, tout en continuant à pratiquer les *atracos*, expropriations individuelles ou braquages, pour financer l'Organisation. Il se trouve que le journal *La Publicitat*, organe de l'organisation catalaniste Acció Catalana, publie en avril et mai de la même année deux séries d'articles intitulées « Els gàngsters de Barcelona » et « L'organització de l'anarquisme a Catalunya i a Espanya ». L'auteur, le journaliste Josep Planes, engage à sa façon un bras de fer avec la CNT. On lit dans cette chronique quasi journalière que les gangsters auraient reçu un renfort considérable, sur Barcelone, avec l'arrivée de plus de trois cents anarchistes espagnols rentrés d'Argentine. Ruano est cité pour avoir, avec Pau Fabrès i Murlé, posé des bombes et mené des actions de sabotage. En outre, Planes lui attribue l'exécution de deux indicateurs de police.

Cette attaque en règle contre la CNT aura des conséquences. Il y a effectivement de plus en plus de braqueurs à Barcelone. Tous ne sont pas aussi intègres que Durruti ou ses compagnons, et certains militants utilisent l'essentiel du butin à des fins personnelles. Tant et si bien qu'Ascaso déclare un jour :

Il faut en finir avec les braquages, ou bien les braquages en finiront avec nous !

* Nous y évoquons la création du groupe des *Solidarios* en 1922, chargé par la CNT d'exécuter des membres des hautes sphères de l'État. Dissous après ses premières actions, il sera en quelque sorte réactivé par la création d'un autre groupe de combat, *Nosotros*, qui lui succédera en 1933. Constitué à peu près par les mêmes hommes d'action, Durruti, Ascaso, Jover et bien d'autres, il pratique également des braquages pour financer le mouvement libertaire.

Ainsi, au mois de mai 1935, lors d'une réunion clandestine, Durruti et Ascaso exposent aux hommes d'action présents, parmi lesquels les frères Ruano et beaucoup d'autres jeunes Argentins, la nécessité d'arrêter les expropriations et autres actes violents individuels. Durruti intervient pour souligner que la multiplication des braquages met en péril l'unité organique du mouvement anarchiste, et surtout qu'elle peut entamer le prestige de l'Organisation aux yeux de la population. Au cours de la discussion, Durruti se voit reprocher par Ruano – remarqué par certains participants comme un jeune anarchiste «soutenant d'étranges théories sociologiques sur l'expropriation» – de condamner des activités qu'il avait jusque-là pourtant pratiquées. Durruti lui répond tranquillement que les temps changent, que des centaines de milliers d'ouvriers affiliés à la CNT attendent de procéder à la «grande expropriation collective», et qu'il n'y a plus de place pour les actes individuels, devenus contre-productifs et caducs. Ceux qui veulent continuer à les pratiquer doivent désormais sortir de l'Organisation. Ruano est décrit par le milicien X (voir la note n° 53) comme étant très attaché à Durruti, et il finit par se ranger à sa position. Les *atracos* cesseront petit à petit.

Par contre, les attentats restent à l'ordre du jour, notamment dans le cadre de la stratégie mise en place pour contrer le coup d'État que beaucoup voient venir. Et là encore, la CNT veut contrôler la situation. Les relations sont à ce moment très tendues entre la Confédération et les catalanistes d'Estat Català dont les *escamots*, leurs groupes de partisans, ont plusieurs fois servi de supplétifs pour briser des grèves confédérales, comme celle des transports en 1933*. Quand leur chef Miguel Badía revient de son exil pour entrer au gouvernement de la Généralité, les comités de défense de la CNT décident de l'abattre. Selon le témoignage du milicien X, Badía et son frère sont exécutés le 26 avril 1936 dans la rue Muntaner par Justo Bueno et Lucio Ruano. Les deux autres intervenants, en protection, sont José Martínez Ripoll et José Pla, militants du syndicat de la Métallurgie. Cet attentat secoue

* Décelant dans cette organisation des tendances fascistes, le groupe *Nosotros* avait tenté en 1934, mais sans succès, d'éliminer son chef Josep Dencàs, qui était la même année conseiller à l'Ordre public de la Généralité, avec sous ses ordres Badía, en tant que chef de la police (Gallardo & Márquez, 1999, pp. 79 et 80). Dencàs se réfugiera dans l'Italie de Mussolini après l'échec du soulèvement d'octobre 1934. Revenu en février 1936 en Espagne, il repart pour l'Italie juste avant juillet. Durant les premiers mois de la révolution, Dencàs complotera contre le pouvoir en place en Catalogne (García Oliver, 1978, pp. 159, 177, 254 et 581).

la capitale catalane* : la presse (et surtout Josep Planes) désigne Justo Bueno et d'autres militants comme les auteurs de l'attentat. Ces derniers sont arrêtés, incarcérés puis relâchés le 25 juin. Puis, le 18 juillet, éclate le *pronunciamiento* des généraux.

Deuxième époque : juillet 1936 – novembre 1936

L'action de renseignement des Cadres de défense** et la mise en place d'une organisation capable de faire face aux militaires portent leurs fruits à Barcelone le 19 juillet*** : dans la foule des militants qui se lancent à l'assaut de la caserne d'Atarazanas et écrasent la rébellion militaire, tout le monde remarque la présence de García Oliver, Ascaso, Durruti, Jover, Ortiz, Fernández, Sanz, Carreño, Bueno, Ruano, et de bien d'autres qui payent ainsi de leur personne. On retrouvera ces hommes devenus prestigieux aux postes de responsabilité pendant la révolution, tant sur le front qu'à l'arrière. Une partie des membres des Cadres de défense catalans rejoindront les groupes des *Investigaciones* d'Escorza, d'autres intégreront les Patrouilles de contrôle ou les comités de guerre des colonnes****.

Lucio Ruano, comme on le sait, part sur le front d'Aragon avec Durruti et fait partie du Comité de guerre de sa colonne. Il conduit avec succès plusieurs offensives, jusqu'à ce qu'il remplace Buenaventura à la tête de sa colonne, à la mi-novembre 1936, quand ce dernier rejoint le front de Madrid. Dans les actes de la réunion des Comités du 11 novembre 1936 à Barcelone, le rapporteur écrit, en substance, que

* Aujourd'hui encore, de nombreux livres reviennent sur cette affaire, et les catalanistes continuent de régler leurs comptes avec les anarchistes. (Cf. Solé & Villaroya, 2004 (vol. 1) ; Ros, 1996 ; Benet, 2003.)

** Les hommes d'action de la CNT mirent en place des relations étroites avec les conscrits, en suscitant la formation de Cadres de défense CNT à l'intérieur même des casernes, et en sympathisant avec de jeunes officiers qui participeront à l'écrasement de la rébellion en juillet 1936.

*** Par contre, il n'existait pas, au même moment, à Séville, à la Corogne ni à Saragosse d'organisation aussi efficace.

**** À Madrid, les Cadres de défense sont aussi maintenus pendant la révolution. C'est Eduardo Val qui les organise quartier par quartier. Cela aura son utilité en octobre 1936 lors de la défense de la capitale, et pour empêcher la domination totale de la ville par les communistes. Les hommes d'action de la CNT joueront aussi un rôle pendant les événements de mai 1937 et après, puisque les anarchistes redeviendront la bête noire de l'État. En juin, la CNT décréta la dissolution des Cadres de défense, mais certains militants les reconduiront sous d'autres formes. (Cf. Godicheau, 2004, p. 316.)

la partie de la colonne Durruti qui reste en Aragon sera sous le commandement de Ruano et de Campón. Abad de Santillán, qui a longtemps vécu en Argentine et nourrit des griefs à l'égard des anarchistes expropriateurs, suggère que l'on remplace Ruano par quelqu'un d'autre, car, selon lui, il a un caractère autoritaire et indocile. Ricardo Sanz est proposé, bien que l'on sache qu'il ne sera pas aussi fédérateur que Durruti, lequel savait maintenir la cohésion de la colonne. Finalement, un communiqué du journal *El Frente* (n° 43 du 13 novembre 1936) confirme la nomination officielle de Ruano, secondé par un Comité de guerre composé des compagnons Campón, Bargalló, Cuba, Pablo [Vagliasindi], Esplugas et Busquets.

Troisième époque: de la mort de Durruti à celle de Ruano.

Débutons par le résumé d'un extrait (chapitre 2, pp. 33-37) de l'ouvrage de Joan Llach, *La muerte de Durruti*: parmi les responsables qui ne partent pas à Madrid avec Durruti en novembre 1936, il y a les deux frères Ruano. Les Ruano étaient deux de ces indésirables qui habituellement se mêlent à tous les mouvements et organisations, et qui en détériorent l'ambiance. Leur seule loi était celle de l'expropriation à leur seul bénéfice, s'imposant en toute occasion avec le revolver. Le père des Ruano avait protégé Durruti des poursuites de la justice argentine après le braquage de la banque San Martín (au début des années 1920)*. Durruti était un homme qui n'oubliait pas les services rendus; l'accueil qu'il réserva aux frères Ruano en Aragon, en leur accordant toute sa confiance, fut à la mesure du geste du père. Il les considéra tous deux comme ses autres amis privilégiés, dont il était inséparable: Mira, Mora, Mariño, Ros et bien d'autres. Durant l'absence de Durruti, les deux Ruano, comme tant d'autres de la même espèce, établirent leur propre loi, sans que personne ne se risquât à les en empêcher. Durruti avait emmené avec lui les meilleurs de ses hommes et laissa en Aragon un contingent de miliciens honnêtes, où se mêlaient des individus douteux. Les Ruano œuvrèrent sans aucun scrupule ni aucune limite.

Ce tableau confirme ce que nous avons évoqué dans les notes n°s 40 et 46: Ruano se comporta brutalement avec les miliciens et en fit fusiller deux, jusqu'à provoquer un fort ressentiment à son égard. Beaucoup pensent que ce n'est qu'après la mort de Durruti que l'Argentin

* Il est dommage que Llach ne cite aucune de ses sources; nous ne savons pas d'où il tire l'information concernant le père des Ruano.

laissa libre cours à des penchants violents et autoritaires. Selon le milicien X, Durruti n'a jamais fait fusiller de combattant de sa colonne pour reculer devant l'ennemi ou désertion, contrairement à ce qu'avancent certains calomniateurs. Cela n'était pas nécessaire, car il arrivait à maintenir une grande cohésion chez les miliciens, et la plupart avaient une grande confiance en lui. Par contre, Ruano ne maîtrisait pas la situation et manquait d'envergure. Il ne parvint pas à assumer la succession.

En ce cas, ajouterons-nous, on ne peut exclure que les exécutions attribuées à Durruti soient à verser au crédit de Ruano. En outre, à une date que nous ne connaissons pas, et toujours selon notre informateur, il fait fusiller un jeune milicien qui a quitté le front sans autorisation pour retrouver sa famille. Les Jeunesses libertaires font savoir qu'elles le vengeront, mais Ruano ne les craint pas et se rit de leur menace :

Qu'ils viennent! dès qu'ils me verront, ils s'enfuiront comme des lapins!

Il faut préciser que Ruano n'est pas isolé : dans la zone d'action de la colonne Durruti se trouvent plusieurs des membres des Cadres de défense, et notamment Justo Bueno*. Les deux compères sont décrits comme des hommes grands et baraqués, d'une grande efficacité militaire, et leurs méthodes expéditives inspirent une grande crainte.

Pour compléter le tableau, nous rappelons que Ruano se remplit les poches sur le front**, et il ne doit pas être le seul. Cela se produit, aux dépens des « fascistes » arrêtés et exécutés, comme de la population villageoise. On ne connaît pas l'ampleur de ce phénomène, ni la proportion de militants de longue date qui s'y adonna. La question se pose de savoir s'il faut mettre ces comportements individualistes, et en rupture avec la morale anarchiste, en rapport avec la mort de Durruti et le recul évident du processus révolutionnaire, ou pas***.

* Voir la note n° 21 et la notice biographique sur le personnage.

** Ajoutons qu'il a aussi fait fusiller Jaime Boguñá, l'ex-délégué de la Section des statistiques, autrement dit le comptable de la Colonne, pour avoir détourné à son profit la solde de plusieurs miliciens. Le communiqué officiel du 8 décembre 1936, signé du Comité de guerre, annonçant son exécution, se conclut par ces mots : « Nous affirmons notre position irréductible face à ceux qui abusent de la confiance que nous déposons en eux, et qui tentent de s'enrichir aux dépens des compagnons. » Ruano ne manquait pas d'air...

*** Voir le point de vue de García Oliver sur « le rôle du révolutionnaire conscient, capable de réagir contre la rupture de frein » qui se manifeste lors d'un processus révolutionnaire (*À contretemps*, n° 17, p. 24).

Quoi qu'il en soit, Ruano quitte le front, probablement à la fin du mois de janvier 1937, après qu'une sorte de procès le concernant s'est tenu à Sariñena le 26 du mois, où il est décidé que l'Argentin rendra aux villageois tout ce qu'il leur a volé. Sa présence et son action à Barcelone pendant les journées de mai* donnent à penser qu'il a encore sa place dans le mouvement et qu'il officie toujours dans les Comités de défense. Pour autant, il semble qu'il continue à vaquer à des affaires lucratives en compagnie d'autres anciens braqueurs, autour du garage de la colonne Durruti, réquisitionné par le syndicat de la Métallurgie. Comme nous l'avons exposé dans la notice biographique de Bueno, cet atelier de mécanique servait de planque pour les valeurs réquisitionnées** par le petit groupe, et fut le théâtre du meurtre de l'aviateur français Jean-Marie Moreau, dont Bueno et Ruano sont réputés coupables. Laissons Josep Benet raconter la suite des événements, toujours à partir de la consultation du même dossier judiciaire :

Mais un jour, Bueno découvrit que les frères Ruano [...] préparaient leur fuite à l'étranger en compagnie de leurs maîtresses respectives, à bord d'un yacht, et avaient l'intention d'emporter le trésor accumulé, le plantant là. Bueno, avec fourberie, invita séparément et à des heures différentes chacun des frères Ruano, accompagné de son amante, à venir le voir au garage. Avec la collaboration de son ami Martínez Ripoll, il les assassina tous les quatre. (Benet, 2003.)

Bueno, dans une lettre au juge en octobre 1942, donna sa version de l'affaire : depuis longtemps déjà, des miliciens du front venaient au garage dans l'idée de faire la peau de Ruano. À l'occasion d'un de leurs

* L'article de Severino Campos, paru dans *Le Combat Syndicaliste* du 23 décembre 1976, évoque les journées de mai 1937 : « [dans l'après-midi du 5] Julian Merino [...] convoque une grande réunion [...] ; il y avait Aurelio Fernández accompagné des frères Ruano. [...] Le choix dominant était « d'attaquer à fond, quoi qu'il advienne ». On décida de créer deux commissions, une qui agirait dans le centre, l'autre sur le Paralelo, près de la place d'Espagne. Ce n'était pas facile pour la commission qui devait rejoindre le Paralelo de franchir la porte de la Maison de la CNT-FAI [En face, le PSUC les menaçait de ses mitrailleuses]. [...] Devant cette situation, Ruano l'aîné nous demanda si nous voulions sortir rapidement de là ; devant notre réponse affirmative, il demanda des bombes à main et avec une adresse magistrale (qu'il utilisa également, entre autres, contre les libertaires sur le front), il nous ouvrit le chemin à coups de bombes et amena la commission là où elle devait aller. »

** En principe, la CNT les destinait à l'achat d'armes.

passages, ils apprirent que les deux frères devaient repasser une heure plus tard au garage. Comprenant ce qui allait survenir, Bueno quitta les lieux, sans rien faire pour avertir l'Argentin. Il apprit le lendemain que ces miliciens avaient descendu les frères Ruano, ainsi que leurs compagnes*. Il précise en outre que Ruano avait accumulé un gros magot à des fins personnelles et qu'il comptait s'enfuir avec, après avoir acheté un bateau. Son frère cadet aurait sollicité à cet effet auprès de l'ambassade d'Argentine un passeport.

Cela dit, Bueno, dans sa déposition devant Quintela en juillet 1941, avança une version différente : les frères « étaient déjà en train de préparer les valises pour les transporter au “yacht”, dans lequel ils avaient préparé une cachette pour le trésor, quand le déclarant [Bueno] et ses compagnons du garage apprirent tout et se mirent d'accord pour tuer les deux frères. [...] Le déclarant resta dehors, et les autres se postèrent à l'intérieur [du garage] avec les armes préparées ; Rodolfo arriva le premier avec sa compagne [...]. Comme trois minutes plus tard Julio, l'ex-chef de la colonne auteur matériel des vols, arriva accompagné aussi de sa compagne », ils furent tous les quatre abattus, et leurs corps furent enterrés sur place.

Terminons par un ultime éclairage, fourni par le milicien X, qui a bien connu Ruano et Bueno. Il tient ses informations de celui-ci, et nous résumons son propos, tel que nous l'avons reconstitué :

Ruano envisage de partir pour l'Extrême-Orient en compagnie de dix autres militants membres du syndicat de l'Alimentation et de celui de la Métallurgie, parmi lesquels José Pla. Ruano informe Bueno – qui fait partie du voyage – de ses plans : une fois le bateau parti, il compte liquider les dix autres pour récupérer leur fric, et s'emparer de la femme de Pla, qui lui plaît mais se refuse à lui. Bueno aurait à la limite accepté pour les militants de l'Alimentation, qu'il considère comme des petits voyous, mais descendre Pla, militant très connu, et qu'il respectait profondément, cela ne passait pas**. Malgré son amitié pour Ruano, il révèle toute l'affaire aux futures victimes. Lors d'une réunion en juillet 1937, ils décident tous d'en finir avec Ruano, ainsi que son frère,

* Lucio avait séduit la femme du chef de colonne Cristóbal Aldabaldetrecu, et ce dernier, pour cette raison, cherchait également à lui régler son compte.

** C'est le milicien X qui nous a appris que José Pla avait été protagoniste de l'élimination des frères Ruano et de l'exécution des frères Badía ; et on doit remarquer, au passage, que Bueno prend bien soin, dans ses déclarations, de ne jamais avancer son nom.

qui le suivait partout comme son ombre. Du même coup, on convient d'éliminer également leurs compagnes, car elles constitueraient une menace de dénonciation ou de vengeance. Bueno fait alors l'appât pour attirer les Ruano au garage «Durruti», puis se retire de l'opération, ne voulant pas directement participer à l'action contre son ami. Ce sont quatre militants de la Métallurgie* qui exécutent, le 15 juillet, les quatre personnes. L'élimination des Ruano n'est pas décidée par des militants, en secret et pour leur propre compte, ni par Escorza, mais en accord avec la CNT, au moins au niveau régional (comme semblaient d'ailleurs l'annoncer les propos tenus lors de la réunion du CR, le 27 janvier 1937).

Le lendemain, Bueno, Ripoll et Latorre quittent l'Espagne.

Il nous manque encore sans doute des éléments pour conclure. En tout cas, Ruano devenait gênant pour tout le monde, et il avait probablement dépassé les limites, y compris aux yeux de ses propres amis.



* Nous ajoutons l'information suivante: selon la déposition de Luis Latorre, co-inculpé de Bueno, le 10 juillet 1941, les exécuteurs étaient plus nombreux: «[...] le déclarant vit sortir les auteurs du délit, parmi lesquels il se souvient de Liberto Ros Garro, José Mariño Carballada [sic], un certain Gomez, qui était le président du syndicat de la Métallurgie, et que l'on surnommait «Gomez le Terrible», Rafael Selles, Vicente Ferrer Cruzado, José Martínez Ripoll et José Pares, sans qu'il se souvienne d'autres.»

CARLO SCOLARI

CARLO SCOLARI est né de l'union de Luigi Scolari et de Maria Colombo à Val Marchirolo (Varese) le 8 octobre 1898.

Il passe ses quinze premières années à Val Marchirolo, puis suit son père à Zurich pour travailler comme maçon.

En 1914, ils sont rapatriés et Carlo effectue son service militaire dans l'Artillerie. Il est enrôlé mais ne participe pas aux combats, en raison d'une malformation à la main gauche.

En 1919, il est démobilisé, et il reprend son métier de maçon.

En 1926, après quelques séjours saisonniers en France, il s'y fixe, dans les Pyrénées. Puis, après un séjour à Alger, il se rend en 1930 à Toulon, où il reste jusqu'au printemps 1936. Ses parents regagnent alors l'Italie et il déménage à La Seyne-sur-Mer. C'est là qu'il fait la connaissance d'un certain Balard, qu'il dit espagnol, dans son interrogatoire de décembre 1941, et prénomme Michele (sans doute une italianisation de Miguel ; il est à noter que ce même Balard apparaît comme français dans d'autres documents). Ils partent ensemble en Espagne le 28 août 1936. Scolari est suivi par la police italienne depuis 1933, quand le consulat de Toulon le signale comme « un des plus turbulents et plus actifs subversifs » de la ville. Il est alors considéré comme anarchiste. Dès son arrivée à Barcelone, il est pris en charge, en compagnie de Balard, par la colonne Durruti et transféré à Pina. D'après ses dires à la police en décembre 1941, il ne combat que trois mois, puis se déplace à Barcelone pour travailler dans une coopérative de distribution alimentaire, avant de s'employer comme aide-charpentier sur le port. On peut se douter qu'il ment à la police, puisque deux notes d'information l'ont signalé de passage à Toulon fin 1936 ou début 1937 et en décembre 1938, en raison de blessures qu'il est venu faire soigner. On sait par ailleurs, grâce au témoignage de Robert Léger en 1984, qu'il a été incorporé pendant quelques semaines dans le service dit des Investigations (dépendant des anarchistes) de contrôle des frontières à Port-Bou. Léger le décrit, en compagnie d'un autre Italien dont il a oublié le nom, comme un « véritable idéaliste ».

En mars 1940, et encore en octobre de la même année, il est signalé par le consulat de Toulon comme détenu au fort Sainte-Catherine, « en compagnie d'autres subversifs ». Dans son interrogatoire, Scolari omet cet épisode et déclare s'être déplacé à Bordeaux, où il aurait alors travaillé de juillet 1939 à septembre 1941, date à

laquelle il dépose une demande de rapatriement auprès du consulat local. Il se rend le 23 novembre 1941 à Bardonnechia, où il est arrêté et interrogé. Le 29 décembre, il est condamné à 5 ans de relégation à Ventotene. On note que dans son interrogatoire, il donne trois noms de compatriotes ayant combattu à ses côtés, mais il faut remarquer que le premier, Castellani Mario, porte sans doute un faux nom, car il ne sera pas identifié par la police (il s'agit sans doute du Mario du manuscrit), que le second, Raineri, est vraisemblablement Pietro Ranieri, mort à Farlete le 4 octobre 1936, et que le troisième, Giua Lorenzo, est alors décédé, ce que Scolari devait savoir, puisque Gimenez en fait lui-même mention.

Cf. ACS-CPC.



PIETRO PAOLO VAGLIASINDI

ALIAS PABLO DANS LES SOUVENIRS D'ANTOINE GIMENEZ

SELON l'état-civil établi par la police politique de Rome, Pietro Vagliasindi est né à Bergame le 21 septembre 1889, de l'union de Casimiro Vagliasindi et de Marina Battisti. Son père est général de division de l'armée.

Voici un aperçu de la trajectoire politique et militaire de ce singulier personnage, reconstituée à partir de rapports de la police politique mussolinienne*, et de documents saisis par les anarchistes espagnols en 1936**.

Pietro Vagliasindi devient officier pendant son service militaire en 1911, puis il prend part à la Guerre mondiale. Il suit D'Annunzio dans l'affaire de Fiume***, et devient un aviateur célèbre. Ensuite, il se stabilise à Milan, où il vit bourgeoisement. En très bons termes avec la famille royale et avec la hiérarchie fasciste, il entretient des rapports directs avec Mussolini. Mais il semble en désaccord avec l'assassinat en 1924 de l'avocat Matteotti, secrétaire général du PSI. Pour cela, il est contraint de s'éloigner d'Italie, et il part comme pionnier en Afrique orientale.

Après diverses interventions en Arabie occidentale, Vagliasindi effectue, à partir de juillet 1924, des missions de renseignements en France, où il approche les milieux fascistes dissidents. Il fréquente aussi les casinos et les salles de jeux. En 1925, on le signale à Monte-Carlo, puis à Paris où, par l'intermédiaire du commissaire de police Sabbatini, le baron Romano Avezana, ambassadeur d'Italie, le charge d'une mission politique : sonder les intentions du dissident Carlo Bazzi. Il semblerait que Vagliasindi accepte cette mission avec des réserves.

En réalité, il est devenu l'ennemi personnel de Mussolini depuis 1925. La même année où Vagliasindi est promu lieutenant-colonel de l'armée, une enquête disciplinaire est diligentée contre lui, ce qui le

* Cf. ACS-CPC, PP B 5281, qui contient deux gros dossiers, n° 86811. Ils portent l'estampille « Antifasciste » et semblent avoir été ouverts en 1927. Le dernier rapport le concernant date du 28 août 1943. Avant et pendant la guerre civile espagnole, Vagliasindi sera régulièrement approché par les services secrets italiens.

** Cf. IISG, FAI, paquet 44 B9, micro-film n° 91.

*** Ancien nom de Rijeka : ce port actuellement en Croatie fut revendiqué par l'Italie et la Yougoslavie après la Première Guerre mondiale. Il fut occupé en 1919 par une troupe levée par D'Annunzio et, bien qu'érigé en ville libre par le traité de Rapallo en 1920, il revint à l'Italie en 1924.

rend furieux. Alors, à partir de 1927, il commence à s'isoler du milieu fasciste, à Bruxelles notamment, où il va se lier avec le consul italien Giuriati, qui le soutient.

Entre-temps, Vagliasindi a été expulsé de France le 10 février 1927, pour espionnage militaire. Les journaux français relatent l'affaire, en soulignant que le statut de ce militaire italien est ambigu. Ils précisent que dans les milieux garibaldiens qu'il fréquentait, il est considéré comme antifasciste, mais qu'il a touché de l'argent de l'Ambassade italienne de Paris, en paiement de services bien précis.

En Italie, sa situation continue de se dégrader : le 28 juillet 1928, Vagliasindi fait l'objet d'un avis de recherche et son dossier porte l'estampille « subversif ». Le colonel se voit finalement rétrogradé comme soldat d'infanterie en 1929 pour « indiscipline ». Il doit finalement quitter l'Italie, à cause de ses « divergences d'opinion avec Mussolini », et se réfugie en Belgique. La nature tout à fait personnelle du conflit entre Vagliasindi et le gouvernement fasciste est clairement confirmée par le contenu de son testament en date du 30 juillet 1928 :

L'unique et seul responsable de ma mort éventuelle est Benito Mussolini, étant donné que comme ennemi personnel je n'ai que lui et que c'est lui le seul qui ait de forts intérêts et des raisons pour tenter de me faire supprimer.

En décembre 1929 et en janvier 1930, Vagliasindi projette de lancer une grande campagne de presse contre Mussolini. Mais il se borne à faire publier dans le quotidien de Bruxelles, *Le Soir*, une série d'articles (rédigés par le fasciste dissident Carlo Bazzi), dans le double but de frapper les chefs de l'émigration antifasciste, et de se venger de Mussolini.

En 1931, la France accepte à nouveau de l'accueillir : il se rend deux à trois fois par semaine à Argenteuil pour effectuer des essais de vol sur hydravion avec des amis aviateurs. Il semble qu'il ait voulu promouvoir la création d'une association d'aviateurs antifascistes italiens, prêts à passer à l'action. Divers documents de la police italienne, datant de 1933, rendent compte des activités de Vagliasindi à Nice, à Monte-Carlo, etc. Il est maintenant considéré comme antifasciste. Il est consigné dans un rapport qu'il va en Espagne « pour des raisons inconnues ».

En avril 1933, l'ex-colonel loge dans une pension barcelonaise. Il mène alors une vie « retirée et mystérieuse ». Il porte à la boutonnière des médailles obtenues à la guerre. Il cherche à entrer en relation avec

l'équipage de la compagnie d'aviation italienne Gênes-Barcelone, s'intéressant aux caractéristiques des appareils.

En 1934, Vagliasindi habite avec une comtesse belge dans une villa de Sitges, en Catalogne. Il vit à l'aise, en possession d'une collection de timbres, qu'il vend à des philatélistes. Le 21 août 1934, il écrit à un nommé Faldella, vice-consul italien à Barcelone et un des chefs de l'OVRA (police secrète fasciste), une lettre très mystérieuse dans laquelle il est question de tractations pour se rendre utile à son pays, d'une « chose d'une extrême importance, qu'il faut conduire avec une grande habileté ». Le 22 août, ce Faldella lui répond d'une manière aussi sibylline.

Au cours de l'année 1935, la guerre italo-éthiopienne lui offrant l'occasion de demander sa réintégration dans l'armée, Vagliasindi entreprend depuis l'Espagne des démarches pour se mettre « aux ordres du roi et de la patrie ». Mais en même temps, il considère la guerre en Afrique orientale comme « stupide et ruineuse » et il continue dans ses correspondances à traiter Mussolini d'assassin et de voleur. Le 28 avril 1936, le consul général italien de Barcelone notifie à Vagliasindi que le ministère de la Guerre a repoussé sa demande d'enrôlement en Afrique orientale.

Un rapport, daté de septembre 1935, signale que Vagliasindi a en Espagne des contacts avec un certain Antonio Carniato, républicain. Un autre rapport, du 1^{er} juin 1936, évoque parmi ses relations Bruno Castaldi, opposant au régime.

Durant toutes ces années, il semble évident que Vagliasindi joue sur plusieurs tableaux à la fois. Travaillant indéniablement pour les services italiens, il fournit des renseignements à caractère militaire et politique. Il approche les milieux antifascistes et des fascistes dissidents. Au contact de ces derniers, on peut penser qu'il en devient un lui-même, et qu'il joue pendant un certain temps un double-jeu à l'égard de l'État italien. Au vu du maintien de sa disgrâce politique et militaire, son installation en Espagne en 1933 semble relever de sa propre initiative; mais c'est aussi l'endroit où se trouvent beaucoup d'antifascistes italiens, dont il cherche visiblement la compagnie: travaille-t-il encore pour l'agence de renseignements fasciste, joue-t-il là encore un double jeu, ou roule-t-il pour lui-même? Il peut sembler étonnant que ce militaire n'ait pas rejoint les troupes de Franco, avant le 18 juillet 1936.

Au début de la révolution espagnole – disent les rapports de la police mussolinienne – il ne veut pas participer au mouvement des

« rouges », mais il s' enrôle ensuite dans les milices antifascistes catalanes, où il se distingue au combat en tant qu' officier supérieur. Camillo Berneri pensait que Vagliasindi était un espion, mais l' enquête des anarchistes conclut par la négative.

Selon un document du 9 octobre 1936 émanant du Consulat général d' Italie de Barcelone (replié sur Saint-Jean-de-Luz), les anarchistes ont obligé Vagliasindi à travailler pour eux, mais il se serait ensuite pris de passion pour cette guerre. Approché par une personne de confiance du Consulat, il a exprimé son ressentiment à l' égard de sa patrie, qui n' a pas voulu de lui. Il estime avoir trouvé une autre occasion de faire son métier des armes. Un rapport de police du 24 octobre parle de l' état d' esprit de Vagliasindi du côté des « rouges » :

« Il collabore sur le front de Caspe avec un certain Bruno Castaldi [dossier n° 26453 de la police politique], commandant d' étape pour le ravitaillement de la colonne Durruti (Section italienne). »

Quelques mois plus tard, sa fiche est classée sous la rubrique : « Frontière, recherche pour arrestation ; » les services considèrent désormais l' ex-colonel comme un « dangereux antifasciste » et ils transmettent son dossier au Service d' investigation militaire [SIM] italien. En juin 1937, tout son dossier est transmis au ministère de la Guerre.

Grâce à Gimenez, on connaît une partie de l' activité militaire de Pablo dans la colonne Durruti sur le front de Saragosse. Pour Antoine, Pablo aurait été arrêté par les fascistes italiens lors d' une bataille sur le front d' Aragon fin 1938.

En réalité, d' après un document du ministère de l' Intérieur italien, « Vagliasindi a été arrêté par le SIM rouge durant l' été 1937 pour raisons politiques » ; il est localisé à Montjuich, puis à la prison de Segorbe. Le 24 mars 1938, après la prise de l' Aragon par Franco, il serait détenu près de Gérone. Peu avant l' occupation de cette ville par les troupes nationalistes en janvier 1939, Vagliasindi entre en France avec d' autres détenus politiques.

Curieusement, Vagliasindi décide ensuite de revenir en Espagne, certain de ne pas avoir de problèmes. Il passe la frontière au Perthus, mais sera reconnu et arrêté à Gérone en février ou en avril 1939, puis mis en prison. « Il avait été condamné à mort par les rouges pour avoir nettement refusé de commander des détachements contre les légionnaires italiens. Maintenant, il est accusé d' avoir combattu contre les nationalistes, » commentent les rapporteurs italiens.

Le 25 octobre 1939, Vagliasindi est mis à la disposition de la *Jefatura Superior del Servicio Nacional de Seguridad y Orden Público* de

Madrid. Il est condamné, le 29 mars 1940, à la prison à perpétuité par le conseil de guerre de Barcelone pour « avoir aidé comme technicien et conseillé la colonne Durruti et pris part aux activités sur le front d'Aragon d'août 1936 à février 1937. Pendant deux mois, il a travaillé à la fabrication de bombes à main avec le Polonais Vladimir Zaglowa, pour le bénéfice de l'Armée rouge ».

Le 8 décembre 1940, un *Pro memoria* est présenté au Duce, exposant le parcours de l'ancien (?) fasciste, qui, de son côté, envoie des courriers à ses derniers amis en Italie : il semble espérer une probable réhabilitation.

Début 1941, sa peine est commuée en vingt ans de prison et il reste incarcéré à la Modelo de Barcelone pour motifs politiques.

Un commandant de l'armée italienne, Ottavio Zoppi, entreprend des démarches pour le faire libérer, mais, selon un document du 25 janvier 1942, il serait question qu'on retire à Vagliasindi la nationalité italienne. Tout porte à croire que le Duce le laisse tomber.

À ce jour, nous n'avons pas retrouvé le dossier de Pietro Vagliasindi aux archives de la Modelo de Barcelone, ni à celles du Tribunal militaire de Barcelone. Son dossier (et sa personne ?) a du être transféré dans une autre prison : Salamanca, Guadalajara, Alcalá de Henares... Nous ne savons donc pas ce qu'il est advenu de Pablo...



FAMILLE VALERO LABARTA DE PINA DE EBRO*

« À partir de ce jour, je sus que j'avais trouvé une famille. »

LA MADRE, aussi appelée la « *tía Pascuala* », s'appelait Pascuala Labarta Uson. Nous avons deux photos d'elle, transmises par sa petite-fille Concha Valero. Tout le monde confirme que c'était une forte personnalité. La *Madre* est morte à Pina le 11 juin 1961, à l'âge de 70 ans.

Son mari s'appelait Vicente Valero Labarta ; il n'apparaît pas dans le récit de Gimenez, alors que ses enfants témoignent que les deux hommes discutaient souvent ensemble le soir, quand Vicente rentrait des champs. Sa famille le décrit comme un homme très gentil. Nous avons deux photos de lui, grâce à sa petite-fille María-Jesús. Il est mort à Pina dix ans après sa femme, le 9 mai 1971, à 89 ans.

Pascuala et Vicente eurent quatre enfants, dont l'aînée est María Valero Labarta, née le 9 avril 1913. Elle épousa avant la guerre Manuel (qu'Antoine prend pour un des fils de Pascuala), qui mourra jeune d'un cancer de la gorge, à une date que nous ne connaissons pas. Ils ont eu un fils en 1937, prénommé Jacinto. María vécut après la guerre à Barcelone ; elle eut une fille d'un second mariage (nous avons une photo d'elle, en jeune communiant, avec son grand-père). Elle est morte à Barcelone le 2 mai 1964. Sa nièce María-Jesús se souvient qu'elle racontait beaucoup d'histoires de la guerre. María avait beaucoup circulé, travaillant à plusieurs endroits (Barcelone, Palma de Majorque, etc.).

Le deuxième enfant se prénomme Félix (qu'Antoine appelle « Paco »). Il est resté à Pina les trois premiers mois de la guerre, puis il a été mobilisé sur le front entre Teruel et Belchite, tandis qu'Antoine opérait avec son unité dans la sierra d'Alcubierre. Après la guerre, Félix a été arrêté puis détenu dans un camp de travail forcé pendant quatre ans dans le secteur de Teruel. Il ne parle pas volontiers de cette époque en famille, mais quand on lui demande s'il se souvient d'Antoine, alors il l'évoque comme si c'était hier.



*La Madre devant sa porte,
avec l'un de ses petits-fils.*

* Notice établie à partir d'entretiens et d'échanges de courriers avec plusieurs des membres de la famille Valero (2003 et 2005).

Il garde de lui un souvenir ému d'un bon copain, prompt à la rigolade. Selon Félix, Antoine appartenait à un groupe de franc-tireurs qui passait de l'autre côté du front pour recueillir des informations. On les appelait la *Banda negra*, car ils travaillaient de nuit. Il a aujourd'hui plus de 90 ans et il a toujours vécu à Pina; c'est une personne très appréciée au village.

Nous savons peu de choses du troisième enfant, Vicente, sinon qu'il s'est marié (nous avons une photo de sa femme et de sa fille avec l'*abuelo*), et qu'il a vécu à Pina où il est mort le 16 mai 1998, à l'âge de soixante-dix-neuf ans. Pendant la guerre, il a été garde d'assaut. Comme il a pu prouver qu'il avait appartenu à l'armée, il a touché une pension.

La quatrième et petite dernière répond au prénom de Vicenta. Née le 20 janvier 1924, elle avait donc entre douze et quatorze ans quand Antoine faisait ses navettes entre le front et Pina (août 1936 – mars 1938). Il était avec elle affectueux et très familier, et ils jouaient ensemble. Elle tient à dire qu'elle était jeune et pensait surtout à s'amuser à cette époque, mais elle se souvient de beaucoup de choses. Son mari est mort récemment et elle vit chez ses enfants à tour de rôle: elle a deux fils à Pina et une fille à Saragosse.

Voici quelques moments de notre entretien avec elle et sa fille María-Jesús Alfonso Calvo, en mai 2005 à Saragosse. Vicenta était alors en train de lire la version castillane des *Souvenirs* d'Antoine: «C'est un exploit, précise sa fille, car elle ne lit jamais».

Par contre, María-Jesús lit beaucoup, et l'histoire de la guerre et de son village l'intéresse depuis longtemps. Déjà toute petite, elle posait des questions à son père, ou à son oncle paternel, sur la guerre, la CNT, etc. et on lui répondait invariablement: «Cela ne te regarde pas, ces affaires politiques, c'est pour les hommes.»



Vicenta Valero Labarta,
à 20 ans.

Son oncle, exilé en France, combattit avec l'armée de ce pays et fut fait prisonnier. Il semble qu'il ait ensuite été déporté dans un camp de concentration allemand (à Mauthausen ou Dachau). Heureusement, il en revint et se maria en France. Il retourna trente ans après la guerre pour la première fois en visite à Pina. Il parlait beaucoup avec les anciens, mais on ne la laissait pas écouter ni rester avec eux quand ils se réunissaient. «Ces histoires de la guerre, dit María-Jesús, ils les portaient en eux, en dedans.» Dans l'ensemble, les hommes de la campagne ne sont pas bavards.

Des gens sont passés au village pour recueillir leur témoignage, mais sans grand succès. Maintenant, il faut parler de tout cela, ajoute-t-elle.

Vicenta nous a rendu compte de ses impressions lors de l'arrivée des anarchistes dans Pina en août 1936, et de ce qui s'ensuivit. Elle raconte volontiers comment cela se passait à la maison avec Antoine, qui était devenu « un fils de plus » (cf. les notes n^{os} 3, 4, 6 et 27). Elle a aussi un souvenir marquant de la guerre, car Pina était en première ligne sur l'Èbre et a subi des bombardements à de nombreuses reprises. L'église principale a d'ailleurs été en grande partie détruite pour cette raison ; il n'en reste que la tour. Les bombardements étaient parfois incessants, par avion ou depuis l'artillerie installée de l'autre côté du fleuve. Il était dangereux de s'aventurer le long de la rivière ; alors, les habitants utilisaient l'eau des puits pour tout. Lors des alertes, la famille courait s'abriter dans un trou creusé dans le jardin. Ils y mettaient de la paille et avec les voisins, grands et petits, ils y passaient le temps. Vicenta précise qu'ils ont survécu parce qu'aucune bombe ne leur est tombée dessus, car cet abri n'aurait pas tenu le coup.

En mars 1938, la famille est partie de Pina vers la France : Vicenta et son père, d'un côté, sont partis sur un chariot avec le cheval, et ils ont perdu le reste de la famille : la *Madre*, María et son petit sont partis d'un autre côté. Elle n'a pas revu Gimenez avec les autres réfugiés en Catalogne à ce moment-là. En France, ils furent enfermés dans le camp d'Argelès, où son père restera quelque temps encore, tandis qu'elle rentrera à Pina avec une autre famille, au bout d'un mois. Elle avait peur, car on disait que les phalangistes maltraitaient les femmes des républicains, et leur rasaient le crâne. Tout se passa bien, mais ils souffrirent de la faim.

La *tía* Pascuala revint aussi à Pina, mais elle ne put rentrer chez elle car elle devait prouver que c'était sa maison : selon sa petite-fille Concha, elle avait tout de même gardé les actes de propriété avec elle. Les démarches durèrent un peu, et elle put réintégrer sa maison, avec Vicenta et María. Tout était vidé et saccagé, même les volets avaient été enlevés. Son mari revint aussi, de France, mais il fut dénoncé par on ne sait qui et emprisonné pendant cinq mois. « Encore heureux qu'ils ne l'aient pas tué ! » Il faut dire que leur maison était connue comme « *la casa del maquis* ». Il sortit de prison en



Félix Valero Labarta en 2005.

décembre 1939. María-Jesús nous dit ce que sa tante María lui a raconté : « Pascuala Labarta est allée à Saragosse pour demander à un officier que la peine de mort qui menaçait son mari soit commuée. »

Elle rappelle que sa grand-mère avait un sacré caractère, qu'elle n'avait peur de personne et pouvait tenir tête au curé, au maire, ou à la *Guardia civil*. Puis c'est le fils Vicente qui fut arrêté, quand le père était encore en prison, et il y resta plus longtemps, puis fut libéré et rentra à la maison. Quant à Félix, au retour du front, comme nous l'avons vu, il fut enfermé dans un camp de travail. María, alors veuve, partit travailler à Barcelone. Vicenta et sa mère ont travaillé dur aux champs pour « tuer la faim » : « Encore heureux qu'ils avaient le jardin pour se nourrir, les autres dans les villes souffraient encore davantage », ajoute María-Jesús.

Il avait été difficile pendant un moment de faire valoir la propriété de leurs terres puisque les archives avaient brûlé, puis cela s'arrangea. Tout ce qui pouvait être vendu l'était : poules, œufs, cochon ; ils mangeaient ce qui restait : du gras de jambon et des patates. « Et voilà comment se passait la vie... et maintenant, nous sommes là », conclut Vicenta.

Suite à notre question, Vicenta dit que la *Madre* n'a jamais reparlé d'Antoine à la maison.

Tous ces éléments s'ajoutent aux entretiens que Frédéric a eus avec Concepción (Concha) Valero Gómez, la fille de Félix, et son mari Rúben, à Pina en 2003. Concha avait auparavant écrit à Frédéric pour lui dire combien la lecture des passages du manuscrit d'Antoine les concernant l'avait émue : « Ceci est notre histoire que nous avons tendance à oublier [...]. C'est pour moi un grand plaisir qu'on se souvienne de ma grand-mère après tant d'années. J'en ai de nombreux souvenirs d'enfance. Elle est morte quand j'avais onze ans. Je m'en souviens comme d'une personne très travailleuse et de fort caractère. »



Vicente Valero Labarta, avec Vicenta à l'extrême droite.

POSTFACE RÉVOLUTION OU RÉFORME ?

DANS toute révolution, l'essentiel se joue dans les premiers jours, car *très vite*, si l'effort n'est pas fourni à son maximum et la décision prise immédiatement de *s'emparer de tout*, les anciennes identités et les vieilles déterminations reprennent le dessus. La *restauration* peut bien prendre alors le nom de « révolution » et se gargariser de formules radicales et incendiaires, elle n'en est pas moins déjà à l'œuvre l'arme aux pieds.

Nombreux sont les hommes qui sont disposés à changer radicalement d'existence, pourvu qu'ils soient assurés que tous s'y associent, librement : c'est déjà sur ce point que l'on peut éprouver, même à distance dans le temps et dans l'espace, la profonde radicalité de l'expérience *socialisatrice* de la révolution espagnole en 1936. Les collectivités mises en place en Aragon et en Catalogne se placèrent d'emblée aux antipodes de ce qu'avait été l'expérience autoritaire en Union soviétique. Pourtant, si on les considérait sommairement, ces deux types de collectivités pouvaient sembler s'apparenter, et cet effet de miroir en a abusé plus d'un, à commencer par de nombreux anarchistes, qui n'ont pu, au fil de la bureaucratisation croissante de la « révolution », résister à une bolchevisation rampante de leur esprit. Antoine Gimenez en témoigne plus d'une fois, ingénument, quand il rapporte ses conversations avec un commissaire politique communiste, Cathala, qui le met parfois en difficulté en lui faisant croire qu'ils convoquent tous deux le même objet, quand ils parlent des collectivités.

Il ne faudrait pas pour autant voir dans cet aspect de l'expérience collectivisatrice en Espagne plus qu'une ébauche de sortie du capitalisme :

Depuis l'AIT, à l'étatisation social-démocrate, l'anarchisme oppose l'appropriation collective des moyens de production. Les deux visions partent pourtant de la même exigence : celle d'un collectif chargé de la gestion – mais pour gérer quoi ? Certes, ce que la social-démocratie a opéré d'en haut, bureaucratiquement, les prolétaires espagnols l'ont pratiqué à la base, en armes, chacun étant responsable devant tous, enlevant ainsi la terre ou l'usine à une minorité organisatrice et profiteuse du travail des autres, pour les confier à la réunion consciente des travailleurs. [...] Cependant, qu'une collectivité, et non l'État ou une bureaucratie, prenne en main la production de sa vie matérielle n'en supprime pas de ce seul fait le caractère capitaliste. (Dauvé, 1979.)

Et on pouvait lire plus haut :

La guerre d'Espagne prouve à la fois la vigueur révolutionnaire des liens et formes communautaires pénétrés mais non encore reproduits directement par le capital, et leur impuissance à assurer à eux seuls une révolution. En l'absence d'un assaut contre l'État et de l'instauration de rapports différents à l'échelle de tout le pays, ils se vouaient à une autogestion parcellaire conservant le contenu et même les formes du capitalisme, notamment l'argent et la division entre entreprises. (*ibidem*)

Loin de nous bercer par ailleurs d'un quelconque rousseauisme naturaliste, nous pouvons déceler chez les hommes d'immenses aptitudes à la générosité, à la bienveillance et à la grandeur d'âme : quel plus grand plaisir peut-on éprouver en effet que celui de s'abandonner dans *l'autre* ? Cette expérience, à laquelle nous n'accédons en temps ordinaire que dans l'amour, a été à maintes reprises vécue, et le sera encore, n'en déplaise aux nombreux Finkielkraut qui s'évertuent aujourd'hui à assimiler, pour la fin des temps, désir de révolution et terreur bolchevique, ou, dans une déclinaison récente, désir d'échapper au suicide programmé dans les lieux modernes de relégation et pogrom.

Nous devons constater, malheureusement, que cette réécriture de l'histoire a le vent en poupe, en premier lieu en Espagne : une foule d'historiens professionnels, ultra-documentés et

hyper-édités, s'emploie actuellement à revisiter la période de la seconde République et de la guerre civile espagnole (cf. dans l'annexe II des extraits du texte de Gutiérrez Molina sur le sujet). Pour ceux qui ont le courage de les lire, ils apprendront quantité de choses intéressantes, mais ils rateront, s'ils en restent là, l'essentiel, car ces gens ne connaissent souvent le mouvement libertaire que de loin, en universitaires. Les Ucelay Da Cal, Santos Juliá et autres Julián Casanova ne peuvent saisir que ce que les froides archives leur livrent, c'est-à-dire des rapports et des relations, la plupart du temps d'origine policière ou judiciaire, dépourvus de la sève qui seule permet de comprendre ce que furent les moments vécus dans l'Espagne libérée, un temps, du plus froid des monstres froids. Ainsi, ce qui fait le dada de ces historiens-chercheurs rémunérés, c'est la prétendue terreur que les miliciens anarchistes auraient fait régner partout où ils passaient, à seule fin d'imposer leurs chimères. À les en croire, les collectivités ne se seraient installées que sous le joug de ces *pistoleros*. Nous avons là affaire à une mise à jour de l'un des mécanismes classiques de la réécriture stalinienne de l'histoire, pour laquelle il n'y eut jamais de révolution espagnole, pour la seule raison que les staliniens n'en voulurent pas.

De nombreux témoignages, et celui de Gimenez n'en constitue qu'un parmi tant d'autres sur ce point, attestent que l'expérience autogestionnaire fut précisément cela, une expérience. Personne ne savait vraiment ce qu'il fallait faire, à part ne plus permettre à un paysan propriétaire d'exploiter plus de terre que ses propres bras ne pouvaient en travailler, par exemple, ou défaire les anciens liens de subordination que garantissaient les caciques, mais c'est précisément l'intérêt de la démarche libertaire que de permettre de distinguer le moment de la destruction des anciens rapports de celui de l'élaboration concertée des nouveaux. Même si de nombreux militants expérimentés au sein de la CNT et de la FAI avaient des idées précises sur ce que devait être le communisme libertaire, à aucun moment il ne se constitua une direction éclairée de type bolchevique, convaincue de son omniscience, pour organiser d'en haut les collectivités : il n'est qu'à voir l'extrême diversité des procédés mis en œuvre ici et là. Dans tel lieu, on supprimait radicalement l'argent, dans tel autre on le

conservait, mais sous la responsabilité d'un comité révolutionnaire élu, dans tel autre encore on établissait des bons pour certains types de denrées, etc. Bref, on cherchait, et si les troupes communistes de Lister n'avaient pas ravagé les collectivités d'Aragon dans l'été 1937, on aurait peut-être trouvé, à commencer par le fait qu'il ne suffit pas de supprimer l'argent comme support concret pour se débarrasser définitivement du type de rapports qu'il exprime et entretient dans la société capitaliste.

Car il est un fait que les anarchistes espagnols, s'ils brillaient par les qualités humaines de courage et d'empathie vis-à-vis de leurs semblables, n'étaient pas toujours très au fait des rapports qui ont cours dans la société du Capital. Sans doute cela est-il dû en partie à ces mêmes qualités humaines, qui leur voilaient des pans entiers de cette réalité.

Il nous semble nécessaire de pointer ici une contradiction importante dans le discours et l'idéologie anarchiste. La critique séparée de l'argent et l'accusation qui lui est faite d'être une source de *mal* mettent à nu un anticapitalisme trop superficiel, qui croit voir dans l'argent – et souvent dans ceux qui le détiennent – l'acteur coupable de pervertir la *bonne* économie créatrice de richesses, basée sur le travail.

Le travail est alors compris comme l'activité générique et an-historique de l'homme dans le « métabolisme avec la nature » (Marx). L'argent, quant à lui, semble se surajouter à celui-ci pour l'exploiter et le dominer, et il semblerait alors suffisant de l'abolir pour atteindre une société plus juste et libérée du joug capitaliste.

Mais le travail n'est pas cette activité de l'homme à travers laquelle il vise à se reproduire, mais celle, spécifique, qu'il consacre à produire des marchandises. Les marchandises ne sont pas des produits quelconques, mais l'incarnation matérielle du temps nécessaire à leur production, de leur valeur. Leur valeur d'usage ne leur sert que de porteur. Et l'argent, finalement, se trouve être « la reine des marchandises », qui fonctionne comme équivalent de toutes les autres. Ce qui s'échange sur le marché, ce sont donc des unités de temps de travail. Le mouvement de la valeur est cette transformation permanente du capital (argent), en passant par le travail et la marchandise, en plus d'argent. Le capital lui-même, étant déjà du travail mort accumulé, s'augmente

par sa valorisation, le passage par le travail vivant. La production capitaliste ne vise jamais rien d'autre que la production la plus grande possible de marchandises, sans se poser la question du besoin qu'en aurait la société. Celui-ci n'entre en ligne de compte qu'au moment de l'écoulement des marchandises, et c'est pour cela, dans la société capitaliste, que c'est la production qui domine les besoins, et non les besoins qui définissent la production.

Historiquement, le mot « travail » désigna d'abord l'activité des esclaves, c'est-à-dire de ceux qui produisent sous la contrainte pour d'autres. De cette définition ouvertement coercitive, il a migré vers l'illusion d'une activité libre où il s'agirait de donner une partie de sa force de travail en échange des moyens de sa survie. Cette liberté est celle de l'absence d'autres liens. Le travail est toujours « n'importe quel travail » : son côté concret, le fait de cuire du pain ou de construire des chars d'assaut, n'est rien d'autre que l'incarnation concrète de son côté abstrait, celui de « dépenser du muscle, du nerf, du cerveau » (Marx) pendant une unité de temps donnée. Cette unité forme la valeur de la marchandise et s'exprime dans l'argent. Car c'est la seule mesure rendant commensurable deux produits complètement différents.

Vouloir abolir l'argent en sauvant l'honneur du travail, ainsi que l'exprime Antoine en bien des endroits de ses souvenirs, est donc un contresens pratiquement impossible à réaliser, et en appelle simplement à des ersatz certainement encore plus coercitifs que l'argent : des bons nominatifs exprimant la valeur du travail donné, des comptabilités rendant compte avec précision du temps consacré à la production, c'est-à-dire tout ce qui fonde une économie de type « soviétique », prétendant réaliser la valeur et la redistribuer plus justement. Ce qui est mis en cause n'est pas la valeur, mais simplement le « vol de la sur-valeur ».

Le travail présuppose déjà l'être humain comme séparé de la communauté et l'effort qu'il fournit comme une contrainte aliénée, en dehors de lui. Il s'agit d'une vision du monde absolument moderne, qui aurait paru absurde aux membres des sociétés pré-modernes, pour lesquels l'appartenance à une communauté (certes pas choisie librement) était primordiale.

Mais il ne faudrait pas croire que cette faiblesse dans la théorie était spécifique aux anarchistes : il est intéressant de souligner ici

la concordance entre eux et les autres tendances du mouvement ouvrier (communistes «de parti» ou «de conseils», sociaux-démocrates, utopistes, etc.), qui tous ensemble, malgré leurs inimitiés respectives, chantaient les louanges du travail et, par là, appartenaient, malgré eux, à la grande famille des modernisateurs, des «progressistes», même s'il ne faut pas faire preuve de cécité à l'égard de ces moments *en marge* et souvent spontanés qui dépassaient l'idéologie, et sont précisément pour cette raison ceux dont nous cherchons aujourd'hui à retrouver les traces.

Puisque nous faisons porter notre regard sur les marges, on peut tout d'abord se remémorer ce célèbre passage d'une lettre que Michel Bakounine adressa à Sergueï Netchaïev le 2 juin 1870 :

Dans la vie et dans la pensée populaires il est deux facteurs, deux faits sur lesquels nous pouvons nous appuyer : les fréquentes révoltes et la commune économique libre. Mais il y a encore un troisième facteur, un troisième fait : c'est le peuple cosaque ou le monde des brigands et des voleurs de grand chemin, qui est en lui-même une protestation et contre l'oppression de l'État et contre le joug patriarcal et communautaire, et qui s'apparente en somme aux deux premiers. [...]

Si les campagnes ne se révoltent pas plus souvent, c'est uniquement parce que la peur les retient et qu'elles ont conscience de leur impuissance. Ce sentiment est dû à la désunion des communes, à l'absence de solidarité réelle entre elles. Si chaque village russe savait qu'à l'instant où il se soulèvera tous les autres villages en feront de même, on pourrait dire à coup sûr qu'il n'y aurait pas un seul village en Russie à ne pas se soulever. De là découle le premier devoir de l'organisation secrète, sa tâche et son but, à savoir : réveiller dans toutes les communautés rurales le sentiment de leur immanquable solidarité, et par là même éveiller dans le peuple russe le sentiment de sa puissance ; en un mot, fondre les multiples révoltes paysannes isolées dans un soulèvement général du peuple.

Je suis profondément convaincu qu'un des principaux moyens pour atteindre ce but peut et doit être fourni par le peuple des cosaques libres, par la multitude de nos vagabonds (les saints et les autres), les pèlerins et les *beguny*, les voleurs et les brigands – par tout ce monde qui se terre, proteste depuis des temps immémoriaux contre l'État et l'étatisme et contre la civilisation knouto-germanique. [...] Le monde des cosaques, des voleurs,

des brigands et des vagabonds, a précisément été celui qui a établi un lien entre les révoltes communautaires isolées et les a unifiées ; et du temps de Stenka Razine et de Pougatchev les vagabonds sortis du peuple furent les meilleurs et les plus fidèles artisans de la révolution populaire, les instigateurs des troubles et les précurseurs du soulèvement du peuple entier (qui ne sait que le cas échéant les vagabonds se font volontiers voleurs et brigands ?). [...] Voilà la raison pour laquelle je prends le parti du brigandage populaire et vois en lui un des principaux leviers de la future révolution populaire en Russie. [...]

Utiliser le monde des brigands comme instrument de la révolution populaire, comme moyen pour établir un lien entre les soulèvements de masse isolés, est une tâche difficile [...]. Aller vers les brigands ne signifie pas devenir soi-même un brigand et rien qu'un brigand ; cela ne signifie pas partager leurs passions, leurs misères, leurs mobiles souvent odieux, leurs sentiments et leurs actes ; cela signifie leur donner une âme nouvelle et éveiller en eux [le besoin] d'un but différent, d'un but populaire ; ces hommes farouches et durs jusqu'à la cruauté ont une nature vierge, forte, intacte et en pleine vitalité, et par conséquent accessible à une propagande vivante, si tant est qu'une propagande bien entendu vivante et non doctrinaire ose et puisse les approcher. (*Œuvres complètes*, vol. V., Champ Libre, 1977.)

C'est en premier lieu au sujet de ces vagabonds, voleurs et mendiants que Bakounine fait ici preuve de sagacité, et on a peu considéré leur rôle dans la maturation de la révolution espagnole. Pourtant, des dizaines de milliers de vagabonds, que de nombreuses lois *de vagos y maleantes* (vagabonds et mauvais sujets) cherchaient en permanence à contrôler et à réprimer, sillonnaient les chemins d'Espagne, à la recherche d'une embauche ou de quelque mauvais coup. Antoine lui-même, peu disert sur le chapitre, faisait partie de ces hommes, un peu travailleur agricole, un peu monte-en-l'air, un véritable chemineau, ainsi qu'il aimait à se définir (voir sa notice biographique). Et parmi les marchandises de contrebande qu'il eut l'occasion d'acheminer à travers la frontière française, il y avait de la propagande anarchiste.

Ces errants ne sont pas sans évoquer les fameux *hobos* de l'Amérique de ces mêmes années trente, qui furent eux aussi des porteurs d'émancipation et de liberté. À l'instar de leurs semblables

d'outre-Atlantique, on trouvait chez eux aussi bien d'incroyables qualités d'accueil et de générosité, qui avaient presque complètement disparu dans la vaste société d'employés que le capitalisme moderne était en train d'enraciner en Europe et aux États-Unis, que de « dangerosité sociale », pour parler comme un criminologue (l'ennemi juré du giménologue).

En Espagne, il est intéressant de savoir que les « services de renseignements » de la CNT, en liaison avec les fameux groupes d'action, étaient principalement organisés autour du petit personnel des cafés et des hôtels, où les *camareros* laissaient traîner l'oreille, afin de surprendre les conversations des *señoritos* qui complotaient contre les organisations ouvrières. Les vagabonds et les brigands étaient également en contact étroit avec ces petits employés, et ces deux mondes, au fond, n'en faisaient qu'un. C'est ainsi que nul ne pouvait ignorer, dans ces milieux, ce que les classes dirigeantes pensaient des pauvres et ce qu'elles étaient prêtes à mettre en œuvre contre eux.

Si on n'a pas présente à l'esprit la somme de souffrances que comportait cette vie misérable, avec les éternelles persécutions de la *Guardia civil*, on ne peut comprendre pourquoi des violences âpres et crues se déchaînèrent dès les premiers jours de la révolution à l'encontre des *personas de orden* (les bons sujets du régime précédent), qui avaient toujours défendu, dans la bêtise la plus crasse, un système dans lequel les nécessités de la simple survie pouvaient pousser le moindre gamin à des extrémités. Jean Genet raconte, par exemple, dans son *Journal du voleur*, comment Pépé, jeune Gitan du Barrio Chino, planta son couteau dans le ventre d'un joueur de cartes, pour une poignée de pesetas. Et Laurie Lee, de son côté, dans son *Beau matin d'été*, nous montre la présence obsédante d'une prostitution pouacre, dans des refuges pouilleux.

Bakounine, dans sa lettre, n'est en rien fasciné par le monde des voyous, puisqu'il reconnaît « leurs mobiles souvent odieux », mais il déclare qu'on peut « éveiller en eux le besoin d'un but différent ». Bien sûr, et bien qu'il s'en défende, il y a encore de l'extériorité et du « propagandisme » dans la démarche de Bakounine, mais elle met le doigt sur ce qu'Antoine lui-même tentera de décrire, lui qui n'était avant la révolution qu'un vague révolté, et deviendra, à travers les rencontres extraordinaires que lui fournira

ce fabuleux été 1936, pour le reste de ses jours un partisan de l'émancipation totale vis-à-vis de l'État et du Capital.

Malheureusement, il ne suffit pas d'être animé de bonnes intentions :

L'anarchisme, lui, soit surestime le pouvoir étatique en voyant dans l'autorité l'ennemi principal, soit le sous-estime en croyant que sa destruction puisse s'opérer toute seule. Il ne perçoit pas le rôle effectif de l'État, garant mais non créateur du rapport salarial. Ni moteur ni pièce centrale du capital, l'État est son représentant, son unificateur. Du fait incontestable que les masses étaient en armes, l'anarchisme en déduisit que l'État perdait de sa substance. Or celle-ci ne réside pas dans des formes institutionnelles, mais dans une fonction unificatrice. L'État assure le lien que les êtres humains ne peuvent ou n'osent créer entre eux, et tisse un réseau de services à la fois parasitaires et réels. Lorsqu'il semble faible dans l'Espagne républicaine de l'été 36, il subsiste comme cadre capable de rassembler les morceaux de société capitaliste, il vit encore, il hiberne. Puis il se réveille, se renforce dès que les rapports sociaux ébauchés par la subversion se distendent et se déchirent, il ranime des organes mis en sommeil, et le cas échéant réinvestit ceux que la contestation avait fait surgir. Ce que l'on prenait pour une coquille sans chair s'avère capable non seulement de revivre, mais de vider de leur contenu les formes de pouvoir parallèle auxquelles la révolution a cru mettre le meilleur d'elle-même. (Dauvé, 1979.)

Et on pouvait lire plus haut :

De même, l'intégration de l'anarchisme espagnol à l'État en 1936 ne surprend que si l'on oublie sa nature : la CNT est un syndicat, original certes, mais un syndicat, et il n'existe pas de syndicat antisyndical. La fonction transforme l'organe. Quels que soient ses idéaux originels, tout organisme permanent de défense salariale évolue en médiateur, puis en conciliateur. Même animée par des radicaux, même réprimée, l'institution est vouée à échapper à sa base pour devenir instrument modérateur. [...] Un monde sépare le militant de base du dirigeant assis à la table patronale, mais la CNT en tant qu'appareil diffère peu de l'UGT : l'une et l'autre œuvrent à moderniser et gérer rationnellement l'économie – en clair, socialiser le capitalisme. [...] Dès 1914, Malatesta qualifiait d'« anarchistes de gouvernement » ceux

de ses camarades (dont Kropotkine) qui avaient accepté la défense nationale.

La CNT était à la fois institution et instrument d'une subversion sociale. La contradiction fut tranchée aux élections législatives de 1931 quand, renonçant à l'antiparlementarisme, l'anarchisme appela à voter pour les candidats républicains. La CNT devenait « un syndicat aspirant à la conquête du pouvoir », ce qui la « conduisait inévitablement à une dictature sur le prolétariat » (PIC, édition allemande, décembre 1931).

De compromis en recul, la CNT finira par renier l'antiétatisme qui faisait sa raison d'être, y compris après que la République et son allié russe [eurent] montré leur visage en s'acharnant contre les radicaux en mai 37, sans compter tout ce qui suivit, dans les prisons et les caves. Alors, comme le POUM, la CNT désarmera encore mieux les prolétaires en appelant à cesser la lutte contre des polices officielle et stalinienne résolues à aller jusqu'au bout. En mai 37, « la CNT est un des principaux responsables de l'écrasement de l'insurrection, parce qu'elle démoralise le prolétariat au moment où il s'ébranlait contre la réaction démocratique » (*Röte-Korrespondenz*, organe du GIC hollandais, juin 1937). (Dauvé, 1979)

L'avant-dernière citation, celle de PIC, est intéressante, car elle pointe très tôt le caractère politique que suivra plus tard, en 1936, la ligne de la CNT. Mais elle est aussi significative du type de critique développée par les petits groupes d'ultra-gauche de l'époque. À la différence d'un Prudhommeaux, par exemple, qui a très rapidement perçu la tendance de la CNT à évoluer vers l'antifascisme et l'alliance avec les forces de gauche ou républicaines, mais n'en a pas moins engagé le combat aux côtés des prolétaires espagnols et internationaux, ces petits groupes n'ont jamais réussi à dépasser une critique persuadée de détenir le dernier mot concernant les événements espagnols. Du haut de cette vérité, qui variait pourtant au gré de l'oracle de tel ou tel théoricien, le processus révolutionnaire à l'œuvre dès la victoire de la République en 1931 fut rabattu sur certains choix ou certaines directives émanant d'un secteur, que l'on peut qualifier de « réaliste », ou mieux de réformiste, de la centrale syndicale. De plus, l'assignation de l'expérience révolutionnaire à un échec prévisible, dans la mesure où cette dynamique n'aurait pas pu, ou pas voulu,

s'approprier le *programme*, fait l'impasse sur l'ampleur de ce qu'est une transformation révolutionnaire, non commandée par décrets, mais surgissant du sol de la société.

Si l'on accorde que la CNT était un syndicat pas comme les autres, on doit admettre que des forces véritablement révolutionnaires trouvèrent à s'exprimer en son sein, malgré les choix parfois frileux de certains de ses dirigeants : nous avons reproduit en annexe II des extraits d'un texte de Gutiérrez Molina qui montre bien cela.

Mais, symétriquement, on doit savoir reconnaître la profonde scission qui se fit jour en son sein, après les premiers mois de la révolution à l'épreuve : après novembre 1936, il y eut bel et bien un éclatement de la CNT, entre tendances réformistes et radicales, qui ira en s'approfondissant jusqu'aux journées de mai 1937 qui en révéleront toute l'étendue, et une bonne partie de l'action de l'*Organisation* visera dès lors à le rendre invisible. Les historiens anarchistes, pour la plupart, la seconderont dans cette tâche au cours des décennies qui suivront.

Ceci étant posé, on disposera peut-être un peu mieux des outils pour comprendre comment cette formidable irruption tragique, dans l'été espagnol de 1936, sut provoquer, passé les premiers jours de vengeance, d'innombrables manifestations de dépassement du *ressentiment*, telle cette fabuleuse rencontre de Justo Bueno et son ancien ennemi Tísner dans la campagne aragonaise. Et gageons que ce type de dépassement sera la marque des révolutions à venir...

LES GIMÉNOLOGUES

ANNEXES

I. Nomination de Durruti en remplacement de Miaja

Avec naturel, comme s'il s'agissait d'une simple routine, Largo Caballero mit [...] la question explosive sur le tapis. Il s'agissait, selon lui, du général Miaja, président de la Junte de défense de Madrid, qui, à ce que nous rapportait le ministre de la Guerre [Caballero], entraînait en franche rébellion contre le chef du gouvernement et ministre de la Guerre. Il ne se comportait pas en chef d'une Junte aux fonctions déléguées, créée par le gouvernement pour le représenter, mais tout à l'opposé : il ne fournissait aucune information, ne rendait aucun compte. Avec force démagogie, il était en train de convaincre les membres de la Junte de défense de se considérer comme le gouvernement, non seulement de Madrid, mais de toute l'Espagne. Et cela était intolérable.

— Nous devons trouver rapidement un remplaçant adéquat, qui n'ait pas la tentation de se prendre aussi pour le chef du gouvernement de la République. Qui proposeriez-vous ?

Silence, cette fois assez long et pesant. C'était quelque chose qui nous prenait au dépourvu. Je me lançai une nouvelle fois :

— Il semblerait qu'il s'agisse de proposer quelqu'un qui, sans être militaire, ne manque pas de capacités de commandement militaire, et qui en tant que civil n'ait pas la tentation de se muer en chef de gouvernement. Je me permets de proposer Durruti, qui a déjà pris connaissance depuis quelques jours des problèmes de Madrid et qui, selon ce que j'ai appris ce matin, est maintenant sur le front avec sa colonne.

— Je ne veux pas mésestimer la proposition du ministre de la Justice, déclara Prieto. Mais avant de me prononcer, étant donné le caractère complexe de l'affaire, j'aimerais connaître l'avis du président du gouvernement.

Irujo demeura silencieux. Les autres membres du Conseil supérieur de guerre acquiescèrent à ce qu'avait dit Prieto. Largo Caballero parla :

— On dirait que notre compagnon ministre de la Justice possède toujours la proposition adéquate. [...] je m'incline et accepte de nommer Durruti. Je dois seulement vous demander la plus expresse réserve, car il faut laisser passer huit jours, afin de donner à Durruti le temps d'être connu à Madrid et que je puisse m'y rendre pour l'investir de sa charge. Qu'en pensez-vous ?

Nous fûmes tous d'accord.

Juan García Oliver, *El eco de los pasos*, pp. 326 et 327.

II. L'anarcho-syndicalisme dans l'historiographie de la II^e République et la guerre 1936-1939

Nous avons pensé qu'il était intéressant de traduire quelques passages de l'introduction que José Luis Gutiérrez Molina a donnée à l'ouvrage d'Abel Paz, *Durruti en la revolución española*, 1996 :

Une grande partie de l'actuelle historiographie espagnole est née de l'étude des mouvements sociaux. [...]

Ce n'est pas un hasard si l'étude du mouvement ouvrier a emporté la palme quant au nombre de recherches. Dans une situation de changement accéléré, de naissance de nouvelles structures sociales et politiques, l'historien avait un rôle important à jouer : aider à constituer la mémoire historique, à installer des modèles de légitimation, ou de délégitimation, capables de servir de support au système qui naissait. En même temps que des travaux sur la main-d'œuvre, d'autres de sociologie électorale firent date en leur temps, comme ceux de Javier Tusell, ou les premiers essais d'auteurs nationaux et traductions de recherches étrangères, principalement anglo-saxonnes, portant sur les thèmes tabous pour le régime franquiste : la Seconde République et ladite Guerre civile [...].

Il s'agissait de fournir une justification intellectuelle aux conceptions démocratiques d'une société qui avait vu le dictateur mourir dans son lit. Il était nécessaire de substituer à la vieille historiographie antilibérale qui dominait jusqu'alors une nouvelle historiographie qui établirait le lien entre l'expansionnisme économique du pays et ses processus sociaux. Il s'agissait de dépasser l'histoire dominante étroitement liée à la politique du régime franquiste au moyen d'une nouvelle à caractère social. Alors, deux grandes lignes orienteront les efforts des nouveaux chercheurs : le rôle de la société espagnole des années trente, ce qui permettait de se référer à des moments de liberté démocratique auxquels on aspirait à nouveau, et les causes et le déroulement du conflit civil, origine du régime dictatorial dont on espérait qu'il périrait rapidement.

Comme l'a bien montré l'historien aragonais Julián Casanova, ce processus exigeait un appareil conceptuel nouveau [...]. Le processus de discussion avait débuté dans la seconde moitié des années soixante, appuyé sur les débats qui, plus tôt, s'étaient déroulés hors de nos frontières sur des thèmes comme la transition du féodalisme au capitalisme ou les révolutions bourgeoises. Ce fut à ce moment-là que l'influence de la méthodologie marxiste sur les études historiques espagnoles obtint sa lettre de naturalisation. C'était un marxisme plus lié à celui qui était pratiqué dans le monde occidental, principalement à l'historiographie marxiste britannique et à celui

qui était en relation avec l'école des Annales, qu'aux chemins que suivait la science historique dans le monde officiellement communiste. Il est nécessaire de prendre en compte ce fait afin de mieux comprendre le destin historiographique réservé à l'anarchisme et l'anarcho-syndicalisme espagnols.

Ainsi, en majorité engagés sur des positions politiques « progressistes », les jeunes chercheurs s'employèrent avec acharnement à découvrir les vicissitudes de l'existence des organisations prolétariennes, à examiner les dessous du régime républicain et à analyser les événements du conflit armé. Ce fut le moment où s'établit ce qui constitue aujourd'hui leurs vérités historiques. On en vint à établir un consensus, autre concept très lié à l'activité politique et sociale des années soixante-dix, qui soulignait d'un côté le rôle démocratique du régime républicain, instigateur de la modernisation politique, sociale et économique du pays, et de l'autre l'appréhension de ladite Guerre civile comme un conflit pour la défense de ces valeurs démocratiques bourgeoises.

Le mécanisme justificateur épousait la conclusion que l'on voulait inférer : les gouvernants républicains se virent incapables d'appliquer leurs réformes du fait de la radicalité du conflit qu'engagèrent les extrémistes, tant de droite que de gauche, qui empêchèrent les positions réformistes des partis républicains, soutenus par un socialisme responsable et doué d'un sens historique élevé, de porter leurs fruits. La conséquence inévitable fut la guerre fratricide qui ensanglanta la terre ibérique durant presque trois ans et précipita la société espagnole dans un long tunnel dont elle commençait à sortir. [...]

Dans les années 1970 et 1980, comme actuellement, le souvenir dramatique des vicissitudes du conflit armé de 1936-1939 servit d'antidote à toute mise en question du régime qu'on prétendait consolider. [...]

C'est ainsi que le fleuve a fait son lit. L'actuelle historiographie espagnole doit prendre sa part de responsabilité dans le déclin des humanités dans le panorama présent. Sa position devant l'étude des mouvements sociaux en général et le fait de transformer l'Histoire en une pure contingence dans laquelle disparaissent les utopies et les doutes la convertit en complice de la situation dans laquelle nous sommes. Une histoire au service des besoins de la transition espagnole ont empêché que l'investigation ne traite de façon cohérente l'étude des mouvements sociaux. [...]

Dans les élaborations historiographiques, un des éléments les plus oubliés, attaqués, sous-estimés et même ridiculisés a été l'importante présence d'une culture anarchiste en Espagne. Dans le meilleur des cas, on a relégué autant l'activité de ses organisations – syndicales, sociales ou culturelles – que celle de ses individus y prenant part au fond de la malle aux souvenirs. Des qualificatifs comme « incapacité d'analyse », « irrationalité »,

« messianisme », « utopisme » dans son sens le plus péjoratif, « terroristes » ou « pistoleros », sont parmi ceux qu'on leur a réservés. Si les anarcho-syndicalistes des noyaux urbains pratiquaient une action archaïque, rapportée aux nouveaux modes industriels dépendant du développement économique et social du pays, les syndicats paysans cénétistes demeuraient enclavés dans des positions millénaristes liées à des modes de vie et à un système de travail en voie de disparition. [...]

La Seconde République espagnole naquit avec l'appui enthousiaste d'un peuple qui attendait du nouveau régime qu'il réalisât les changements que ses dirigeants avaient promis. L'historien Santos Juliá l'a caractérisée comme une révolution populaire dans laquelle une bourgeoisie progressiste, éclairée, composée de professions libérales et intellectuelles, pensait transformer la société espagnole à travers un changement de régime politique. Elle comptait pour cela sur le soutien de la classe ouvrière organisée dans le PSOE et l'UGT. Appui qui s'articulait au Pacte de Saint-Sébastien d'août 1930.

La chute de la monarchie des Bourbons n'entraîna pas seulement un changement formel de régime, mais aussi la subversion des valeurs sociales dominant jusque-là. Dans une certaine mesure, on perdit la peur du maître, du cacique, de la religion. Les classes populaires revendiquèrent leurs signes d'identité, la société entra dans un procès de sécularisation et les coutumes se relâchèrent. [...] L'anarcho-syndicalisme rebelle des années vingt recommençait à faire acte de présence et d'esprit militant. Les nouveaux gouvernants auraient à tenir compte de son désir proclamé de transformation sociale.

Non seulement il n'en fut pas ainsi, mais l'incapacité des gouvernants républicains de tenir leurs promesses et d'apporter des solutions aux problèmes économiques et sociaux du pays finit de surcroît par les anéantir. En ce sens, quand les historiens disent que la CNT est une organisation révolutionnaire, ils veulent dire également qu'elle soumit le régime républicain à un harcèlement et une entreprise de démolition sans fin. Et ils vont jusqu'à dire, de manière manichéenne, que la guerre de 1936-1939 survint comme conséquence de l'impossibilité dans laquelle les extrémismes, de gauche comme de droite, plongèrent la coexistence. Ceci est une demi-vérité. Durant la première année de la République, d'avril 1931 à mai 1932, les actions de la CNT ne peuvent être qualifiées de révolutionnaires. [...]

Mais, la République proclamée, [...] le gouvernement [...] la traita comme s'il s'agissait d'un mouvement révolutionnaire. Pourquoi ?

En premier lieu, pour les besoins d'une politique extérieure qui avait le souci de donner une image apaisante au capital étranger. En deuxième

lieu, en raison de l'obsession de rayer de la carte l'anarcho-syndicalisme. Le socialisme voyait avec préoccupation comment la CNT non seulement renaissait de ses cendres, mais en outre gagnait des secteurs productifs jusqu'alors contrôlés majoritairement par l'UGT comme la Telefónica ou les chemins de fer. La conséquence fut que ses ministres, au premier rang desquels Largo Caballero depuis le portefeuille du Travail, mirent en œuvre une politique anti-cénétiste agressive. [...]

On vit utiliser les mêmes mécanismes répressifs que sous la monarchie, comme la déportation ou l'incarcération, à l'encontre de ceux qui s'opposaient, plutôt que de satisfaire des attentes de transformation. Il faut tenir compte en plus de l'existence de secteurs fortement radicalisés qui n'hésitaient pas à contester à l'État le monopole de la violence, et y recouraient également. [...]

Un de ces faits violents dans la confrontation République-CNT, Casas Viejas, signifia non seulement la faillite définitive des espérances placées dans la capacité réformatrice des gouvernants républicains, mais également le début de l'offensive de centre droit. De cette façon, la République commença à perdre l'appui des ouvriers et ouvrit le chemin à la perte des maigres améliorations économiques et dans le travail obtenues par les travailleurs dans les mois précédents. En plus, du point de vue politique, elle céda le pas, après les élections de novembre, devant des gouvernements à chaque fois plus droitières.

Après la sortie des socialistes du gouvernement et la déroute des insurrections cénétistes de 1933, les deux stratégies qui jusqu'alors avaient caractérisé l'action ouvrière se virent compromises. Le socialisme espagnol se sentit trahi après son expulsion du gouvernement et adopta une posture plus radicale. [...] Le représentant le plus connu de ce courant était Largo Caballero et son action la plus représentative fut les événements insurrectionnels d'octobre 1934. D'un autre côté, la CNT se trouva dans une difficile situation organisationnelle et, de plus, des voix commencèrent à surgir en son sein pour mettre en doute la stratégie qui avait été suivie jusque-là. [...]

Durant l'année 1934, en de nombreuses occasions, les syndicats cénétistes allèrent au conflit conjointement avec l'UGT. Il en alla ainsi à Madrid, Salamanque, Santander, Saragosse et à Séville durant la grève nationale des travailleurs de la terre appelée par l'UGT en juin 1934. Dans la province sévillanne, on signa un pacte d'action CNT-UGT qui servit de modèle aux pactes locaux qui se généralisèrent dans les années suivantes. Finalement, et non sans résistances qui se fondaient sur la tradition réformatrice du socialisme, son absence de respect de pactes antérieurs et sur le refus de renoncer aux principes propres de la CNT, on approuva en mai 1936, au congrès cénétiste de Saragosse, des bases d'accord CNT-UGT.

La répression qui se déclina après les événements révolutionnaires d'Octobre 1934 signifia la disparition pratique de l'activité publique des organisations ouvrières et républicaines de gauche. La persécution frappa l'anarcho-syndicalisme comme s'il avait été l'organisateur des événements. [...] Après la victoire du Front populaire en février 1936, la CNT commença à conquérir du terrain au détriment de l'UGT, dans certains de ses foyers traditionnels comme Madrid, et sa proposition d'Alliance ouvrière révolutionnaire, au congrès de Saragosse, la fit apparaître comme le porte-drapeau de l'unité ouvrière. [...]

Cette année se sont achevées deux décennies depuis la mort du vainqueur de la guerre espagnole de 1936-1939. Les pages des périodiques et revues espagnols, et d'autres pays, se sont remplies d'analyses et critiques sur ce que l'on connaît comme la « transition » espagnole. De nombreux livres sont apparus dans les librairies, et les moyens audiovisuels, comme la télévision, complètent la panoplie des instruments au moyen desquels il s'agit de fixer la « vérité historique » sur les dernières décades de la vie politique, économique et sociale de l'Espagne. La majorité de ces travaux a pour dénominateur commun de présenter l'Espagne actuelle comme l'heureux résultat du dépassement de l'échec historique qu'impliqua la guerre « civile » de 1936-1939. Ainsi, la Constitution actuelle de 1979 aurait mis un terme définitif à l'affrontement fratricide.

Ces visions [...] partent de l'idée selon laquelle le dramatique affrontement espagnol fut une lutte « entre frères » qui plongerait ses racines dans des comportements ataviques confortant l'idée que « l'Espagne est différente », exacerbés par une conjoncture, celle de la Seconde République et des années trente en Europe, particulièrement conflictuelles, et la présence d'éléments « primitifs », comme la forte présence de l'anarchisme ou le « retard » dans la modernisation des structures économiques et sociales du pays. De plus, on ne peut oublier que le conflit espagnol fut reçu par l'opinion publique internationale avec une grande émotion, car elle voyait en lui le premier acte d'un choc de plus en plus certain avec le fascisme émergent. Ce qui n'empêche qu'ont été oubliés, si ce n'est délibérément occultés, ses aspects de « guerre sociale », de conflit au sein duquel ceux qui s'affrontaient n'étaient pas des frères, des pères et des cousins, mais, indépendamment du lieu où les hostilités les surprisent, des conceptions différentes de la vie sociale. [...]

On peut considérer qu'il en fut ainsi au moins durant les dix premiers mois du conflit. Jusqu'à ce que nous connaissons comme « les événements de Mai 1937 ». Si une partie des Espagnols combattit les militaires rebelles en juillet 1936, ce ne fut ni pour arrêter le fascisme allemand, ni pour régler de vieux comptes familiaux, ni par convictions tribales. Mais plutôt pour

créer un système de relations sociales différent de celui de l'« Ancien Régime », que l'on connaissait trop bien, ou de celui de la nouvelle « démocratie formelle » que représentait le régime républicain. Curieusement, sur ce point, l'oubli des implications révolutionnaires de la guerre espagnole, les historiographies « libérale » et « marxiste », dans les grandes lignes, se sont rejointes. [...]

C'est ainsi, selon Alejandro Díez Torre, que l'historien « Julián Casanova privilégie [la version] du plus haut dirigeant communiste régional du PCE, José Duque Cuadrado [...] qui écrivit, la guerre déjà terminée [...] un témoignage très personnel et [...] à sa propre gloire ». Pour Díez Torre, l'opinion de Casanova selon laquelle il s'agit du « seul examen minutieux – erreurs et accusations infondées contre les libertaires exceptées – qui existe sur les faits survenus en Aragon depuis le soulèvement militaire jusqu'à la dissolution du Conseil [...] ne résiste pas même un peu à la confrontation avec d'autres sources primaires ».

Le résultat, c'est que la vision la plus communément acceptée par l'historiographie, et qui par là acquiert le statut de « vérité », est que la collectivisation aragonaise, et par extension celle des autres zones où elle exista, ne fut pas aussi profonde ni ne concerna une telle proportion de la population que ce que l'on avait prétendu. [...]

On ne peut, depuis une interprétation sociale libertaire, chercher à oublier ou occulter des « questions scabreuses » ni non plus se livrer à une « hagiographie » acritique. Mais il ne faut pas non plus cesser de questionner l'interprétation qui passe sous silence, comme cela s'est fait jusqu'à aujourd'hui, le véritable fond du conflit espagnol dans les années trente du siècle qui finit : ses réalisations révolutionnaires.

III. Document extrait du travail réalisé par David Berry : « Les volontaires français en Espagne » ¹

Trente-quatre libertaires français ou engagés volontaires dans les milices anarchistes qui sont morts en Espagne.

Badard/Baudard, Roger : Perdiguera, 17 octobre 1936. Baudard/Baudart, Juliette : Perdiguera, 17 octobre 1936. Bégué/Béguez, Jean : Belchite, septembre 1936. Berard, Mario : Perdiguera, 17 octobre 1936. Berge/Bergé, Raymond : Perdiguera, 17 octobre 1936. Berthomieu/Berthonnieux : Perdiguera, 17 octobre 1936. Boff, Emile : Casa del Campo, 12 novembre 1936. Boudoux : Perdiguera, 17 octobre 1936. Casteu, Eugénie : 1937. Charrang [eau ?], Georges : Perdiguera, 17 octobre 1936. Chatelain, Lucien : mars 1937. Colombet, Philippe : Codo, août 1937. Cottin, Emile : Farlete, 8 septembre 1936. Coyne, Sénateur [?] : Barcelona (bombardement aérien). Delalain, Jean : Perdiguera, 17 octobre 1936. Delaruelle, Henri : Perdiguera, 17 octobre 1936. Détang, Max : disparu à Albacete, décembre 1936. Ferrand, Jean : Barna, 5 mai 1937. Fons : Santa Quiteria, avril 1937. Galissot, René : Perdiguera, 17 octobre 1936. Gérard, Marcel : disparu à Teruel, décembre 1936. Gessaume, Georges : disparu à Tortosa, 26 juillet 1938. Giral/Giralt, Jean : Perdiguera, 17 octobre 1936. Greffier, Marcel : Cuesta de la Reina. Hans, Suzanne : Farlete, novembre 1936. Kokoczinski, Georgette : Perdiguera, 17 octobre 1936. Lemère : Farlete, 8 septembre 1936. Meller, Bernard : disparu à Huesca, novembre 1936. Monnard, Georges : Quinto, décembre 1936. R????s [?], Yves [?] : Perdiguera, 17 octobre 1936. Rajaud, Maurice : aucun renseignement supplémentaire. Recoulis [lles/lis], Louis : Farlete, novembre 1936. Trontin, Jean : Perdiguera, 17 octobre 1936. Vitrac, Yves : Perdiguera, 17 octobre 1936.

Quinze des membres français du Groupe international de la colonne Durruti tués lors de l'offensive nationaliste à Perdiguera, le 17 octobre 1936.

Badard/Baudard, Roger : aucun renseignement supplémentaire.

Baudard/Baudart, Juliette : aucun renseignement supplémentaire.

Berard, Mario : aucun renseignement supplémentaire.

Berge/Bergé, Raymond : Berge/Bergé est parti en Espagne en septembre.

Berthomieu/Berthonnieux : « délégué général » du Groupe international depuis sa création, avait été capitaine d'artillerie pendant la Grande Guerre, et vivait à Barcelone depuis quelque temps.

Boudoux : Boudoux est mort au côté de plusieurs autres membres du groupe anarchiste de Saint-Denis, dont nous ne savons rien.

1. Source: melior.univ-montp3.fr/ra_forum/en/people/berry_david/spain_french_volunteers.a.html

Charrang [eau?], Georges : aucun renseignement supplémentaire. Est-ce le Chaffaugeon des Jeunesses communistes de Lyon, qui était également membre du Groupe international et qui est mort dans la même bataille?

Delalain, Jean : aucun renseignement supplémentaire.

Delaruelle, Henri : en réalité membre de la « colonne italienne », selon un document, alors qu'il serait mort à Perdiguera selon un autre.

Galissot, René : aucun renseignement supplémentaire.

Giral/Giralt : Jean Giral/Giralt était membre du Groupe international de la colonne Durruti depuis le début. Il a participé à la prise de Siétamo et a été hospitalisé à Barcelone. Sa mort à Perdiguera a été rapportée par Le Combat syndicaliste, qui suggère qu'il était membre de la CGT-SR. Selon Ridel, Giralt était membre des JEUNES de Paris, et « estimait qu'il avait pris la tête de son groupe ».

Kokocinski, Georgette : « Georgette », ainsi qu'elle est désignée, a été capturée et exécutée par les franquistes. Elle était infirmière dans la colonne Durruti, mais participa aussi à des assauts derrière les lignes nationalistes avec les « Fils de la Nuit » (Hijos de la Noche). Selon Paz, elle était « une sorte de mascotte de la colonne ». Elle était bien connue de ceux qui participaient au Libertaire, à L'Insurgé, à L'En-dehors et spécialement à La Revue anarchiste ; elle s'était produite dans des « galas » anarchistes sous le nom de Mimosa.

R????s [?], Yves [?] : Nom illisible. Aucun renseignement supplémentaire.

Trontin, Jean : Trontin soutenait la Gauche révolutionnaire de Pivert et était membre de la Section socialiste d'Oyonnax (Ain), bien qu'il vécût à Colombes (Seine) et se montrait parfois actif à Lyon.

Vitrac, Yves : aucun renseignement supplémentaire.

Notes : 170 membres environ du Groupe international ont trouvé la mort à Perdiguera. On ne sait pas combien parmi les 155 autres (environ) étaient français.

Voir Charles Ridel, « À ceux qui sont tombés », in Le Libertaire (23 octobre 1936). Cet article et d'autres textes envoyés du front par Charles Ridel (alias L. Mercier) ont été recueillis et republiés : Louis Mercier, En route pour Saragosse avec la colonne Durruti (Lausanne : CIRA/NOIR, 1997).

Abel Paz, Durruti. The People Armed (New York : Black Rose Books, 1977), pp. 276-277. Selon Paz, Émile Cottin – l'anarchiste français célèbre pour sa tentative d'assassinat sur Clemenceau – serait aussi mort à Perdiguera. Mitrailleur dans le Groupe international de la colonne Durruti, il est mort, en fait, lors d'une contre-attaque réussie à Farlete le 8 septembre 1936. Voir Berry, 1989, p. 447.

IV. Liste des tués à Perdiguera le 16 octobre 1936 ²

<i>Jean GARCIA [E ou F] ³</i>	<i>Santos TANS</i>
<i>Pedro MARTINEZ</i>	<i>Jean FERRET</i>
<i>Lorenzo BENZO</i>	<i>Juliette BAUDARD [F]</i>
<i>François LOPEZ GLOIRE</i>	<i>Jean TRONTIN [F]</i>
<i>[ou GLORI; F]</i>	<i>Louis BERTHOMIEU [F]</i>
<i>Francisco GIL</i>	<i>Augusta MARX [A] ⁵</i>
<i>Charles SPOHU [ou SPOH; F]</i>	<i>Jean GIRALT [F]</i>
<i>Julio ZORITA PEREZ [E]</i>	<i>Simon LACALLE</i>
<i>Yves VITRAC [F]</i>	<i>Alexandre STARANDONZY [R]</i>
<i>Roger BAUDARD [F]</i>	<i>Teodor BARRADO</i>
<i>Bernard MELLER [F]</i>	<i>Eugenio RUIZ</i>
<i>Jean DELALAIN [F]</i>	<i>Georges CHAFFANGEON [F]</i>
<i>Suzanne GIRBE [F]</i>	<i>Carlos CONTE [I] ⁶</i>
<i>Louis RECOULES [ou RECOULIS; F]</i>	<i>Estanislàs CRIBALLES</i>
<i>André LESAFFRE [F]</i>	<i>Manuel ARACIL [E]</i>
<i>René GALISSOT [F]</i>	<i>José SEGURA</i>
<i>Jean ALBERTINI [F]</i>	<i>Rémy BOUDOU [F] ⁷</i>
<i>Émile BOFF [F] ⁴</i>	<i>Georgette KOKOCZYNSKI [F]</i>
<i>Manuel HERNANDEZ</i>	<i>Pedro FERNANDEZ [E]</i>

La liste de David Berry sur «Les volontaires français en Espagne» comporte les noms de quatre Français supplémentaires, dont il dit qu'ils furent tués à Perdiguera: Mario Bérard, Raymond Bergé (arrivé en Espagne en septembre 1936), Henri Delaruelle⁸, et R...s (?) Yves.

2. Document de L'IISG, FAI, Pe 50/Caja 521. Après les noms de trente-sept personnes, nous avons ajouté F pour Français, E pour Espagnol, A pour Allemand, R pour Russe et I pour Italien.

3. Il aurait combattu dans la colonne Durruti et dans la centurie Sébastien-Faure.

4. Selon Berry, il serait mort à Madrid le 12 novembre 1936.

5. Dans une liste du DAS en date du 25 septembre 1936, recensant les miliciens «mobilisés» à cette date, en face de son nom sont inscrites deux adresses en France (ami ou famille réfugiée?): Léo Cohn, 38 bis rue Vital, Paris XIX^e; et 25 BP Issy-les-Moulineaux.

6. Sans doute Carlo Conti, anarchiste italien des Marches, recensé dans *Un trentennio* comme appartenant à la colonne Durruti et signalé mort à Perdiguera (Fedeli, 1953, p. 186).

7. Sans doute Boudoux, Francis, mais il semblerait que ce soit une erreur: il aurait survécu.

8. Selon Berry, Delaruelle se battait dans la colonne italienne (sans doute celle de la colonne Ascaso, sur le front de Huesca).

V. Listes de miliciens du DAS établies en janvier 1937⁹

1) Liste des camarades qui sous le contrôle du DAS sont allés au front avec le Groupe international, et qui n'y sont plus présents actuellement. Liste établie à la fin de la dernière période de permissions. D'éventuelles erreurs ne sont pas exclues.

BARTLING, Kurt: apparemment entré dans le « Todesbataillon » [bataillon italien]
SCHREYER, Gottfried: blessé pour au moins un mois.
GORG, Karl: D.U. parti en France.
HEILIGER, Franz: blessé.
KOKES, Adolf: expulsé.
WIENHOLD, August: au foyer des émigrants âgés.
ZIMMERMANN, Walter: a refusé de revenir au GI. S'est à nouveau disputé et se trouve à l'hôpital militaire.
KOKES, Léopoldine: expulsée.
LASSEN, Alfred: soi-disant parti dans une autre unité.
THOMA, Hans: en permission en France. Ne se soucie pas de rentrer.
LIPFERT, Fritz: blessé au pied, à Barcelone.
EBERHARDT, Ernst: très malade, en traitement.
WEBER, Fritz: D.U. en France.
KAISER, Karl: en traitement à Barcelone (A)
GIERKE, Walter: expulsé.
PALULAT, Hermann: perdu.
BOEHM, Karl: expulsé vers la France.
BENNER, Fritz: parti du front, malade.
LOESAUS, Karl: parti.
GIERHT [sic], Madeleine: à Barcelone.

UHRBAN, Philipp: blessé, à Barcelone.
OHR, Willi: stationnement inconnu.
HONECKER, Rudolf: parti pour la France, pas revenu.
WETTLAUER, Albert: exclu du front pour raison politique.
HEINZ, Oskar: blessé, à Barcelone.
TESCHKE, Alfons: blessé, à Barcelone.
BOROSTOWSKI, Willi: blessé, à Barcelone.
RUDOLF, Paul: travaille dans le restaurant du Groupe.
LEHMAN, Werner: D.U. n'est pas rentré de Belgique.
VOLKERT, Georg: parti on ne sait où.
SCHOBBER, Martin: idem.
HANEL, Wenzel: idem.
v.d. LOHE, Anton: idem.
CHOQUETTE, Simon: tombé au front.
STERNHEIM, Lazar: parti dans les Brigades internationales sans l'avoir annoncé.
MIKENAUER, Mischa: pas d'explication.
GIESKE, Werner: a demandé à partir.
SCHWIENHECK, Hermann: parti dans une autre section.
HAENDEL, Hans: malade, à Barcelone.

Barcelone, le 4 janvier [1937]

9. Sources: IISG, FAI 1 (traduction de l'allemand par nos soins).

2) Inventaire des camarades contrôlés par le Groupe DAS dans les milices. Établi le 20 janvier 1937.

*GROUPE INTERNATIONAL DIVISION DURRUTI*¹⁰

<i>AEPPLI, Jacob (S)</i>	<i>LORK, Willi</i>
<i>BADER, Alois (D)</i>	<i>LUDWIG, Heinz</i>
<i>BAHLKE, Henri (D)</i>	<i>LUSTICA, Antonio (Sp)</i>
<i>BERGER, Alfred</i>	<i>MAJEWSKI, Otto (D)</i>
<i>BERNAUER, Theodor</i>	<i>MARSCHL, Franz (Oe)</i>
<i>BOEHME, Kurt</i>	<i>MICHAELIS, Michel [D]</i>
<i>BORTZ, Heinrich</i>	<i>MUGGLI, Richard (S)</i>
<i>BRAUNER, Karl</i>	<i>OSTROGA, Kurt (D)</i>
<i>BRINKMANN, Georg</i>	<i>PIKK, Hermann (Estländer) [Estonien]</i>
<i>BRUHNS, Helmuth</i>	<i>PUIG, Juan? (Sp)</i>
<i>EICHMANN, Heinrich (S)</i>	<i>RAU, Heinrich</i>
<i>EY, Edgar [nom rayé], in Gelsa</i> ¹¹	<i>RAUSCH, Hugo [nom rayé], Grupo de Ingenieros a Gelsa</i>
<i>EY, Harry [nom rayé], in Gelsa</i>	<i>RAUSCHENBERGER, Norbert</i>
<i>FISCHER, Emanuel (D)</i>	<i>REITMAYER, Franz</i>
<i>GALANTY, Ernst (D)</i>	<i>RITTER, Franz (S)</i>
<i>GERNSHEIMER, Georg</i>	<i>RYBKA, Oskar (D)</i>
<i>GIERTH, Hermann (D)</i>	<i>SANER, Ernst (S)</i>
<i>GILLOT, Régis (Fr)</i>	<i>SCHEUNGRAB, Josef</i>
<i>GMUER, Edwin (S)</i>	<i>SCHMIEDEL, Paul</i>
<i>GOERTEMAKER, Dietrich</i>	<i>SCHREIBER, Robert</i>
<i>GROECHENIG, Alois (D)</i>	<i>SCHREIZ?, Anton (D?)</i>
<i>GRYALVO, Fernando (Sp)</i>	<i>SCHWARZ, Christian [nom rayé], Aufenthalt unbekannt [stationnement inconnu]</i>
<i>GUERNDT, Paul</i>	<i>SCHWARZ, Jean</i>
<i>HAAG, Theodor</i>	<i>STOCK, Jules</i>
<i>HAMANN, Karl</i>	<i>TARGOWNIK, Liejbus (Staatenlos) [apatride]</i>
<i>HAMELINK, Peter (Holländer)</i>	<i>THALMANN, Klara (S)</i>
<i>HARLEY, Ralph (E)</i>	<i>THALMANN, Paul (S)</i>
<i>HOPF, Primus</i>	<i>TOEWE, Otto</i>
<i>JANSSON, Oloff (Su)</i>	<i>VESPER, Hans (D)</i> ¹²
<i>JOSEPH, Willi</i>	<i>VOGT, Fritz [nom rayé], Kaballerie in Montegrillo</i>
<i>KLEMENT, Ernst</i>	<i>WALTER, Armin (S)</i>
<i>KRAFFT, Waldemar</i>	<i>WIELAND, Hans</i>
<i>KUMMER, Emil (S)</i>	<i>WIESE, Franz</i>
<i>KWANT, Herbert [nom rayé], vermisst [disparu]</i>	<i>WITTFOHT, Walter</i>
<i>LAMOTTE, Christian (Louis)</i>	<i>ZIMMERMANN, Oskar (D)</i>
<i>LÄTT, Nisse (Su)</i>	
<i>LEDERMANN, Hans (S)</i>	

10. D : Allemand ; S : Suisse ; Su : Suédois ; Fr : Français ; Sp : Espagnol ; Oe : Autrichien ; E = Anglais

11. « In Gelsa » indique qu'ils ont refusé la militarisation du GI et qu'il ne l'ont pas suivi dans ses nouveaux quartiers à Pina.

12. Sans doute le « Suédois » amputé dont parlent Kirschey et Lätt, qui le prénomment Jack.

VI. Liste des membres du groupe « *Libertà o Morte* »

107.025877-K1-13.45 Mod. 624
8-8-939

RISERVATA

Ministero dell'Interno

COPIA di un quadro di militanti libertari del gruppo "Libertà o morte"
(Cassa d'Argeles sur Mer- Francia).--

1 -Dupuys Marcello (12384)	60 -Gimenes Antonio
2 -Castellani Dario (20543)	61 -Mazzoni Angelo (18601)
3 -Bruschi Angelo (79430)	62 -Martinet Giovanni
4 -Ragni Cesare (15643)	63 -Rossi Lodovico (3654)
5 -Volontè Giuseppe (18637)	64 -Seles Antonio
6 -Carelli Giuseppe (7513)	65 -Paoli Antonio (83180)
7 -Borgo Enrico	66 -Gabbani Giuseppe (125752)
8 -Ortega Arquinio	67 -Milani Giacomo
9 -Maran Valentino (127330)	68 -Pavesi Ruggero (129028)
10 -Lopez Alberto	69 -Benussi Carlo (75978)
11 -Magnani Pio (129106)	70 -Rosati Domenico (25538)
12 -Giovinnazzi Francesco	71 -Ardemagni Massimo (136350)
13 -Rosco Giuseppe	72 -Sestan Lodovico
14 -Calderoni Mario (120861)	73 -Rolando Pietro (132925)
15 -Venanzi Ercole (114052)	74 -Zaszu Giovanni (57318)
16 -Bellon Bruno (129021)	75 -Margarita Ilario (23274)
17 -Marconi Mario	76 -Mengati Ettore
18 -Osio Lelio (13889)	77 -Vezzulli Giovanni (42719)
19 -Corradi Costantino (48702)	78 -Primi Enrico (131607)
20 -Tella Torre Oreste (127015)	79 -Querin Umberto (64195)
21 -Renzi Trentino (133874)	80 -Aldighieri Carlo
22 -Vigano Angelo (115448)	81 -Bertola Ernesto
23 -Domi Aldo	82 -Sternini Rolando
24 -Bonfanti Enrico (44003)	83 -Scanziani Romeo
25 -Martini Giovanni (112242)	84 -Giusti Lorenzo (93756)
26 -Baglioni Mariano (78101)	85 -Franchi Ferdinando (3964)
27 -Mascherini Mario	86 -Massera Pietro
28 -Batelli Corrado (132714)	87 -Montacci Angelo (115962)
29 -Luisi Pietro	88 -Bregoli Dino
30 -Pavasi Ruggero (129028)	89 -Checchi Luigi (98297)
31 -Motta Adamastorio (112055)	90 -Martini Giovanni (112242)
32 -Corali Uggero	91 -Montresor Gaetano
33 -Colombo Filippo (5726)	92 -Tortolini Corrado (112493)
34 -Bonafede Eugenio	93 -Giudici Mario (125560)
35 -Gorini Pietro	94 -Pedrazzini Enrico (120029)
36 -Diana Pietro (127760)	95 -Di Pompeo Vincenzo
37 -Pisani Santiago (18410)	96 -Premoli Piero (129109)
38 -Rubini Giuseppe	97 -Matteuzzi Carlo
39 -Landini Enea (98359)	98 -Minzoni Cesare (135763)
40 -Amorini Carlo	99 -Virgilio Giovanni
41 -Canale Aurelio (126889)	100 -Mangraviti Placido (124421)
42 -Diano Consolato	101 -Wladimiro Dabichevich
43 -Donati Enzo (127587)	102 -Frossini Adolfo
44 -Braga Fausto (11968)	103 -Frossini Luciano
45 -Ercolani Enrico (8344)	104 -Frossini Guglielmo
46 -Calderara Giuseppe	105 -Frossini Roberto
47 -Fantoni Luciano (128048)	106 -Frossini Guerino
48 -Bandinelli Rinaldo	107 -Frossini Carlo
49 -Nannucci Guglielmo (124712)	108 -Rizzotto Leonardo
50 -Donadio Aristide	109 -Cetin Pietro (135012)
51 -Bientinesi Armando (111988)	110 -Chervatin Fernando (121144)
52 -Dardanelli Matteo (22352)	111 -Valdica Biagio
53 -Crespi Enrico (3636)	112 -Giacomelli Cornelio (43314)
54 -Levi Guattiero	113 -Guerrieri Settimo (86102)
55 -Gramsci Gennaro (47095)	114 -Vautero (38704)
56 -Sabbatini Sergio (3599)	115 -Tosi Muzio (79759)
57 -Clerico Liberate (123682)	116 -Pesce Giuseppe
58 -Coldra Giacomo	117 -Zambonini Enrico (31376) . =
59 -Neri Ermanno (125092)	

CHRONOLOGIE

1936

17 juillet: *Pronunciamiento* et soulèvement de l'armée du Maroc.

18 juillet: Soulèvement d'une partie de l'armée dans la péninsule. Le chef du gouvernement Casares Quiroga démissionne.

19 juillet: La CNT appelle à la grève générale. Le gouvernement Martínez Barrio refuse d'armer le peuple et doit démissionner.

20 juillet: Le gouvernement se résout à armer le peuple. José Giral envoie un télégramme à Léon Blum pour lui demander des armes.

Plénium de la Fédération locale de la CNT de Barcelone dans l'après-midi, où se présentent des émissaires de Companys: s'ensuit une entrevue dans le bureau de Companys avec une délégation de la CNT (García Oliver, Durruti, Santillán, etc.), qui propose de constituer un Comité révolutionnaire avec les socialistes, les communistes, les catalanistes, le POUM, etc. C'est de cet instant que date la création du Comité central des milices antifascistes.

21 juillet: Plénium régional de fédérations locales et sous-régionales convoqué par le Comité régional de Catalogne de la CNT à Barcelone: à l'exception de la fédération cantonale du Bajo Llobregat, qui soutient la proposition de García Oliver d'« *ir a por el todo* », décision est prise de collaborer et de former le Comité des milices antifascistes, ainsi que de repousser la mise en œuvre du communisme libertaire après la victoire sur le camp rebelle. Institution du Comité central des milices antifascistes de Catalogne, le soir, juste après le plénium de la CNT (3 CNT, 2 FAI, 3 UGT, 1 (futur) PSUC, 1 POUM, 3 Esquerra, 1 Rabassaires et 1 Action catalane).

22 juillet: Réunion du Comité central des milices antifascistes au Club nautique, où il est décidé de confier à Durruti la mission de partir à l'assaut de Saragosse.

23 juillet: Le soir, réunion du groupe *Nosotros*, au cours de laquelle García Oliver propose de mettre à profit le déploiement des troupes aux ordres de Durruti le lendemain matin pour prendre d'assaut les sièges du pouvoir. Durruti s'y oppose, en renvoyant la chose après la prise de Saragosse.

24 juillet : La colonne Durruti quitte Barcelone à 10 heures en direction de Saragosse et libère au passage certaines localités d'Aragon. Départ de la colonne Sur-Ebro, avec Antonio Ortiz à sa tête.

25 juillet : Départ de la colonne Ascaso, avec Domingo Ascaso, Gregorio Jover et Cristóbal Aldabaldetrecu.

Réunion du CCMA le matin, où sont données des nouvelles de la colonne Durruti, qui serait passée à Lérida en direction de Saragosse.

Après les entretiens Blum-Baldwin, le gouvernement français fait sa première déclaration de non-intervention.

2 août : Constitution d'un nouveau gouvernement de la Généralité présidé par Josep Casanovas.

5 août : Début de l'expédition à Majorque : plus de 5 000 hommes sont engagés.

Fin août : Plénum de fédérations locales et cantonales du Mouvement libertaire de Catalogne : l'alternative collaboration ou « dictature » est à nouveau posée par García Oliver qui opte pour la prise du pouvoir par la CNT. La majorité s'y oppose et décide de collaborer et de participer à la Généralité, suivant le point de vue de Santillán. Le Comité péninsulaire de la FAI y assiste avec voix délibérative et le plénum est secret.

3 septembre : Fin de l'expédition à Majorque, grave échec.

4 septembre : Démission du cabinet Giral. Formation du gouvernement Caballero. Début de l'offensive sur Siétamo menée par l'*agrupación* de Mira et le Groupe international.

12 septembre : Prise de Siétamo.

15 septembre : Plénum national de Régionales CNT à Madrid : il est proposé de constituer un Conseil national de défense, formé à partir de la CNT et de l'UGT.

16 septembre : Assemblée en vue de la création d'un organe de coordination des quatre cent vingt collectivités d'Aragon à Bujaraloz, en présence de Durruti et d'Ortiz.

17 septembre : Prise de Loporzano, Estrecho Quinto et Monte Aragón dans la foulée de celle de Siétamo.

24-26 septembre : Plénum régional des syndicats uniques (CNT) à Barcelone : approbation définitive de l'entrée de la CNT au gouvernement de la Généralité, rebaptisé « Conseil de la Généralité », décision gardée secrète jusqu'au 27.

27 septembre : Formation du Conseil de la Généralité. La CNT entre au gouvernement catalan avec trois « conseillers » (Juan Fábregas, José Domenech et Antonio García Birlán).

Horacio Prieto, secrétaire national de la CNT, est convoqué au ministère de la Guerre par Caballero, qui parle aux représentants réunis du Front populaire de la nécessité de quitter Madrid. Prieto s'y oppose et la question est repoussée à plus tard.

1^{er} octobre : Dissolution par la Généralité du Comité central des milices. Nomination de García Oliver comme secrétaire général à la Défense.

6 octobre : Plénum extraordinaire des syndicats CNT d'Aragon avec représentation des colonnes confédérales, tenu à Bujaraloz : il est décidé de créer un Conseil régional de défense d'Aragon, installé à Alcañiz. Les affaires militaires restent de la compétence de la Généralité.



8 octobre : Premier décret ordonnant la militarisation des milices. Réunion convoquée par le Conseil de défense de la Généralité, en vue de créer un état-major en Aragon : présence de Díaz Sandino, Durruti, Villalba, Del Barrio, Ortiz, Rovira et Pérez Salas.

10 octobre : Décret de constitution de l'armée populaire. Largo Caballero est nommé chef suprême des armées.

18 octobre : Largo Caballero convoque une réunion de représentants du Front populaire, ainsi que de la CNT (représentée par Horacio Prieto), à Madrid : il est à nouveau question pour le gouvernement de quitter Madrid, mais Horacio Prieto s'y oppose toujours. C'est à partir de cette réunion que vont se dérouler de discrètes conversations entre Largo Caballero et Horacio Prieto afin de mettre au point l'entrée de quatre ministres anarchistes dans le gouvernement, avec comme condition posée par la CNT de pouvoir choisir ses ministres, et comme condition annexe d'envoyer Durruti à Madrid. Le soir, après un plénum national qui vient d'approuver le principe de l'entrée d'anarchistes au gouvernement, Prieto, López et Falomir vont voir Caballero pour lui communiquer cette décision.



19 octobre : Horacio Prieto se rend à Barcelone afin de vaincre les dernières réticences des anarchistes catalans à ratifier les accords adoptés par le plénum de la veille. Il rencontre Durruti qui refuse de se rendre à Madrid.

Premiers volontaires des brigades internationales à Albacete.

22 octobre : Signature d'un pacte d'unité d'action entre anarchistes et communistes de Catalogne (CNT-FAI-UGT-PSUC) : les deux mouvements s'engagent à renforcer le pouvoir de la Généralité et à liquider les « groupes incontrôlés ».

23 octobre : Plénum de Régionales de la CNT à Madrid : la CNT demande à participer au gouvernement, aux conditions posées dans le plénum de Régionales du 15 septembre. Menace de blocus de la capitale en cas de refus. Il y est question de la constitution d'un Comité de guerre national, préambule à l'unification des fronts de Catalogne, Aragon, Levant et Andalousie et de la mobilisation des forces confédérales, jusqu'à 100 000 hommes.

24 octobre : Décrets de la Généralité visant à encadrer les collectivisations et à imposer la militarisation des milices.

25 octobre : Le gouvernement espagnol livre cinq cent dix tonnes d'or à l'URSS.

1^{er} novembre : Entrée en vigueur du décret de militarisation de la Généralité. Durruti signe un texte contre les militarisations.

4 novembre : Entrée des anarchistes au gouvernement républicain. García Oliver devient ministre de la Justice et il est remplacé par Juanel au secrétariat à la Défense de la Généralité.



16 heures : conseil des ministres au ministère de la Guerre, où Largo Caballero annonce que le gouvernement quitte Madrid.

Durruti prononce un important discours radiophonique aux travailleurs d'Espagne, qui est sévèrement censuré dans la presse, y compris confédérale.

6 novembre : Le gouvernement se déplace à Valence, et le général Miaja reste en charge de la défense de la capitale, à la tête de la nouvelle Junte de défense : dans la nuit, il

nomme Vicente Rojo chef d'état-major.

7 novembre : Une résistance inattendue se déclare à Madrid, sous l'influence de la pugnacité de la population madrilène : les combattants qui ont fui le front se retrouvent à Madrid et font face.

8 novembre : Vers 6 heures, une colonne composée de mille volontaires anarcho-syndicalistes, dont Cipriano Mera est le délégué politique, arrive à Madrid, en provenance de Cuenca.

9 novembre : Montée au feu des forces de Mera.

Création à Valence du Conseil supérieur de guerre, cabinet restreint chargé des questions militaires.

11 novembre : Le Conseil de défense de la Généralité convoque une réunion des chefs de colonne à Barcelone. Durruti accepte de commander une colonne qui se porte au secours de Madrid.

12 novembre : Entrée en ligne des Brigades internationales à Madrid.

13 novembre : Une partie de la colonne Durruti (1^{er} groupement commandé par José Mira, huitième par Liberto Ros et trois centuries, soit 1400 hommes) transite par Barcelone avant de se rendre sur le front de Madrid.

15 novembre : Arrivée à Madrid dans la matinée de la colonne Durruti dont le Comité de guerre est composé de Miguel Yoldi et Ricardo Rionda, assistés de José Manzana et Francisco Mora.

18 novembre : Plénum national de Régionales, où Horacio Prieto présente sa démission. Il est remplacé par Mariano Rodríguez Vásquez.

19 novembre : Durruti est gravement blessé dans l'après-midi aux abords de l'hôpital *Clínico*.

20 novembre : Mort de Durruti à Madrid vers 4 heures. Ricardo Sanz est nommé pour lui succéder à Madrid, tandis que Manzana doit le remplacer en Aragon.



12 décembre : Démission d'Andrés Nin, ministre de la Justice au sein de la Généralité.

13 décembre : Première crise de gouvernement de la Généralité.

25 décembre : Légalisation du Conseil d'Aragon.

28 décembre : Décret du ministre de la Justice García Oliver portant création des camps de travail.

1937

15 janvier : Le Conseil d'Aragon décrète la création d'un tribunal populaire à Caspe.



5 février : Réunion des colonnes confédérales convoquée par la colonne de Fer.

14 et 15 février : Congrès convoqué par le Comité régional CNT à Caspe : une Fédération régionale des collectivités se crée en marge du Conseil d'Aragon, considéré comme trop gouvernemental. José Mavilla est élu secrétaire.

Mars : Plénum régional de la CNT d'Aragon, où la minorité révolutionnaire critique la représentation disproportionnée des partis politiques au sein du Conseil d'Aragon et le rôle négatif des délégations à l'Économie et à l'Agriculture. La *Comarcal del Cinca* (José Alberola) propose la dissolution du Conseil.

17 avril : Les carabiniers de Negrín reprennent aux miliciens de la CNT le contrôle de la frontière : affrontements à Puigcerda et mort d'Antonio Martín, l'âme des collectivisations de la région.

24 avril : Destitution du Conseil de défense de Madrid.

3-7 mai : Journées sanglantes de Barcelone. Affrontements opposant communistes et forces de l'ordre aux anarchistes et au POUM.

15 mai : Crise du gouvernement de Madrid. Les communistes exigent la dissolution du POUM. Largo Caballero refuse et doit démissionner devant l'hostilité des partisans de Juan Negrín et Indalecio Prieto.

17 mai : Gouvernement Juan Negrín. Exclusion des anarchistes et dissolution du POUM.

19 juin : Les anarchistes quittent le cabinet catalan.

11 août : Dissolution du Conseil d'Aragon. Assaut de la colonne Líster sur les collectivités et le Conseil d'Aragon.

15 août : Création par Indalecio Prieto du SIM, avec à sa tête le républicain Sayagües puis le socialiste Uribarry.

1938

7 mars : Offensive nationaliste en Aragon en direction de la Méditerranée.

8 avril : La CNT revient au gouvernement, où elle est représentée par Segundo Blanco, ministre de l'Instruction publique.

15 avril : Les nationalistes atteignent la Méditerranée à Viñaroz et coupent en deux la zone républicaine.

21 septembre : Juan Negrín propose, à la Société des Nations, le retrait de tous les étrangers combattant en Espagne.

Octobre : Procès des dirigeants du POUM monté par les communistes. Début du retrait des brigades internationales.

15 novembre : Les brigades internationales quittent officiellement l'Espagne. Revue d'adieu à Barcelone.

1939

26 janvier : Chute de Barcelone. La population reflue vers la frontière française.

9 février : Antoine Gimenez quitte l'Espagne par Port-Bou.

10 février : La totalité de la Catalogne est conquise par les nationalistes.

5-6 mars : Constitution du Conseil national de défense à Madrid sous la direction de Casado et avec l'appui de la CNT du Centre.

1^{er} avril : Proclamation de la fin de la guerre par Franco.

BIBLIOGRAPHIE

LIVRES ET REVUES

Nous n'avons indiqué ici que les ouvrages dont nous nous sommes servis, mais si l'on veut avoir une vue plus générale, on peut se reporter au très utile travail de Salvador Gurucharri, *Bibliografía del anarquismo español, 1869-1975* (Barcelone, la rosa de foc, 2004).

À contretemps, n° 8, Louis Mercier 1914-1977, Paris, 2002.

À contretemps, n° 10, Diego Abad de Santillán 1897-1983, Paris, 2002.

À contretemps, n°s 14-15, Georges Navel 1904-1993, Paris, 2003.

À contretemps, n° 17, Juan García Oliver 1902-1980, Paris, 2004.

À contretemps, n° 21, Paris, 2005.

ACKELSBURG, Martha A., 1999, *Mujeres Libres, el anarquismo y la lucha por la emancipación de las mujeres*, Barcelone, Virus, 1999.

ALBA, Víctor, 2001, *Los colectivizadores*, Barcelone, Laertes, 2001.

AMORÓS, Miguel, 2003, *La revolución traicionada. La verdadera historia de Balaio y Los Amigos de Durruti*, Barcelone, Virus, 2003.

– 2004, *Pablo Ruíz de Galarreta, un sastre navarro en la revolución anarquista*, Vitoria, Asociación Isaac Puente, 2004.

– 2005 a, *Francisco Carreño, el arduo y largo camino de la anarquía*, Vitoria, Asociación Isaac Puente, 2005.

– 2005 b, *Durruti y los Rusos. Los comienzos en política exterior de la CNT*, Bilbao, Likiniano elkarte, 2005.

ANONYME [José MIRA], 1938, *La 26 División*, Barcelone, Sindicato de la Metalurgia, CNT, 1938.

ARTÍS-GENER, Avel·li, 1989, *Viure i veure/1*, Barcelone, Pòtic, 1989.

BENET, Josep, 2003, *Domènec Latorre, afusellat per catalanista*, Barcelone, Edicions 62, 2003.

BERNER, Rudolf, 1997, *Die unsichtbare Front*, Berlin, Libertad Verlag, 1997. Contient une étude rédigée par Andreas Graf et Dieter Nelles.

BERNERI, Camillo, 1977 a, *Guerre de classes en Espagne 1936-1937 et textes libertaires*, Paris, Spartacus, 1977.

– 1977 b, *Guerra de clases en España, 1936-1937*, Barcelone, Tusquets, 1977.

BERRY, David, 1989, *French Anarchists in Spain, 1936-1939*, in *French History*, vol. 3, n° 4, pp. 427-465, Oxford University Press, 1989.

– 1990, *Solidarité internationale antifasciste : les anarchistes français et la guerre civile d'Espagne*, in Sagnes & Caucanas, 1990, pp. 73-88.

– 1997, *French Anarchist Volunteers in Spain, 1936-39: Contribution to a Collective Biography of the French Anarchist Movement*. melior. univ-montp3.fr/ra_forum/en/people/berry_david/spain_french.volunteers.a.html

– 2002, *A History of the French Anarchist Movement, 1917-1945*, London, Greenwood Press, 2002.

BERTHUIN, Jérémie, 2000, *De l'espoir à la désillusion. La CGT-SR et la Révolution espagnole. Juillet 1936-décembre 1937*, Paris, CNT-RP, 2000.

BOLLOTEN, Burnett, 1989, *La Guerra Civil española: Revolución y contrarrevolución*, Madrid, Alianza Editorial, 1989 (troisième réimpression 2004).

– 1977, *La révolution espagnole. La gauche et la lutte pour le pouvoir*, Paris, Ruedo Ibérico, 1977.

BORRÁS, José, 1983, *Aragón en la revolución española*, Barcelone, César Viguera, 1983.

BREÁ, Juan & LOW, Mary, 1997, *Carnets de la guerre d'Espagne*, Paris, Verticales, 1997.

BROUÉ, Pierre, 1993, *Staline et la révolution. Le cas espagnol (1936-1939)*, Paris, Fayard, 1993.

CAMPOS CRESPO, Antonio, 1999, *Guerra y cárcel en España 1936-1975*, Barcelone, Virus, 1999.

CARPENA, Pepita, 2000, *De toda la vida. Mémoires*, Paris & Bruxelles, Le Monde libertaire & Alternative libertaire, 2000.

CARRASQUER, Félix, 2003, *Les collectivités d'Aragon. Espagne 36-39*, Paris, CNT-RP, 2003.

CASANOVA, Julián, 1985, *Anarquismo y revolución en la sociedad rural aragonesa 1936-1938*, Madrid, Siglo XXI, 1985.

CASOAR, Phil & FEUILLADE, Lucien, 1988, *Itinéraire François-Charles Carpentier*, in *Le Monde Libertaire* n° 708, 19 mai 1988.

CATTINI, Giovanni C., 2000, *Anarquistes italiens a l'Espanya republicana. La visió de Giuseppe Ruozzi*, in *Afers*, n° 37, pp. 713-729, Barcelone, Editorial Afers, 2000.

COLLECTIF, 1999, *Présence de Louis Mercier*, Lyon, Atelier de Création Libertaire, 1999.

COLLECTIF, 2003, *Actes du colloque Han Ryner, Marseille 28 et 29 septembre 2002*, Marseille, CIRA & Les Amis de Han Ryner, 2003.

CORMAN, Mathieu, 1937, «*Salud camarada!*» *Cinq mois sur les fronts d'Espagne*, Paris, Tribord, 1937.

DAUVÉ, Gilles, 1979, Présentation de «*Bilan*», *Contre-révolution en Espagne 1936-1939*, Paris, UGE, 10/18, 1979. Une version refondue et augmentée a paru en 1998 chez ADEL sous le titre «*Quand meurent les insurrections*» : elle est disponible sur Internet. Ce texte est intéressant mais pêche par quelques approximations.

DELPERRIÉ DE BAYAC, Jacques, 1985, *Les brigades internationales*, Marabout, 1985 (première édition Fayard, 1968).

DI LEMBO, Luigi, 2001 a, *La sezione italiana della colonna Francisco Ascaso*, in *Rivista storica dell'anarchismo*, n° 2, 2001.

– 2001 b, *Guerra di classe et lotta umana. L'anarchismo in Italia, del bienio rosso alla guerra di Spagna, 1919-1939*, Pise, B. F. Serantini, 2001.

DÍEZ TORRE, Alejandro, 2003, *Confederados. Aragón 1900-1936*, Universidad de Zaragoza, 2003.

EINSTEIN, Carl & KAHNWEILER, Henry, 1993, *Correspondance, 1921-1939*, Marseille, André Dimanche, 1993.

ENZENSBERGER, Hans Magnus, 1980, *Le bref été de l'anarchie. La vie et la mort de Buenaventura Durruti*, Paris, Gallimard, 1980 (première édition 1975 et édition originale allemande en 1972).

FEDELI, Ugo, 1953, *Un trentennio di attività anarchica 1914-1945*, Cesena (Forlì), Edizioni «L'Antistato», 1953.

GABRIEL, José, 1938, *La vida y la muerte en Aragón*, Buenos Aires, Ediciones Imán, 1938.

GALLARDO ROMERO, Juan José & MÁRQUEZ RODRÍGUEZ, José Manuel, 1999, *Ortiz, general sin dios ni amo*, Barcelone, Hacer, 1999.

GARCÍA GARCÍA, Miguel, 1982, *Miguel García's story*, Orkney, Cien-fuegos Press, 1982.

GARCÍA OLIVER, Juan, 1978, *El eco de los pasos*, Paris et Barcelone, Ruedo Ibérico, 1978.

GIMÉNEZ ARENAS, Juan, 1996, *De la Unión à Banat. Itinerario de una rebeldía*, Madrid, Fundación Anselmo Lorenzo, 1996.

GMÜR, Edi, 1986, in Spiess, 1986.

GODICHEAU, François, 2004, *La guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, 2004.*

HABECK, Mary R., RADOSH, Ronald & SEVOSTIANOV, Grigory, 2002, *España traicionada, Stalin y la guerra civil*, Barcelone, Planeta, 2002.

HERNÁNDEZ, Jesús, 1953, *La grande trahison*, Paris, Fasquelle, 1953.

HUBER, Peter & ULMI, Nic, 2001, *Les Combattants suisses en Espagne républicaine, 1936-1939*, Lausanne, Antipodes, 2001.

INGLADA, Jesús, 2005, *Jesús Salillas Artigas: un joven de Pina que ha vivido para contarlo*, Pina de Ebro, inédit, 2005.

IÑIGUEZ, Miguel (dir.), 2001, *Esbozo de una Enciclopedia histórica del anarquismo español*, Madrid, Fundación Anselmo Lorenzo, 2001.

ITURBE, Lola, 1974, *La mujer en la lucha social*, Mexico, Editores Mexicanos Unidos, 1974.

JACQUIER, Charles (dir.), 1998, *Simone Weil, L'expérience de la vie et le travail de la pensée*, Arles, Sulliver, 1998.

JULIÁ, Santos (dir.), 1999, *Víctimas de la guerra civil*, Madrid, Temas de hoy, 1999 (réimpression 2004).

KELSEY, Graham, 1994, *Anarcosindicalismo y estado en Aragón 1930-1938*, Madrid, Fundación Salvador Seguí, 1994.

– 1996, *El mito de Buenaventura Durruti*, in Morales & Ortega, 1996, pp. 82-85.

KIRSCHEY, Helmut, 2000, «*A las Barricadas*» *Erinnerungen und Einsichten eines Antifascisten*, Wuppertal, Achterland, 2000.

KRÖGER, Marianne, 1992, *Carl Einstein im Spanischen Bürgerkrieg*, in *Archiv für die Geschichte des Widerstandes und der Arbeit*, n° 12, Fernwald (Annerod), Germinal Verlag, 1992.

LÄTT, Nisse, 1993, *En svensk anarkist berättar. Minnesbilder ur Nisse Läts liv som agitator och kämpe för de frihetliga idéerna (Un anarchiste suédois raconte. Mémoires de Nisse Läts comme agitateur et combattant pour les idées libertaires)*, Göteborg/Nittorp, Nisse Läts Minnesfond, 1993. <http://www.yelah.net/books/ou> <http://altemark.status.nu/literatrix/En-anarkist-berattar>, Nisse Läts/En anarkist berättar.htm

LEDESMA, José Luis, 2003, *Los días de llamas de la revolución*, Zaragoza, Institución «Fernando el Católico», 2003.

LEE, Laurie, 2004, *Un beau matin d'été*, Paris, Phébus, Libretto, 2004.

* Cet ouvrage a fait l'objet d'une recension de la part d'un giménologue, parue dans le bulletin de critique bibliographique *À contretemps*, n° 21.

- LÉGER, Robert, 1984, *Entretiens avec Phil Casoar*, Paris, document sonore, 1984.
- LÉGER, Michel, 2005, *De brigades en brigades*, Breuillet, autoédition, 2005.
- LEVAL, Gaston, 1983, *Espagne Libertaire*, Paris, Éditions du Monde Libertaire, 1983.
- LLADOS TARRAGO, Josep, 2005, *Mémoires et entretiens avec Frédéric Alémany*, inédit.
- LLARCH, Joan, 1973, *La muerte de Durruti*, Barcelone, Aura, 1973.
Cet ouvrage a été réédité dans une version corrigée en 1983 aux éditions 29 à Barcelone : c'est celle qu'il faut lire.
- LORENZO, César MARTÍNEZ, 1969, *Les anarchistes espagnols et le pouvoir*, Paris, Le Seuil, 1969.*
- LÜSTIGER, Arno, 1991, « *Shalom Libertad!* » *Les Juifs dans la guerre d'Espagne, 1936-1939*, Paris, Le Cerf, 1991.
- MADRID SANTOS, Francisco, 1985, *Camillo Berneri, un anarchico italiano (1897-1937)*, Pistoia, Archivio Famiglia Berneri, 1985.
- MAITRON, Jean (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Paris, Éditions de l'Atelier.
- MANFREDONIA, Gaetano, 1986, *Notes sur la participation des anarchistes italiens à la révolution espagnole*, in *La Rue*, n° 37, Paris, Groupe Libertaire Louise Michel, 1986.
- MARCULETA, Edmundo, 1984, *Las seis muertes de Durruti*, Barcelone, autoédition, 1984.
- MARÍN, Ángel, 1980, *Hombres y hechos de la guerra civil española*, in Sinca, 1980, pp. 51-58.
- MARÍN, Dolors, 2003, *Han Ryner et la diffusion de sa pensée au sein de l'anarchisme ibérique*, in Collectif, 2003.
- MARTÍNEZ BANDE, José Manuel, 1989, *La invasión de Aragón y el desembarco en Mallorca*, Madrid, Editorial San Martín, 1989.
- MEFFRE, Liliane, 2002, *Carl Einstein, 1885-1940, Itinéraires d'une pensée moderne*, Paris, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, 2002.
- MERA SANZ, Cipriano, 1976, *Guerra, exilio y cárcel de un anarcosindicalista*, Paris, Ruedo Ibérico, 1976.
- MERCIER, Louis, 1955, *Lettre à Jean-Paul Samson*, in *Témoins*, III^e année, n° 8, p. 51, Zurich, 1955.

* Une édition augmentée est parue en mai 2006 aux éditions Libertaires.

MERCIER VEGA, Louis, 1975, *Simone Weil sur le front d'Aragon*, in *Les écrivains et la guerre d'Espagne*, Paris, Cahiers de l'Herne, 1975.

MERCIER, Louis, 1997, *En route pour Saragosse avec la colonne Durruti*, Lausanne, Ed. Noir, 1997.

MINNIG, Albert, 1937-1938, *Cahier d'un milicien suisse dans les rangs de la CNT-FAI*, série d'articles publiés dans *Le Réveil anarchiste*, Genève, du 24 septembre 1937 (n° 978) au 12 février 1938 (n° 992).

MIRA, José, 1938, *Los guerrilleros confederales. Un hombre : Durruti*, Barcelona, Comité Regional de la CNT, 1938.

MORALES TORO, Antonio & ORTEGA PÉREZ, Javier (dir.), 1996, *El lenguaje de los hechos : ocho ensayos en torno a Buenaventura Durruti*, Madrid, Libros de la Catarata, 1996.

NASH, Mary, 1999, *Rojas. Las mujeres republicanas en la Guerra Civil*, Madrid, Taurus, 1999.

ONORI, Hans Peter, 1977, *Protokoll des Gesprächs mit Franz Ritter*, document inédit transmis par Peter Huber.

PAGÈS i BLANCH, Pelai, 1996, *La presó model de Barcelona. Història d'un centre penitenciari en temps de guerra (1936-1939)*, Barcelone, Publicacions de l'Abadia de Montserrat, 1996.

PAZ, Abel, 1991, *Al pie del muro (1942-1954)*, Barcelone, Tot Editorial, 1991.

– 1995, *Viaje al pasado (1936-1939)*, Barcelone, autoédition, 1995. Une traduction française a été publiée en 2001 à La Digitale.

– 1996, *Durruti en la revolución española*, Madrid, Fundación Anselmo Lorenzo, 1996 (réimpression 2004).*

– 2002, *Chronique passionnée de la Colonne de Fer*, Paris, Nautilus, 2002.

* Il existe bien une version française de cet ouvrage, mais nous hésitons à y renvoyer, tellement elle est fautive : mauvaise traduction, nombreuses erreurs, toutes imperfections qui n'ont jamais été corrigées au fil des deux rééditions chez Quai Voltaire en 1993 et aux Éditions de Paris en 2000. Il faut savoir que la première édition française a paru chez La Tête de Feuille en 1972, et qu'elle a ensuite été considérablement augmentée et corrigée pour servir à la première édition espagnole chez Bruguera en 1978. Quand José Luis Gutiérrez Molina, dans son introduction à la réédition espagnole de 1996, affirme que « de cette façon, le public espagnol aura la même facilité d'accès au livre d'Abel Paz que celle qu'ont aujourd'hui les Français et les Allemands », il se trompe, car si les Allemands disposent en effet, grâce au traducteur Luis Bredlow et aux éditions Nautilus de Hambourg, d'une version intégrale de l'ouvrage, il n'en est absolument pas de même du public français, notamment en ce qui concerne les documents relatifs à la mort de Durruti. Le même historien affirme plus loin que « de plus, il parut en 1993 une nouvelle édition en français (*Un anarchiste espagnol : Durruti*, Éd. Quai Voltaire, Paris), cette fois basée sur l'édition espagnole de 1978 », il confirme qu'il a pour le moins négligé de les comparer.

- POMA, Anello, 1975, *Antifascisti piemontesi e valdostani nella guerra di Spagna*, Turin, Centro Piero Gobetti, 1975.
- PONS PRADES, Eduardo, 1979, *Verano de 1936 ¿ por que no se tomó Zaragoza ? in Nueva Historia*, n° 26, 1979.
- PORCHET, Adrien, 1997, *Adrien Porchet, cinéaste sur le front d'Aragon*, Lausanne, Noir, 1997.
- POZO GONZÁLEZ, Josep Antoni, 2002, *El poder revolucionari a Catalunya durant els mesos de juliol a octubre de 1936/Crisi i recomposició de l'Estat*, inédit. Thèse disponible sur Internet.
- PRUDHOMMEAUX, André, 1937, *Où va l'Espagne ?* Nîmes, Les Cahiers de Terre Libre, 1937.
- PRUDHOMMEAUX, André et Dori, 1970, *La Catalogne libre (1936-1937)*, Paris, Le Combat Syndicaliste, 1970.
- RAMA, Carlos M., 1977, *Camillo Berneri y la revolución española*, in Berneri, 1977 b.
- RAMOS, Manuel, 1993, *Una vida azarosa*, autoédition, 1993.
- ROMERO, Nestor, 1997, *Los Incontrolados. Chronique de la Colonne de Fer. Espagne 1936-1937*, La Bussière, Acratie, 1997.
- ROS i SERRA, Jaume, 1996, *Miquel Badia. Un defensor oblidat de Catalunya*, Ed. Mediterrànea, 1996.
- ROSELL, Thyde, 2000, *Femmes libertaires, femmes en lutte... femmes libres !*, <http://users.skynet.be/AL/archive/2000/233-nov/mujeres.htm>
- ROSELLÓ, Josep Maria, 2003, *La vuelta a la naturaleza*, Barcelone, Virus, 2003.
- RUFAT, Ramón, 1990, *Espions de la République. Mémoires d'un agent secret pendant la guerre d'Espagne*, Paris, Allia, 1990.
- SAGNES, Jean & CAUCANAS, Sylvie (dir.), 1990, *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, Presses Universitaires de Perpignan, 1990 (réimpression 2004).
- SANZ, Ricardo, 1991, *La muerte de Durruti en la batalla de Madrid*, in *Boletín de l'Amicale de la 26ª division*, n° 3, 20 novembre 1991.
- SANZ MARTÍNEZ, Juan, 1998, *Vida y luchas de un idealista*, Valencia, Tetragrama, 1998.
- SINCA VENDRELL, Amedeo, 1980, *Lo que Dante no pudo imaginar. Mauthausen-Gusen 1940-45*, autoédition, 1980.
- SOLÉ SABATÉ, Josep Maria & VILLARROYA, Joan (dir.), 2004, *La guerra civil a Catalunya*, (quatre volumes) Barcelone, Edicions 62, 2004.
- SOSSENKO, George, 2004, *Aventurero idealista*, Cuenca, Universidad de Castilla-La Mancha, 2004.

SPIESS, Heiner (Hg.), 1986, «... dass Friede und Glück Europas vom Sieg der spanischen Republik abhängt.» *Schweizer im Spanischen Bürgerkrieg*, Zurich, Limmat Verlag Genossenschaft, 1986.

STROBL, Ingrid, 1996, *Partisanas*, Barcelona, Virus, 1996 (réédition 2002).

TASIS, Rafael, 1990, *Les presons dels altres. Records d'un escarceller d'ocasió*, Barcelone, Pòrtic, 1990.

TÉLLEZ SOLÀ, Antonio, 1990, *Sabaté. Guérilla urbaine en Espagne (1945-1960)*, Toulouse, Repères-Siléna, 1990.

– 2004, *Facerías. Guerrilla urbana (1939-1957). La lucha antifranquista del Movimiento Libertario en España y en el exilio*, Barcelone, Virus, 2004 (seconde édition augmentée, première 1974).

THALMANN, Pavel & Clara, 1983, *Combats pour la liberté*, Quimperlé, La Digitale, 1983 (réédition 1997).

VALERO LABARTA, Vicenta, 2005, *Entretien avec Vicenta à Saragosse*, 11 mai 2005 (document sonore).

VÁSQUEZ OSUNA, Federico, 2005, *La rebel·lió dels tribunals. L'Administració de justícia a Catalunya (1931-1953). La judicatura i el ministeri fiscal*, Barcelone, Editorial Afers, 2005.

WEIL, Simone, 1936, *Journal d'Espagne*, in *Écrits politiques et historiques*, in *Œuvres complètes*, tome II, pp. 374-382, Paris, Gallimard, 1989.

– 1954, *Lettre à Georges Bernanos*, in *Témoins*, II^e année, n° 7, pp. 2-6, Zurich, 1954.

WILLEMSE, Hanneke, 2002, *Pasado compartido, memorias de anarcosindicalistas de Albalate de Cinca, 1928-1938*, Saragosse, Prensas Universitarias de Zaragoza, 2002.

CENTRES D'ARCHIVES

ANC, *Arxiu Nacional de Catalunya*, San Cugat del Vallès.

ACS-CPC, *Archivio Centrale dello Stato, Casellario Politico Centrale*, Rome.
Capitanía General, Barcelone.

CIRA, *Centre International de Recherches sur l'Anarchisme*, Lausanne.

CIRA, *Centre International de Recherches sur l'Anarchisme*, Marseille.

Hemeroteca de l'Ajuntament de Barcelona, Barcelone.

IISG, Amsterdam.

INDEX

NOMS CITÉS DANS LES *SOUVENIRS* D'ANTOINE GIMENEZ,
DANS LES NOTES ET DANS LES NOTICES BIOGRAPHIQUES

- ABAD DE SANTILLÁN, DIEGO (BAUDILIO GARCÍA, SINESIO) 237, 269, 272, 308, 337, 351, 359, 360, 373, 403, 460, 499
ABÓS SERENA, MIGUEL 278
AEPPLI, JACOB 320, 342, 417, 420, 421
AFFINENGHI (voir ARFINENGHI)
AGUZZI, ALDO 398
AIGUADER (ou AYGUADÉ), ARTEMIO 391
ALBEROLA NAVARRO, JOSÉ 246
ALCÓN SELMA, MARCOS 373
ALDABALDETRECU, CRISTÓBAL 371, 386, 502
ALEXANDRE (voir STARADOLZ)
ALFRED 158, 172, 173, 175, 176, 178, 179, 201, 450
ÁLVAREZ, AURELIO 271
ANDERSSON 430
ANDREU I ABELLÓ, JOSÉ 473
ANGELITA 101, 102, 112
ANGELONI, MARIO 237
ANTONA DOMÍNGUEZ, DAVID 439
ANTONOV-OVSEENKO, VLADIMIR 350
APPEL 238
ARACIL, MANUEL 296
ARCHS SERRA, RAMÓN 305
ARENAS PONS, MIGUEL 478
ARFINENGHI, ARTURO 47-49, 70, 71, 118, 119, 132, 133, 139, 143, 144, 232
ARIS MARTELL, JUAN 247, 263
ARTÍS-GENER, AVEL·LI (TÍSNER) 459-464
ASCASO ABADÍA, DOMINGO 337, 338, 351, 376, 377, 383, 384, 391
ASCASO ABADÍA, FRANCISCO, 113, 306-308, 351, 460, 496-498
ASCASO ABADÍA, MARÍA 113, 115, 116, 147, 308
ASCASO BUDRÍA, JOAQUÍN 471, 472, 473, 475
ASUMPCIÓN 163, 164, 170, 172, 173, 176, 178
AUBRION, ARMAND 233
AUGUSTA (voir MARX, AUGUSTA)
AUL 238
AZNAR 143-145
- BADÍA, MIGUEL 285, 457-460, 462, 463, 476, 478, 497, 502
BALART (ou BALARD), MICHELE 47, 382, 481, 504
BALIUS MIR, JAIME 377
BALLANO BUENO, ADOLFO 225, 258, 262-264, 273, 426
BARBIERI, FRANCESCO 150, 158, 237, 303, 399, 403, 451, 483
- BARGALLÓ, PEDRO 499
BARÓN 460
BARRIENDOS 276
BARRIOBERO HERRÁN, EDUARDO 474
BATISTA 213, 258
BATTISTELLI 412
BATTLE SALVAT, JOSÉ 473, 474, 475, 476
BAUDART, JULIETTE 50, 84, 92, 98, 108, 242, 288
BAUDART, ROGER 92, 288
BAYO, ALBERTO 270, 271
BELLIVER (peut-être BELLVERT), PEDRO 301
BELMONTE, DOMINGO 424, 458
BEN SALA 49, 108
BERNADES PASCUAL, JUAN 477
BERNERI, CAMILLO 115-117, 150, 151, 158, 237, 301, 310-314, 378, 391, 399, 402-405, 412, 490, 509
BERNERI, MARIE-LOUISE 490
BERNIER, JEAN 491
BERTHOMIEU, LOUIS 9, 47, 48, 50-52, 57, 58, 66-70, 72-75, 80, 84, 85, 87, 88, 90-93, 95-97, 108, 109, 129, 130, 132, 230, 234, 236, 242, 243, 254-256, 274, 283-285, 290, 291, 292-295, 297, 300, 318, 344, 347, 348, 353, 489
BERTRÁN DE QUINTANA, JOSÉ 464, 466
BESNARD, PIERRE 269, 311, 314, 315, 317, 437, 439
BIANCHELLA 276
BIANCHI 11
BLÉDINE 372
BLUM, LÉON 166, 188
BOAL LÓPEZ, EVELIO 305
BOBINI 187, 188, 194
BOGUÑA, JAUME 500
BOLCHAKOV 11
BONILLA ALBADALEJO, ANTONIO 353, 355, 356, 362
BONOMINI, ERNESTO 481
BORRÁS CASCAROSA, JOSÉ 221, 278, 424, 441
BOUDOUX, RÉMI 233, 291
BRACCIALARGHE 412
BRAUNER, KARL 380
BREÁ, JUAN 15, 281
BROTZ (peut-être BORTZ, HEINRICH) 357
BRUNAND, MARIUS 273, 274
BRUNNER, OTTO 420, 421
BUENO PÉREZ, JOSÉ 472, 475

BUENO PÉREZ, JUSTO 13, 258, 259, 262-265,
267, 457-479, 493, 496-498, 500-503
BULEGHIN 309
BUSQUETS 499

CABANELLAS FERRER, MIGUEL 78, 268, 277,
278

CAMPÓN RODRÍGUEZ, PEDRO 225, 258, 263,
266, 267, 322, 324, 332, 339, 465, 499

CAMPOS CRESPO, ANTONIO 323-325

CARDEUR, ALEXIS 381, 382, 412, 415

CARNIATO, ANTONIO 508

CARPENA, PEPITA 462

CARPENTIER, (FRANÇOIS-)CHARLES 9, 47, 49,
68, 70, 233, 236, 242, 244, 245, 255,
256, 283-285, 290-295, 341, 345, 346,
348, 383, 437, 480-482, 489, 492

CARRASQUER LAUNED, FÉLIX 249, 250, 273,
332-334

CARRÉ, GASTON 274

CARREÑO, FRANCISCO 222, 224, 246, 251,
269, 275, 377, 390, 498

CARRILLO 73, 74

CARTAGENA 96-99, 103-106

CASANOVAS, JUAN 270

CASTALDI, BRUNO 508, 509

CASTÁN GUILLÉN, VICTORIO 475

CASTELLANI, MARIO 505

CASTERLINAS 475

CATHALA 194, 197, 200, 202

CHAFFANGEON, GEORGES 295

CHRIST 238

CIERI, ANTONIO 310, 391

COFFINET, JULIEN 490

COLLADO 264

COMORERA, JUAN 387

COMPANYS, LUIS 350, 389, 393, 460

CONCHITA (QUERIDA D'ANTOINE) 163-165,
170-174, 178, 179

CONCHITA (sœur de MANUEL) 52-55, 58

CONSUELO 27

CONTE 11

CORMAN, MATHIEU 283, 290, 294, 347, 348,
353

CORTÉS PÉREZ, JOSÉ 433

CORTVRINT, CHARLES (alias RIDEL et
MERCIER VEGA) 9, 11, 12, 14, 15, 47,
49, 68-70, 74, 220, 221, 224-226, 228,
233, 236, 242-245, 251, 253, 255-257,
267, 272, 283-285, 290-296, 300,
340, 341, 344-346, 348, 400, 437,
480-482, 489-492

COSTA 476

COSTAS, MANUEL 459

COTTIN, ÉMILE 74, 276, 277

CRESPO, CARMEN (LA FRANCESITA) 239

CUBA 499

DANON, FÉLIX 437

DENCAS PUIGDOLLERS, JOSEP 497

DÉNIKINE, ANTON IVANOVITCH 77, 151

DEVESA BAYONA, ANTONI 474

DI GIOVANNI, SEVERINO 403, 493

DÍAZ SANDINO, FELIPE 299

DOGA, MIGUEL 355

DOLORES 64

DOMÉNECH, JOSÉ JUAN 272

DURRUTI, BUENAVENTURA 9, 31, 32, 35, 38,
39, 47, 50, 51, 73, 74, 77, 93, 108, 109,
113, 114, 146, 148, 150, 158, 159, 220,
222-226, 234, 256, 258, 264, 265, 268,
269, 272, 274-276, 283, 285, 288-292,
294, 300, 304, 307, 308, 318, 322, 323,
335, 336, 339-341, 343-345, 349-371,
378, 404, 406, 407, 437, 465, 473, 492,
496-500

EBERLE 238

EICHMANN, HEINRICH (HEIRI) 317, 380, 381

EINSTEIN, CARL (KARL) 17, 152, 370, 378,
400, 401

EROLLES, DIONISIO 390, 475

ESCORZA DEL VAL, MANUEL 266, 390, 471,
498, 503

ESPIGOULET, MICHEL 372

ESPLUGAS, JOSÉ 224, 322, 499

ESQUERRA, PABLO 37

FÁBREGAS, JUAN P. 272

FABRÈS I MURLÉ, PAU 496

FALDELLA 508

FARRÉ CASADEMUNT, AGUSTÍN 477

FERNÁNDEZ SÁNCHEZ, AURELIO 307, 373,
389, 462, 498, 501

FERRARI, ADRIANO 398

FERRER CRUZADO, VICENTE 462, 464, 503

FERRER Y GUARDIA, FRANCISCO (fondateur de
l'École moderne) 60, 111, 305, 322,
405, 406

FERRER, EMILIO 111

FERRER, FRANCISCO (petit-fils de FRANCISCO
FERRER) 111, 113, 116, 205, 305, 341,
405, 406

FERRER, TRINIDAD 407

FERRER VILELLA, FRANCISCO 477

FEUILLADE, LUCIEN 233, 246, 482, 489, 490
FISCHER 412-414

FIATO 443

FLORES 275

FONTANA 256

FORTIN, FERNAND 241, 286, 287, 377, 437, 485

FOYO DÍAZ, FRANCISCO 262, 273

FRED ou FREDY (voir ALFRED)

FREI, RUDOLF 421

FUENTE, IGNACIO DE LA 459

- GALANTY, ERNST 380
 GALARZA, ÁNGEL 389
 GALLART 213, 257
 GARCÍA 142
 GARCÍA GARCÍA, MIGUEL 219, 221
 GARCÍA LORCA, FEDERICO 143
 GARCÍA OLIVER, JUAN 146, 152, 219,
 270-272, 299, 305-308, 349, 351, 352,
 357, 359-361, 365, 369, 372, 393, 394,
 399, 403, 404, 457, 460, 472, 473, 491,
 496-498, 500
 GARCÍA VIVANCOS, MIGUEL 460
 GASCON, FRÉDÉRIC 276
 GEORGES (Marseillais) 158, 172, 173, 175,
 178, 179, 201, 450
 GEORGES (Parisien) 58, 77, 94, 96, 98, 99,
 103-106, 295
 GEORGETTE (voir KOKOCZINSKI)
 GERNSHEIMER, GEORG 317, 380
 GIERTH, HERMANN (ou HANS) 50, 77, 177,
 232, 331, 417
 GIERTH, MADELEINE 50, 77, 85, 87-89, 107,
 109, 124, 146, 149, 151, 153-159, 177,
 178, 204, 240, 331
 GIMÉNEZ ARENAS, JUAN 323, 326
 GINESTÀ, RAFAEL 462, 464
 GIRAL (ou GIRALT) 255, 291, 341
 GIRBE, SUZANNE 288
 GIUA, LORENZO 11, 110, 111, 148, 158, 159,
 161-162, 204, 303, 411, 417, 483, 484, 505
 GIUDITTA 111, 113, 205, 304, 305, 405
 GIURIATI 507
 GMÜR, EDWIN (Edi) 15, 295, 320, 321, 326-
 328, 357, 369, 381, 386, 398, 405, 411,
 412, 415, 416, 426, 428
 GÓMEZ, LUCIO 460
 GOMEZ 503
 GONZÁLEZ 493
 GONZALEZ, VALENTÍN (EL CAMPESINO) 193,
 440
 GORDO, VALERIANO 363
 GORI (voir DURRUTI)
 GORI, PIETRO 166, 207, 448
 GÖTZ, OTTO 342
 GRACIA CARRERAS, CECILIA 263, 267
 GRACIA CARRERAS, PILAR 265, 267
 GRAVES, JULIO 355, 359, 363
 GROSSI, MANUEL 260, 345
 GUERRA, N. 374
 GUYARD, FÉLIX 482, 489

 HANS, SUZANNE 276
 HARO, AZUCENA 242
 HEMPEL, KÄTHE 342
 HENRIQUE 322, 357
 HERRERA 41, 42
 HIBNER 443

 HITLER, ADOLF 152, 160, 166, 178, 206,
 395, 422
 HORTEGA 412
 HÜNEN, FRED 408

 INCARNACIÓN 30, 31
 INGLÉS, PEPITA 242, 427
 ISGLEAS PIARNAU (ou PIERNAU), FRANCISCO
 374

 JACK ou JAK (voir VESPER)
 JACQUES (voir PORCHET, ADRIEN)
 JAURÈS, JEAN 166, 277
 JÉREZ 298
 JÉSUS DE NAZARETH 136, 137, 203
 JO (voir GEORGES, Marseillais)
 JOCONDE LA, 465
 JONZIER, HENRI 342
 JOSEPH, WILLI 380, 381
 JOSSEVEL, FERNAND 442
 JOVER CORTÉS, GREGORIO 113, 336, 351,
 393, 496, 498
 JUANITA 22, 24, 26, 31, 33-36, 46, 78, 81, 179
 JUBERT (ou JUVERT), LUIS 261
 JUL, PALMIRA 242
 JUSTO PRADA, DOMINGO 470

 KAENEL 238
 KIRSCHHEY, HELMUT 15, 428-430
 KLÉBER, ÉMILIO 358
 KOKOCZINSKI (ou KOKOCZYNSKI), GEORGETTE
 12, 50, 84, 88, 94, 95, 98, 104, 240-242,
 285-287, 289, 290, 293, 485, 486
 KORSCH, EGON 408
 KROPOTKINE, PIOTR 166, 207, 433, 448
 KUMMER, EMIL 320

 LA CALLE, JOSÉ 47, 99, 100-103, 105, 106,
 112, 124, 129
 LABARTA USON, PASCUALA 44-46, 57, 59, 68,
 74, 75, 79, 85, 87, 126, 146, 201, 229-
 231, 278, 441, 450, 455, 511, 513, 514
 LACALLE, SIMON 295
 LACROISILLE, HENRI (dit MARSEILLE) 372
 LAEBLI 238
 LARGO CABALLERO, FRANCISCO 268, 269, 271,
 299, 311, 349, 351, 358, 365, 366, 368,
 374, 410
 LATORRE MESTRES, LUIS 464, 467-469, 477-
 479, 503
 LÄTT, NISSE 15, 428-430, 433
 LAVAL, PIERRE 152
 LECOIN, LOUIS 235
 LÉGER, ROBERT 245, 315, 317, 383, 489, 504
 LEMÈRE 276
 LÉNINE 151, 313, 438
 LÉVYSSE 341

- LINO 87, 88, 90, 92
 LÍSTER, ENRIQUE 193, 201, 423
 LLADOS TARRAGO, JOSEP 17, 217, 245, 246, 451, 487, 488
 LÓPEZ MÁINAR, JULIANA 308
 LÓPEZ SÁNCHEZ, JUAN 271, 349
 LORENTE (peut-être ANTONIO LORENTE SORIANO) 355, 356
 LORENZA 264
 LOW, MARY 15, 280, 281
 LUI, GIUSEPPE 345
- MACIÀ LLUSA, FRANCESC 217
 MADELEINE (voir GIERTH, MADELEINE)
 MADRE (voir LABARTA USON, PASCUALA)
 MAGNANI, AUGUSTO 205, 444
 MAKHNO, NESTOR 151, 296
 MALATESTA, ERICO 207, 447, 448
 MANUEL (frère de CONCHITA) 52-54, 66, 69, 108, 279
 MANUEL (mari de MARÍA VALERO LABARTA) 46, 280, 511
 MANZANA, JOSÉ 146, 224, 240, 268, 289, 323, 326-328, 337-339, 353, 355-365, 367, 371, 376, 378, 382, 465
 MARCÓ, NARCISO 306
 MARCON, PIETRO 398
 MARÍA (MÈRE DE JUANITA ET MIGUEL) 34, 80, 81
 MARÍA (voir ASCASO, MARÍA)
 MARÍA (voir VALERO LABARTA, MARÍA)
 MARÍN PASTOR, ÁNGEL 222, 223, 275, 276, 390, 402
 MARIN, JOSEPH 372
 MARINO CORBALLADA, JOSÉ 499, 503
 MARIO 135, 142, 143, 148, 165-167, 169, 170, 179, 180, 194, 203, 204, 208
 MARQUET, FÉLIX 400
 MARTHE (ou MARTHA) (voir BAUDART, JULIETTE)
 MARTÍ IBÁÑEZ, FÉLIX 252, 281
 MARTÍNEZ 244
 MARTÍNEZ, FÉLIX 377
 MARTÍNEZ RIPOLL, JOSÉ 222, 258, 457-459, 462, 464, 466-470, 476, 477, 496, 497, 501, 503
 MARTÍNEZ ANIDO, SEVERIANO 306, 307
 MARTÍNEZ CARTÓN 433
 MARTÍNEZ HERNÁNDEZ (ou FERNÁNDEZ), CARIDAD 262, 266, 461
 MARTY, ANDRÉ 314, 317, 441, 442
 MARX, AUGUSTA 50, 58, 84-86, 88, 92, 94, 95, 98, 104, 129, 240, 285, 286, 293
 MARX, KARL 151
 MATEO CLAVEL, ANTONIA 204, 205, 451
 MAYOL, JUAN 295, 303, 304
 MENDEZ, CASILDA 280
 MENDOZA 70
- MERA, CIPRIANO 355-357, 366, 369
 MERCIER VEGA, LOUIS (voir CORTVRINT, CHARLES)
 MERINO, JULIÁN 376, 501
 MIAJA, JOSÉ 354, 365, 366, 438
 MICHAELIS, RUDOLF (DIT MICHEL) 238, 240, 320, 329-331, 379-382, 408, 409, 430, 431
 MICHEL, LOUISE 116, 198
 MIGUEL 22-24, 26, 28, 30-35, 80, 81
 « MILICIE X » 458, 465, 497, 500, 502
 MIMOSA (voir KOKOCZINSKI, GEORGETTE)
 MINNIG, ALBERT 15, 309
 MIOLI 309
 MIRA, JOSÉ 258, 339, 344, 348, 352, 353, 378, 499
 MOMBIOLA 377
 MONNARD, GEORGES 319
 MONTSÉNY MANÉ, FEDERICA 146, 152, 202, 271, 272, 308, 313, 349-351, 357, 393, 394, 399, 403, 404, 491
 MORA, FRANCISCO 224, 356, 499
 MORÁN, JUAN ANTONIO 493-495
 MOREAU, JEAN-MARIE 466-470, 501
 MORENO LOPEZ, ANTONIO 462, 464
 MORIN, ÉMILIENNE 274, 361, 362, 473
 MOSES 328, 357, 426
 MÜGGELI, RICHARD 320
 MÜHSAM, ZENSL 320
 MUÑOZ, GREGORIO 475, 476
 MUSSOLINI, BENITO 13, 24, 110, 111, 160, 166, 206, 300-302, 310, 395, 404, 497, 506-508
- NAVEL, GEORGES 233
 NEBOT, VICENTE 402
 NEGRÍN, JUAN 180, 193, 410, 415, 424, 434, 437, 439-441, 467, 469, 490
 NIN, ANDRÈS 177, 415
 NIÑA (LA) 124, 126, 127, 201
 NORRBLUM, 430, 431
 NÚÑEZ DE PRADO, MIGUEL 277
- ODÉON, PIERRE 283, 284, 288, 289, 294, 481
 ORTIZ RAMÍREZ, ANTONIO 235, 239, 248, 250, 268, 292, 336, 351, 361-363, 460, 471-475, 498
 ORWELL, GEORGE 14, 119
 OTTO 70, 118, 132, 134, 135, 139, 141-143, 148, 165, 170, 179, 180, 194, 204, 320
- PABLO (voir VAGLIASINDI, PIETRO PAOLO)
 PACCARDI, RANDOLFO 314, 395, 412
 PACHA 238
 PADRONAS (PARONAS) 305, 306
 PALAU FONT, ALFONSO 478
 PALLAROLS, ESTEBAN 458, 477
 PAQUITA 264, 265
 PARES ADÁN, JOSÉ 464, 503

- PASCUAL 254, 255
 PASOTTI, GIUSEPPE 443, 450, 451, 456
 PEDRITO 64
 PEDRO 38
 PEIRÓ, JUAN 306, 307, 349
 PELLICER, JOSÉ 375, 433, 434
 PEPITA (PIPITA) (sans doute INGLÉS, PEPITA)
 240, 426
 PEPITA 264
 PÉREZ, CONXA 239
 PÉREZ, FRANCISCO (EL PINCHE) 222
 PÉREZ FARRÀS, ENRIQUE 224, 234, 268
 PÉREZ IBÁÑEZ, JOSÉ (EL VALENCIA) 450, 473
 PESTAÑA, ÁNGEL 306, 307, 458
 PETACCHI 309
 PÉTAÏN, PHILIPPE 152
 PICAS 376
 PIERRE 50
 PILAR (FILLE ADOPTIVE D'ANTOINE GIMENEZ)
 205, 451, 453, 456
 PILAR (sans doute BALDUQUE) 264
 PIÑÓN, CAMILO 306
 PIQUERAS CISUELO, FRANCISCO 362
 PITT 413, 414
 PLA, JOSÉ 222, 458, 497, 502
 PLA MASANA, JOSÉ, 458, 477
 PLANES I MARTI, JOSEF MARIA 457, 459-461,
 496, 498
 POBO MARTÍNEZ, SALVADOR 222
 POCH Y GASCÓN, AMPARO 252
 POLI, PRIMA (LOUISE) 205, 443
 PONZÁN, FRANCISCO 213, 258
 PORCHET, ADRIEN 118, 140, 152, 343, 344,
 399, 400
 POZAS, SEBASTIÁN 412
 (PRACTICANTE EL) 222
 PRIETO, HORACIO MARTÍNEZ 349, 364,
 439, 460
 PRIETO GARCÍA, MANUEL 219
 PRIETO, INDALECIO 271, 410
 PRINA, JULIO 493
 PRINA, RODOLFO (ou TONI) 458, 493,
 494, 495
 PRUDHOMMEAUX, ANDRÉ 14, 309, 368,
 437, 438
 PUNTONI 309

 QUINTANA 476
 QUINTELA BÓVEDA, EDUARDO 262, 458, 468,
 469, 493, 502

 RAAB 409
 RABAUT, JEAN 490
 RAMÓN (MOSEN) 246
 RAMON 353
 RAMOS, MANUEL 275, 325, 326, 393, 416
 RANIERI (RAINERI), PIETRO 276, 505

 RECLUS, ÉLISÉE 117, 166, 199, 448
 RÉCOULIS, LOUIS 276
 REGUERAL, JOSÉ 307
 REITER 386
 REMIRO MANERO, AGUSTÍN 213, 258
 REYES, ALFONSO 384
 RIDEL, CHARLES (voir CORTVRINT, CHARLES)
 RIERA, JAIME 458
 RIERA (voir PALLAROLS)
 RING 432, 433
 RIONDA, RICARDO 224
 RITTER, FRANZ 15, 139, 142, 143, 148, 165,
 170, 179, 204, 341, 342, 417, 419-421, 433
 ROCA, FACUNDO 473, 474
 ROCHE 474
 RODA 275
 RÓDENAS RODRÍGUEZ (ou DOMÍNGUEZ),
 LIBERTAD 239
 RÓDENAS RODRÍGUEZ (ou DOMÍNGUEZ),
 PROGRESO, 374
 RODILLA, PASCUAL 433
 RODRÍGUEZ SALAS, EUSEBIO 391
 RODRÍGUEZ VÁZQUEZ, MARIANO (DIT
 MARIANET) 439, 404
 ROJO, VICENTE 354, 365
 ROMERO DEL CASTILLO, ÁNGEL 466, 470
 ROMOSER, KARL 420, 421
 ROS GARRO, LIBERTO 258, 263, 264, 363,
 499, 503
 ROSARIO (ROSARIA) (sans doute PEPITA
 INGLÉS) 50, 148, 180-182, 242, 427
 ROSASCO 493-495
 ROSENBERG, MARCEL 269
 ROSITA 163, 164, 170, 172, 173, 178
 ROSSELLI, CARLO 237, 302, 310, 483
 ROSSI, LUDOVICO 205, 443, 444
 RUANO, LUCIO 13, 17, 93, 108, 131, 224,
 262, 263, 285, 292, 301, 318, 322-326,
 335-339, 353, 371, 382, 392, 457-461,
 465-470, 493, 495-503
 RÜDIGER, HELMUT 14, 238, 331, 379,
 382, 435
 RUFAT, RAMÓN 213, 257
 RUÍZ DE GALARRETA, PABLO 220, 222, 224,
 225, 374, 376, 377
 RUOZZI, GIUSEPPE (TRANQUILLO) 274

 SABATÉ LLOPART, FRANCISCO 464
 SAEZ 323, 324
 SAÏL MOHAMED 233, 300
 SALAMERO BERNARD, ESTEBAN ELEUTERIO 308
 SALATI, VINICIO 342
 SALILLAS ARTIGAS, JESÚS 223, 226, 353
 SALVADORI, BRUNO (alias ANTOINE GIMENEZ)
 10, 12, 447-456
 SÁNCHEZ (BANDA NEGRA) 222
 SÁNCHEZ, SILVIO 262

- SÁNCHEZ (MÉTALLURGISTE) 265, 266
 SÁNCHEZ SAORNIL, LUCÍA 281
 SANTAMARÍA JAUME, JOSÉ 356, 359, 360
 SANTILLÁN (voir ABAD DE SANTILLÁN)
 SANTIN 11
 SANZ, RICARDO 357-359, 367-369, 378, 398,
 399, 416, 498, 499
 SANZ MARTÍNEZ, JUAN 276
 SCHLEGEL 321
 SCHREIBER, ROBERT 232
 SCHREYER, GOTTFRIED 329, 379
 SCHWARZ, JEAN 232
 SCOLARI, CARLO 47-49, 118, 135, 140-
 142, 148, 235, 237, 292, 293, 382,
 481, 504, 505
 SEGARRA, JOSÉ 433
 SEGÚI, SALVADOR 305, 306
 SELLES, RAFAEL 462, 464, 503
 SERRA, TOMMASO 435
 SETTE, GINO 345
 SEVILLA 346-348
 SIMONE (voir WEIL)
 SIMONEITTI, LINA 205
 SOLDEVILA, CARDINAL 113, 307, 308
 SOLEDAD 153-158, 205, 402
 SOSSENKO, GEORGES 15, 253, 294, 295,
 303, 304
 SOUCHY, AGUSTÍN 238, 239, 377
 SPARTACUS 123
 STALINE 15, 110, 151, 173, 177, 198, 269,
 308, 309, 313-315, 372, 404, 411, 418,
 422, 437, 440
 STARADOLZ (STARADOFF), ALEXANDRE 11, 58,
 87, 88, 90-92, 95, 96, 151, 296
 SUBIRATS, FRANCISCO 219
 SZUREK 443
- TARROU (ou TARRAOU), RAOUL 372, 377
 TARZAN 84, 119-122, 124, 146, 188-190
 TERESA (ou TERESITA ou THÉRÈSE) 21, 23, 28,
 31, 32, 33, 34, 35, 80
 TESCHKE, ALFONS 232
 THALMANN, PAUL et CLARA (PAVEL et KLARA)
 15, 239, 240, 317, 328, 329, 331, 342, 380,
 381, 385-388, 392, 393, 407, 408, 410
 THOREZ, MAURICE 151, 188
 TOGLIATTI, PALMIRO 404, 434, 437
 TOMÉ (TORNE) MARTÍN, VICENTE 457-459,
 496
 TORINTO 307
 TORRES ESCARTÍN, RAFAEL 307, 308
 TORUNCZYK 442, 443
 TORYHO, JACINTO 495
 TOTO 307
 TRONTIN, JEAN 291
 TRUEBA, MANUEL 488
 TURREL, AIMÉ 273, 274
- URALES, FEDERICO 202
 URIBARRY, MANUEL 270, 544
 URIONDO, EMILIO 493, 495
 URRUTIA GONZÁLEZ, GUSTAVO 282
- VAGLIASINDI, PIETRO PAOLO 108, 109, 118,
 131-133, 148, 149, 158, 162, 170, 175,
 178-181, 183, 185, 186, 194, 205, 300-
 302, 318, 319, 322, 324, 339, 348, 382,
 418, 499, 506-510
 VAL BESCÓS, EDUARDO 354, 356, 498
 VALERO LABARTA (famille) 13, 46, 228, 441,
 511-514
 VALERO LABARTA, FÉLIX 13, 46, 258, 441,
 511-514
 VALERO LABARTA, MARÍA 46, 78, 127, 231,
 280, 441, 511, 513, 514
 VALERO LABARTA, VICENTA 13, 46, 72, 75, 78,
 127, 219, 223, 226, 229-231, 278-280,
 441, 457, 511-514
 VALERO LABARTA, VICENTE (fils) 441, 512
 VALERO LABARTA, VICENTE (père) 280, 441,
 511, 514
 VALLEJO, EUGENIO 464
 VESPER (ou WESPER), HANS JACK 427, 428,
 430, 432, 433
 VICENTA (voir VALERO LABARTA, VICENTA)
 VIDARTE, JUAN-SIMÉON 271
 VIDIELLA, RAFAEL 270
 VILLAGRASA, JOSÉ 459
 VILLALBA RUBIO, JOSÉ 339, 344
 VINDICE 309
 VIZERN I SALABERT, JAUME 462
 VOLINE 366, 437
 VOLINE, LÉO 366
- WALTER, ARMIN 342, 380, 381
 WEIL, SIMONE 15, 49, 50, 66, 69, 227, 228,
 235, 236, 243-245, 253, 254, 256, 257,
 284, 285, 346, 480, 489
 WIELAND, HANS 380
 WINKELMANN 238
 WOHLRATH, GERHARD 342
 WOLF 285
 WOOD, BIL 419
 WRANGEL, PIOTR NIKOLAÏEVITCH 77, 151
- XENA TORRENT, JOSÉ 439
- YAGÜE BLANCO, JUAN 441
 YOLDI BEROIZ, MIGUEL 224, 275, 335, 357,
 359, 363, 364
- ZAMORA 219
 ZARATEGUI 481
 ZIMMERMANN, OSCAR 11, 232

CRÉDITS

Conception du dessin de couverture : Silva.

Conception des cartes des pages 18, 221 et 282 : Émilie.

Photos des pages 5, 484, 505 et 510 : ACS-CPC, Rome.

Photos des pages 38, 48, 214, 335 et 348 : *Los Aguiluchos de la FAI*, film CNT.

Photos des pages 93, 243, 284, 290, 292 et 481 : Phil Casoar.

Photo de la page 227 : *La Vanguardia*, 30 août 1936.

Photos des pages 259 et 479 : *Sumarísimo* Bueno Pérez, *Capitanía General*, Barcelona.

Photos des pages 319, 321, 324 et 503 : *Hemeroteca de l'Ajuntament de Barcelona*.

Carte de la page 148 extraite du livre de Miguel Amorós *La revolución traicionada*.

Photo de la page 341 : Berner, 1997.

Photo de la page 428 : Kirschey, 2000.

Photo de la page 486 : IISG.

Photo de la page 489 : Marianne Enckell.

Photo de la page 494 : Osvaldo Bayer.



ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE FRANCE-QUERCY
EN JUIN 2006
NUMÉRO D'IMPRESSION : 000000000000